



Données de référence 2020 (01/01/2020 - 31/12/2020)

Dates de début et fin de la campagne de collecte des données : 19/03/2021 - 01/10/2021

Objectif :

La CEPEJ a décidé, lors de sa 35^{ème} réunion plénière, de lancer le huitième cycle d'évaluation 2020 – 2022, portant sur les données de l'année 2020.

La CEPEJ souhaite utiliser la méthodologie développée dans le cadre des cycles d'évaluation précédents pour obtenir, en s'appuyant sur son réseau de correspondants nationaux, une évaluation globale des systèmes judiciaires des 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de trois pays observateurs (Israël, le Maroc et le Kazakhstan). Ceci permettra aux décideurs publics et aux praticiens du droit d'agir en tenant compte de ces informations uniques.

Le présent questionnaire a été adapté par le Groupe de travail sur l'évaluation des systèmes judiciaires (CEPEJ-GT-EVAL) à la lumière des cycles d'évaluation précédents et en tenant compte des commentaires des membres, observateurs, experts et correspondants nationaux de la CEPEJ. Le but de cet exercice est d'accroître la connaissance des systèmes judiciaires des Etats participants, de comparer le fonctionnement des systèmes judiciaires dans ses divers aspects ainsi que de comprendre les tendances de l'organisation judiciaire pour contribuer à améliorer l'efficacité de la justice. Le questionnaire d'évaluation et l'exploitation des résultats obtenus par ce biais ont pour ambition de devenir un véritable outil de politique publique de la justice, au service des citoyens européens.

Instruction :

La manière d'utiliser l'application et de répondre aux questions est guidée par deux documents principaux:

- le manuel d'utilisation et,
- la note explicative.

Tandis que la note explicative apporte des définitions et explications sur le questionnaire d'évaluation de la CEPEJ et la méthodologie nécessaire pour y répondre, le manuel d'utilisation est un outil pour vous aider à naviguer dans cette application. Vous pouvez télécharger la note explicative dans son intégralité sur le site web de la CEPEJ. Les explications spécifiques sont également accessibles pour chaque question dans l'application sous l'onglet « Note explicative ». Ce dernier constitue un outil de consultation immédiate lorsque vous répondrez aux questions.

Si vous avez des questions relatives à ces documents ou à l'utilisation de l'application, n'hésitez pas à contacter le Secrétariat.

1. Informations générales et financières

1.1. Données démographiques et économiques

1.1.1 Habitants et informations économiques



001. Nombre d'habitants (si possible au 1er janvier de l'année de référence +1)

[83 155 031]



=

002. Total des dépenses publiques annuelles au niveau national et le cas échéant, des dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €).

	Montant
Niveau national ou fédéral	511 713 000 000 [] NA [] NAP
Niveau territorial/entités fédérales (total pour l'ensemble des niveaux territoriaux/entités fédérales)	780 397 000 000 [] NA [] NAP

Commentaires According to a press release by the Federal Statistical Office, the rise in the amount of public expenditures in 2020 was mainly caused by measures taken in the context of the Corona pandemic (e.g. fast track economic aid for enterprises and hospitals)



=

003. PIB par habitant (en €) en prix courants pour l'année de référence

[40 027]

Commentaires

004. Salaire moyen brut annuel (en €) pour l'année de référence

[52 464]

[] NA

Commentaires figure represents the average gross annual salary of employees working in full time

005. Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1er janvier de l'année de référence +1

[]

Autorisation de décimales : 5

[X] NAP

Commentaires

A1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Federal Statistical Office

Q 1: Genesis-Database, population status update (based on the 2011 census)

Q 2: subject-matter series 14 (tax and finance) series 2.

Q 3: subject-matter series 18 (national accounts), series 1.2 (calculation of the domestic product), table 1.4

Q 4: subject-matter series 16 (earnings and work costs) series 2.3

1.1.2 Données budgétaires relatives au système judiciaire

006. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux, en € (sans le budget du ministère public et sans le budget de l'aide judiciaire). Si vous ne pouvez pas distinguer le budget alloué aux tribunaux du budget alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, merci de vous référer à la question 7. Si vous êtes en mesure de répondre à la question 6, veuillez répondre NA à la question 7.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
TOTAL - Budget public annuel alloué pour le fonctionnement de l'ensemble des tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6 + 7)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Budget public annuel alloué aux salaires (bruts)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Budget public annuel alloué à l'informatisation (2.1 + 2.2)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1 Investissements dans l'informatisation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2 Maintenance des équipements informatiques des tribunaux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Budget public annuel alloué aux frais de justice (frais d'expertise, d'interprètes, etc.)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Budget public annuel alloué aux bâtiments des tribunaux (maintenance, budget de fonctionnement)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Budget public annuel alloué à la formation	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
7. Autres (veuillez préciser)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel alloué au fonctionnement de l'ensemble des tribunaux qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget of the courts cannot be separated from budget from the public prosecution.

007. Si vous ne pouvez pas répondre à la question 6 parce que vous ne pouvez pas isoler le budget public alloué aux tribunaux du budget public alloué au ministère public et/ou de celui alloué à l'aide judiciaire, veuillez remplir uniquement la ligne adéquate dans le tableau selon votre système.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et au ministère public	11 460 143 833 [] NA [] NAP	11 112 132 644 [] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Total du budget public annuel alloué aux tribunaux, au ministère public et à l'aide judiciaire	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. Si le budget public annuel qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The "Total annual budget allocated to all courts and the public prosecution services" is the only figure that is available from the Federal Courts and all Länder. The following Länder submitted additional remarks regarding their budgets:

Baden-Württemberg:

The budget allocated to the public prosecution services cannot be separated from the budget allocated to all courts.

Bayern:

The budget of the public prosecution offices cannot be presented separately. The budget for legal aid can only be presented with regard to the courts of ordinary jurisdiction.

Brandenburg: The budget plan for 2019/2020 was based on an assumption of greater expenditure. Furthermore, due to budget funds not being fully utilised in 2019, reserves were used for personnel and administrative expenditure.

Bremen:

The total annual public budget allocated to all courts and public prosecution services cannot be presented either separately or jointly since parts thereof (IT expenditure for the entire justice system including prisons and the senatorial authority, as well as training expenditure) are centrally estimated.

Mecklenburg-Vorpommern:

The approved budget includes expenditure for the courts, the public prosecutor general and all public prosecution offices. The individual budgets cannot be shown separately.

Rhineland-Palatinate:

Under the system currently in place, the budgets allocated to courts and public prosecution offices cannot be shown separately. The expenditure shown therefore includes the expenditure for public prosecution offices. Saarland:

For the public prosecutor general and the public prosecution office, the only data shown separately are the estimates for the staffing and materials expenditure budget (i.e. not including statutory expenditure).

Saxony:

Expenditure for IT, basic and further training, maintenance and operating costs for buildings and facilities, internal court costs, public relations work, trans-regional cooperation etc. is centrally estimated, spent and managed for all parts of Saxony's justice system (courts, public prosecution offices, prisons, Justice Ministry, Central Office for Information Technology, Training Centre). Insofar as it is incurred by the courts and public prosecution offices, this type of expenditure cannot therefore be shown separately.

Thuringia:

excluding costs for maintenance and construction of court buildings.

=

008. Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe pour intenter une procédure devant un tribunal de droit commun :

Obligation de payer une taxe pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun ?

en matière pénale	<input type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input checked="" type="checkbox"/> Non
en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, au début de la procédure <input type="checkbox"/> Oui, à un stade ultérieur <input type="checkbox"/> Non

S'il existe des exceptions à l'obligation de payer une telle taxe, veuillez préciser ces exceptions : There are exceptions in place for counterclaims, for European small claims procedures (ESCP), for disputes about inventions made by an employee inasmuch as the courts have exclusive competence for patent disputes, and for actions for retrial of a case pursuant to section 580 number 8 of the Zivilprozessordnung (ZPO, Code of Civil Procedure). This applies to a counterclaim in light of its close ties to a court dispute already pending; in all other regards, particular reasons are given that relate to the proceedings. Further exceptions have been provided for if a petitioner has been granted legal aid for the costs of the proceedings, if the petitioner is entitled to a release from the obligation to pay fees, or if legitimate interests are given for bringing an action or defending against an action, but the petitioner is unable to make the advance payment or if the delay caused to the proceedings by the obligation to pay the fees in advance would result in damages that it is impossible to compensate, or only with difficulty.

008-1. Quelle est, en quelques mots, la méthode de calcul de cette taxe :

- In criminal proceedings, fees related to the proceedings will arise in an amount stipulated by law, while the amounts of fees charged in other court proceedings will be primarily oriented by the amount in dispute or the transaction value.

008-2. Montant de la taxe exigée pour engager une action en recouvrement d'une créance d'un montant de 3000€ :

[324]

[] NA

[] NAP

Commentaires

009. Montant annuel des taxes perçues par l'Etat (en €) :

[4 835 046 992]

[] NA

[] NAP

Commentaires

012. Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel approuvé alloué à l'aide judiciaire (12.1 + 12.2)	716 540 066 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

12.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
---	---------------------	---------------------	---------------------

Commentaires The following Länder submitted additional comments:

Bayern:

The budget for legal aid can only be presented with regard to the courts of ordinary jurisdiction.

Brandenburg:

Expenditure is dependent on the number of court proceedings and the value of the subject matter, both of which are beyond the control of the judicial administration. The target is therefore based on a prognosis reached on the basis of how expenditure has developed in previous years, taking into account any possible changes to the law governing costs.

Hessen:

As regards questions 12 and 12.1, it should be noted that the amount indicated only refers to attorney fees paid within the framework of legal aid. No data can be provided regarding court costs paid within the framework of legal aid – especially regarding costs for experts or interpreters and witness compensation – as these data are not collected separately.

Niedersachsen:

As concerns the estimation of legal aid, no separation is made between criminal cases and cases other than criminal cases. It is not possible to differentiate between the areas of law in which legal aid was granted.

Sachsen:

Expenditure is dependent on the number of court proceedings and the value of the subject matter, both of which are beyond the control of the judicial administration. The target is therefore based on a prognosis reached on the basis of how expenditure has developed in previous years, taking into account any possible changes to the law governing costs.

Schleswig-Holstein:

In terms of legal aid, no target data can be provided since most jurisdictions include legal aid expenditure in the estimate of expenditure on legal matters, which is why it cannot be shown separately. The figure given here is therefore the amount of the implemented budget.

Thüringen:

The information provided with regard to questions 12 and 12.1 (non-litigious cases) refers to expenditure for legal advice and assistance.

012-1. Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire, en €.

	TOTAL	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
TOTAL - Budget public annuel exécuté alloué à l'aide judiciaire (12-1.1 + 12-1.2)	590 356 319 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.1 pour les affaires portées devant les tribunaux (taxes et/ou représentation légale)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
12-1.2 pour les affaires non portées devant les tribunaux (conseil juridique, ADR et autres services juridiques)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The following Länder submitted additional comments:

Hessen:

As regards questions 12 and 12.1, it should be noted that the amount indicated only refers to attorney fees paid within the framework of legal aid. No data can be provided regarding court costs paid within the framework of legal aid – especially regarding costs for experts or interpreters and witness compensation – as these data are not collected separately.

Niedersachsen:

As concerns the estimation of legal aid, no separation is made between criminal cases and cases other than criminal cases. It is not possible to differentiate between the areas of law in which legal aid was granted.

Thüringen:

The information provided with regard to questions 12 and 12.1 (non-litigious cases) refers to expenditure for legal advice and assistance.

=

012-2. L'aide judiciaire inclut-elle :

	L'aide judiciaire inclut:
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

=

012-3. Les budgets de l'aide judiciaire indiqués dans les Q12 et Q12-1 incluent-ils :

	Montant calculé/estimé inclus
La couverture des taxes / frais de justice	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
L'exonération des taxes / frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires The replies from the Länder and Federal Courts were not consistent. The majority reported that legal aid budgets include the exemption of court fees.

=

013. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué au ministère public, en €.

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Total du budget public annuel alloué au ministère public, en € (dont 13.1)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
13.1 Budget public annuel alloué à la formation du ministère public	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus. De plus, si le budget public annuel alloué au fonctionnement du ministère public qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The budget of the courts cannot be separated from budget of the public prosecution.

=

014. Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux (réponses multiples possibles) :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption/approbation du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre ministère	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Parlement	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Cour Suprême	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil Supérieur de la Magistrature	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tribunaux	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Organisme d'inspection	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre ministère », et/ou « Organisme d'inspection », et/ou « Autre », veuillez préciser : Budgetary laws, budget plans, individual plans, budget accounts from the Länder

The answers submitted by the Länder and also by the Bund regarding the Federal Courts were not consistent. The answers given here are based on the the answers that were given by a majority of the sources and also the answers given last year.

014-0. Quels sont les critères utilisés pour allouer les ressources financières entre les tribunaux ?

En outre, veuillez sélectionner maximum trois critères principaux d'allocation :

	Critères utilisés	Critères principaux
Coûts budgétaires des années précédentes	[X]	[X]
Evaluation des besoins particuliers	[X]	[X]
Nombre de juges/non juges	[X]	[]
Nombre d'affaires nouvelles	[X]	[]
Nombre d'affaires pendantes	[X]	[]
Nombre d'affaires terminées	[X]	[]

Autre	[]	[]
--------------	-----	-----

[] NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser : The answers submitted by the Länder and also by the Bund regarding the Federal Courts were not consistent. The answers given here are based on the criteria that were named as "criteria used" and "main criteria" by a majority of the sources.

014-1. Quelles instances possèdent des compétences budgétaires au sein d'un tribunal de première instance ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Président du tribunal et/ ou juge(s)	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Directeur de l'administration du tribunal et/ou non-juges	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Organe mixte (juge(s) et non-juge(s))	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Autre	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires - Si « Autre », veuillez préciser. Si les responsabilités sont différentes selon le type/degré de juridiction, veuillez répondre à la question pour les juridictions de première instance de droit commun et décrire les différences en commentaire : Bayern:

Labour and social courts: Exact responsibilities are set out in the business roster of each individual court.

Others: Budget management is usually the responsibility of civil servants of the higher intermediate service working in the court administration.

Administrative courts: Budget commissioners.

Brandenburg:

Information provided applicable where a budget commissioner is appointed who is not the head of the court.

Bremen:

The court management is usually supported by a budget officer. Hamburg:

Responsibility for budget planning, arbitration and allocation lies with the Authority for Justice and Equality as the competent ministerial office. This is done in close coordination with the courts. Budget evaluation and control is based on revenue and expenditure accounting by the Court of Audit and Parliament.

North Rhine-Westphalia:

Specially commissioned court staff.

Saxony:

A budget commissioner is appointed for each court in accordance with section 9 of the Saxon Budget Code (SäHO), unless the court president carries out this task him/herself. Individual budget-related tasks (see table above) can be transferred by the court president or budget commissioner to other court staff, regardless of their function, by including these in the roster allocating court business.

Saxony-Anhalt:

"Other" refers to authorising officers and budget managers within each court.

The answers submitted by the Länder and also by the Bund regarding the Federal Courts were not consistent. The answers given here are based on the answers that were given by a majority of the sources.

A2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

1.1.3. Données budgétaires relatives à l'ensemble du système de justice

015-1. Budget public annuel (approuvé et exécuté) alloué à l'ensemble du système de justice, en € (ce budget global inclut le budget du système judiciaire – voir 15-2 ainsi que d'autres éléments du système de justice – voir 15-3) :

	Budget approuvé (en €)	Budget exécuté (en €)
Budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice, en €	18 614 645 186 [] NA [] NAP	18 313 545 058 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus et préciser notamment si une part importante du budget provient d'une organisation internationale. De plus, si le budget public annuel alloué à l'ensemble du système de justice qui a été réellement exécuté est différent du budget public annuel approuvé, veuillez indiquer les principales raisons de ces différences : The following Länder provided additional information:

Brandenburg:

The budget plan for 2019/2020 was based on an assumption of greater expenditure. The indicated budget includes Land and federal funds only.

Bremen:

Figures take account of expenditure in product plan justice as well as justice expenditure in product plan 96 (IT budget)

Actual expenditure over the financial year fell behind the approved funds.

Rheinland-Pfalz:

The figures quoted include the expenditure by the Ministry of Justice, the courts and public prosecutor's offices including the Constitutional Court of Rhineland-Palatinate, the prisons and the German Judicial Academy (Trier conference centre).

Sachsen:

Figures represent the judicial system budget as approved by the state parliament including building budget for the judiciary. The implemented budget may exceed the approved budget if funds that were not used in recent years can be provided. Reimbursements by third person are not deducted but the expenditures are shown as gross figures.

Sachsen-Anhalt:

In accordance with the Land Government's decision on the structuring of the Saxony-Anhalt Land Government and the remits of the various departments, the Ministry of Justice is also responsible for women's and equality policy. The corresponding budgetary resources are set down in section 11 (judicial budget). The judicial budget does not include expenditure for building maintenance.

Schleswig-Holstein:

The information shows the total expenditure of the Justice Ministry including expenditure on the Ministry itself, the prison service and the public prosecution offices.

Thüringen:

Information comprises all estimated/actual expenditure for courts, public prosecution offices, prisons, ministry (incl. Bar Examinations Office), and includes personnel, payments, procedural expenses, investment and IT. It does not include expenditure for building works and maintenance of Land-owned justice facilities or expenditure in the areas of migration and consumer protection.

015-2. Éléments du budget du système judiciaire (Q6, Q7, Q12, Q13)

Inclus

Tribunaux	(X) Oui () No [] NAP
Aide judiciaire	(X) Oui () No [] NAP
Ministère public	(X) Oui () No [] NAP

Commentaires

015-3. Autres éléments budgétaires

	Inclus
Système pénitentiaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de probation	(X) Oui () Non [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui () Non [X] NAP
Conseil supérieur des procureurs	() Oui () Non [X] NAP
Cour constitutionnelle	() Oui (X) Non [] NAP
Service de gestion du système judiciaire	(X) Oui () Non [] NAP
Service de l'avocat d'Etat	() Oui (X) Non [] NAP
Service de l'exécution	(X) Oui () Non [] NAP
Notariat	() Oui (X) Non [] NAP
Service d'expertise légale	() Oui (X) Non [] NAP
Protection judiciaire de la jeunesse	() Oui (X) Non [] NAP
Fonctionnement du ministère de la Justice	(X) Oui () Non [] NAP

Services des demandeurs d'asile et réfugiés	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Service d'immigration	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certains services de police (ex : transfert, enquête, sécurité des détenus)	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Si « Autres », veuillez préciser : Training centres for the administration of justice, such as the German Judicial Academy, the Northern German College for the Administration of Justice and educational / further training centres.

A3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Budgetary laws, budget plans, individual plans, budget accounts from the Länder.

1.2 Organisation et gestion des tribunaux et des ministères publics

015-4. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des tribunaux individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du tribunal concerné ?

- The persons in charge of the administration and management of the courts at local level are a president or director, depending on the number of judges with the court.
He/She is appointed by the judicial administration and must be a judge.
If these functions are shared between two or more persons, the president or director does lead the court. Their tasks are articulated by agreement among themselves, when these tasks are exercised by judges. The work of the director of registry, who is a civil servant, is carried out under the authority and hierarchical control of the head of court.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

015-5. Veuillez décrire qui a la responsabilité de la gestion des ministères publics individuels, leurs rôles de gestion, leurs statuts et leur position dans la hiérarchie du ministère public concerné ?

- The Federal Prosecutor General's Office at the Federal Court of Justice, as the only Federal public prosecutor's office, is headed by the Federal Prosecutor General.
The Federal Prosecutor General is the highest-ranking public prosecutor in the federal service. The decision on the selection of an applicant for the office of the Federal Prosecutor General shall be made on the basis of Article 33 (2) of the Basic Law (Grundgesetz) and accordingly in accordance with the principle of best selection. The selection decision on the basis of the suitability, qualifications and professional performance of the applicants shall be made primarily on the basis of current performance appraisals. The selection

decision is subject to judicial review. The Federal Prosecutor General is appointed by the Federal President on the proposal of the Federal Minister of Justice and Consumer Protection with the consent of the Federal Council (Bundesrat), Section 149 of the Courts Constitution Act (Gerichtsverfassungsgesetz, GVG). He is appointed for life and shall retire by operation of law upon reaching the age of 67 at the latest. As a political official (Section 54 para. 1 no. 5 of the Federal Civil Servants Act, Bundesbeamtenengesetz), he must agree with the political objectives of the Federal Government in his area of responsibility. He may therefore be temporarily retired at any time by the Federal President. A Permanent Deputy to the Public Prosecutor General (Ständiger Vertreter) and several Prosecutors General (Bundesanwälte), Senior Public Prosecutors General (Oberstaatsanwälte) and Public Prosecutors at the Federal Supreme Court are assigned to the Federal Prosecutor General and shall be subject to his supervision. The same shall apply to other employees of the Federal Prosecutor General's Office at the Federal Court of Justice.

The Federal Prosecutor General's Office at the Federal Court of Justice is structured hierarchically. As the head of the Office, the Federal Prosecutor General may influence the handling of all cases and proceedings by taking over the handling of the case himself or by replacing an officer (Section 145(1) GVG). In addition, he may issue instructions on the handling of cases in general or in individual cases (Section 147 no. 3 in conjunction with Section 146 GVG). The Federal Prosecutor General's Office at the Federal Court of Justice is part of the executive branch and thus subject to the supervision of the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection (Section 147 no. 1 GVG). This means that the Federal Prosecutor General reports to the Federal Minister of Justice and Consumer Protection in certain cases. In addition, the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection may, within narrow legal limits, issue instructions to the Federal Prosecutor General arising from the statutory provisions that also form the framework for the performance of duties by the Federal Prosecutor General.

The Federal Prosecutor General is organised as follows:

- a) The Prosecutors General, Senior Public Prosecutors General, and Public Prosecutors at the Federal Court of Justice are public officials who are appointed for life. They are subject to the general principles and rules of the civil service. Their prosecutorial activities are primarily governed by the special provisions of the Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung - StPO).
- b) The authority of the Federal Public Prosecutor General at the Federal Court of Justice has four directorates, which are subordinate to the Federal Public Prosecutor General at the Federal Court of Justice. The directorates are separated into divisions, which are led by a head of division, usually a Federal Public Prosecutor at the Federal Court of Justice, and which are subordinate to the respective director.

The Permanent Deputy to the Public Prosecutor General is the director of the directorate for international and European judicial cooperation, and is responsible for issues associated with the parliamentary right of query, questions of strategic and digital steering, as well as for personnel matters in the higher service (Directorate L).

The division for personnel matters of the higher services is allocated to Directorate L, which is responsible for all personnel matters involving the Federal Prosecutors General at the office of the Federal Prosecutor General at the Federal Court of Justice, Senior Prosecutors General, and Prosecutors General as well as those public prosecutors from the Länder seconded to the authority for a certain period. The duties of the division also include issuing approval for statements, monitoring of claims for moving expenses and separation allowances, as well as further training matters. The head of division is usually a Senior Public Prosecutor at the Federal Court of Justice.

(2) Three public prosecutors, as directors, are responsible for heading the two investigation directorates (Directorate ZS and Directorate TE) and the appeals directorate (Directorate R). They are the superiors of the and public officials in the public prosecutor's service. The position as Director is filled taking into account the relevant criteria of suitability, qualifications and professional achievements, upon recommendation by the head of the authority and following approval by the Federal Government, represented by the Federal Minister of Justice and Consumer Protection.

The Director-General ZS is also the superior authority to the head of administration. The head of administration carries the professional responsibility for the fields of personnel (beneath higher service), organisation, security matters of the staff, budget matters, as well as management of official properties including construction safety measures, and making available necessary personnel and material resources for an Internal Service that lives up to standards. The head of administration is also the superior of the employees in the administrative area, but also of all employees outside of the public prosecutor's service. The head of administration exercises his/her authority independently and also manages the budget made available annually by the legislature, to the extent that the budget authority does not lie with the directorate leadership or head of the authority due to firmly determined order or, in specific cases, due to an order issued by the directorate leadership or head of the authority.

In addition to the head of administration, a commissioner for the budget is appointed pursuant to section 9 of the Federal Budget Code, who performs the tasks described there; he or she is in particular responsible for compiling and implementing a budget plan which complies with statutory provisions, and is directly subordinate to the head of the authority. The positions of head of administration and commissioner for the budget are both allocated as service positions of the higher administrative service. Individuals who are to take on such functions are selected and appointed by the head of the authority. Personnel measures which become necessary in this context are carried out by the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection, which has professional and substantive supervision.

c) All staff members of the Federal Prosecutor General at the Federal Court of Justice act on behalf of the authority leadership; they issue regular reports to their heads of division, the directors and the head of the authority. The reports are presented within the scope of regular meetings and by way of lectures by the directors and/or the head of the authority.

Nombre de caractères maximaux : 10 000

2. Accès à la justice et à l'ensemble des tribunaux

2.1. Aide judiciaire

2.1.1 Champ d'application de l'aide judiciaire

016. L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Conseil juridique, ADR et autres services juridiques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

New node

016-1. Veuillez décrire brièvement l'organisation du système d'aide judiciaire dans votre pays à la fois avant et durant la procédure devant le tribunal :

- Legal aid system before going to court:

According to the Act on Advisory Assistance and Representation for Citizens with a Low Income (Advisory Assistance Act; Gesetz über Rechtsberatung und Vertretung für Bürger mit geringem Einkommen, Beratungshilfegesetz) persons seeking legal aid have access to advisory assistance for the exercise of rights outside court proceedings and in mandatory conciliation proceedings. Provisions to be met are as follows: litigants cannot mobilise the necessary resources due to their personal and economic circumstances (which is determined according to the standards set out for assistance with court costs under the provisions of the Code of Civil Procedure); there are no other possibilities for assistance, use of which can be expected from the litigant; use of advisory assistance does not seem frivolous (section 1 (1)).

Advisory assistance consists of advice and necessary representation in all legal matters except in criminal and regulatory offence laws in which only advice is granted (section 2 (1) and (3)). Advisory assistance is usually provided by attorneys (section 3). Litigants can apply for a certificate of eligibility at the local court; the application can also be made retroactively within four weeks of directly contacting a consultant (section 6). If legal aid is granted the person has to pay at most 15 Euro to the attorney. Special provisions

apply for cross border disputes pursuant to Directive 2003/8/EC and in case of maintenance pursuant to Regulation (EC) No 4/2009. The concept of “necessary defense” provides that in all criminal cases in which accusations of considerable weight are involved, which are not merely simple in nature or in which the accused is particularly in need of protection, the accused shall be provided with a defense counsel representing him or her upon request or ex officio, irrespective of his or her financial circumstances (Section 140 of the Criminal Procedure Code). In a case of necessary defense the court or - in urgent cases - the public prosecutor will assign a defense counsel to the defendant upon his or her request prior to his or her interrogation. A defense counsel has to be appointed ex officio in cases of necessary defense, if (1) the defendant is to be brought before a court for a decision on detention or provisional placement, (2) it becomes known that the accused, to whom the accusation of the crime has been opened, is in an institution on the basis of a judicial order or with judicial authorization, (3) it becomes apparent in the preliminary proceedings that the accused will not be able to defend himself or herself, in particular if the accused is questioned or confronted or if (4) he or she has been summoned to make a statement on the indictment (Section 141 of the Criminal Procedure Code). The appointment of the defense counsel ends with the discontinuation or final conclusion of the criminal proceedings [Section 143 (1) of the Criminal Code]. The defense counsel settles his fees with the state treasury. However, since his or her costs are part of the costs of the proceedings, the defendant must pay them as far as he or she is convicted and insofar as the defendant is acquitted, the state treasury must bear the costs and expenses of the proceedings.

Rules for witnesses and victims in criminal cases:

Especially vulnerable witnesses, e.g. children or handicapped persons, can - without proof of being financially needy - be assigned a lawyer free of charge by the court to assist them during an interview (“Zeugenbeistand”, section 68b (2) Code of Criminal Procedure). Victims of certain crimes, especially violent or sexual crimes, and also close relatives, spouses and partners of killed persons, who are entitled to be joint plaintiffs, can be assigned a lawyer without having to cover the expenses and without having to prove their financial need (see sections 397a and 406h (2) Code of Criminal Procedure). Victims of other crimes, who can also be joint plaintiffs, have the possibility to apply for legal aid as financial assistance if their income is too low to cover the costs fully or only in part and if they are unable to assert their own interests sufficiently or cannot be expected to do so (see section 397a (2), 406h (2) Code of Criminal Procedure).

Legal aid can also be granted to persons who claim compensation for damages or pain and suffering in the criminal proceedings in a so-called adhesion claim (“Adhäsionsklage”, see sections 403, 404 (5) Code of Criminal Procedure), if they are not able to cover the expenses (fully or in part) and their legal action offers sufficient expectation of success and is not wanton. The same applies to persons who act as private prosecutors to achieve a punishment of the perpetrator in cases where the prosecution has declined to pursue the offence due to a lack of public interest in the prosecution (“Privatklage”, see sections 374, 379 (3) Code of Criminal Procedure).

New node

018. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice (par exemple : honoraires d'un agent d'exécution) ?

Oui

Non

NAP

Si oui, veuillez préciser :

019. L'aide judiciaire peut-elle être allouée pour d'autres frais (différents de ceux indiqués aux questions 16 à 18, par exemple honoraires d'un conseiller technique ou expert, honoraires d'autres professionnels de la justice (notaires), frais de voyage, etc.) ?

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Allocation de l'aide judiciaire pour d'autres frais	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

2.1.2 Informations relatives à l'aide judiciaire

020. Veuillez indiquer le nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire :

	Total	Affaires portées devant les tribunaux	Affaires non portées devant les tribunaux
TOTAL	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
En matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	433 536 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez préciser le cas échéant :

020-1. Veuillez indiquer les délais de la procédure pour l'octroi de l'aide judiciaire, c'est à dire la durée allant de la demande initiale d'aide judiciaire à l'approbation finale de cette demande.

	Durée en jours
Durée maximale prescrite dans la loi/règlementation	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Durée moyenne réelle	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser si les délais prévus sont fixés dans une loi ou une autre réglementation. En outre, veuillez préciser si des délais différents sont prévus pour les affaires pénales et les affaires autres que pénales : The duration of the proceedings depends, among other things, on when the evidence for the means test is submitted in full, whether a statement by the opposing party has to be considered and whether the court has to issue legal notices if necessary.

=

021. En matière pénale, les personnes n'ayant pas les moyens financiers suffisants peuvent-elles bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat?

	Assistance gratuite d'un avocat
Personnes mises en cause	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Victimes	(X) Oui () Non
-----------------	----------------------

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : The assistance of defence counsel is necessary under certain conditions. In cases of necessary defence, defence counsel is appointed for an accused person who does not yet have defence counsel. The incomes and assets of the accused person are immaterial.

For victims of certain offences entitled to join the prosecution as a private accessory prosecutor (joint plaintiff), upon request, a lawyer shall be appointed as his or her counsel irrespective of the victim's financial situation. For other victims who are entitled to join the prosecution as a private accessory prosecutor, legal aid is granted subject to the same provisions as apply in civil litigation (cf. answer to question 23) if he or she cannot sufficiently safeguard his own interests or if this cannot reasonably be expected of him or her (Section 397a of the Criminal Procedure Code).

022. En matière pénale, ont-elles le libre choix de l'avocat dans le cadre de l'aide judiciaire?

	libre choix de l'avocat
Personnes mises en cause	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP
Victimes	(X) Oui () Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

023-0. Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et/ou des biens (patrimoine) du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire complète ou partielle ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez préciser si d'autres critères sont pris en compte pour l'octroi de l'aide judiciaire et veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : The criteria for granting legal aid are determined by law, most importantly by the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung - ZPO).

Any party who, due to their personal and economic circumstances, is unable to pay the costs of litigation (or who can pay them only in part or in instalments), will be granted assistance with the court costs upon filing a corresponding application, provided that the intended action or defence against an action has sufficient prospects of success and does not seem frivolous (section 114 ZPO).

Whether a party is fully or partially unable to pay the costs of litigation (or can only pay them in installments) must be determined in each case according to section 115 ZPO.

As a first step, the "income to be used" must be calculated. The term "income" comprises all earnings in money or in money's worth. The law prescribes a number of deductions to be made from the income in determining the parties' "income to be used" (e.g taxes, social security payments, costs for housing and heating, maintenance payments and, depending on the specific personal circumstances, certain percentages of the standard rate of necessary sub-sistence as determined by the Social Code). As a next step, monthly instalments are to be assessed in the amount of half of the income to be used. Where the amount of a monthly instalment is lower than 10 euros, the monthly instalments are waived. In other cases, a maximum of 48 monthly instalments are to be paid. The aforementioned provisions also apply to other than civil proceedings; in this respect, reference is made to the ZPO provisions from the respective codes of procedure (cf. question 29).

In criminal proceedings the concept of necessary defense applies (see question no. 16) which does not include a test of means.

Assistance for the exercise of rights outside court proceedings and in mandatory conciliation proceedings (advisory assistance) can be granted upon application according to the Advisory Assistance Act (Beratungshilfegesetz – BerHG) to litigants who cannot mobilise the necessary resources due to their personal and economic circumstances, provided there are no other means of assistance available and the use of advisory assistance does not seem frivolous. Litigants who are eligible to assistance with court costs without having to make a contribution to the costs are also eligible to advisory assistance.

023. Si oui veuillez indiquer ci-dessous:

	Montant du revenu annuel (pour une personne), (en €)	Valeur des biens (patrimoine) (pour une personne), (en €)
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire complète accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière pénale	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Aide judiciaire partielle accordée au demandeur en matière autre que pénale	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

024. Est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice ou lorsque l'action n'a aucune chance d'aboutir) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez expliquer les critères concrets pour refuser l'aide judiciaire : Please refer to the answer to question 23. In accordance with section 114 (1), first sentence, of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO), parties in need will be granted assistance with the court costs upon filing a corresponding application, provided that the action they intend to bring or their defence against an action that has been brought against them has sufficient prospects of success and does not seem frivolous. However, the requirements for determining the prospects of success cannot be excessive. In general, it must merely seem possible based on a summary examination of the factual and legal situation that the applicant can successfully pursue his case. The approval procedure is explicitly not designed for taking decisions on contentious legal matters. Furthermore, there is no mandatory taking of evidence on the facts relevant to a decision on the merits. In accordance with section 118 (2), second sentence, ZPO, no witnesses or experts are examined, unless it cannot be established by any other means whether or not the action brought by a party, or the defence against an action brought by others against it, holds out sufficient prospects of success and does not seem frivolous.

Legal aid system before going to court:

According to section 1 (1) Number 3 of the Advisory Assistance Act advisory assistance can be denied if the use of advisory assistance does seem frivolous. Section 1 (3) states that frivolity shall be deemed to exist if advisory assistance is claimed, although a litigant who does not claim advisory assistance would desist from obtaining legal advice or representation at his own cost, upon having judiciously assessed all circumstances of the legal matter. In assessing frivolity, the applicant's knowledge and abilities and his specific economic situation shall be taken into account.

025. La décision d'accorder ou de refuser l'aide judiciaire est-elle prise par :

le(s) juge(s) en charge de l'affaire principale

un autre juge ou fonctionnaire

une instance extérieure au tribunal

plusieurs autorités (tribunal et organe externe)

Commentaires

026. Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux personnes

physiques (cela ne concerne pas les entreprises ou autres personnes morales) de financer une action en justice ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez donner des indications sur le développement actuel de ce type d'assurance dans votre pays; s'agit-il d'un phénomène en progression ?

027. La décision judiciaire peut-elle préciser la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	La décision judiciaire précise le partage des frais de justice
en matière pénale	(X) Oui () Non
en matière autre que pénale	(X) Oui () Non

Commentaire - Si vous répondez par la négative, veuillez spécifier comment les frais de justice sont distribués :

B1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Re question 20:

Federal Statistical Office: Special publication series (Fachserie) 10, "Civil Courts", "Family Courts", "Administrative Courts", "Financial Courts", "Social Courts", "Labour Courts"

Re question 23.:

Section 115 of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO), Sections 76 (1) of the Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-contentious Jurisdiction (FamFG), section 166 of the Code of Administrative Court Procedure (Verwaltungsgerichtsordnung, VwGO), section 73a of the Act on Social Court Procedure (Sozialgerichtsgesetz, SGG); section 142 of the Code of Finance Court Procedure (Finanzgerichtsordnung, FGO); sections 114 et seqq. of the Code of Civil Procedure (<https://www.gesetze-im-internet.de/zpo/index.html#BJNR005330950BJNE157201311>)

Section 1 of the Advisory Assistance Act (https://www.gesetze-im-internet.de/englisch_berathig/englisch_berathig.html#p0020)

2.2. Usagers des tribunaux et victimes

2.2.1 Droits des usagers et victimes

028. Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: ministère de la Justice, Conseil supérieur de la magistrature, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement :

	Oui, adresse(s) internet :	Non
Aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.)	(X) https://www.gesetze-im-internet.de https://justiz.de	()

A la jurisprudence des juridictions supérieures	(X) https://www.rechtsprechung-im-internet.de https://www.bundesverfassungsgericht.de	()
A des informations sur le système judiciaire (organisation des tribunaux, procédures judiciaires, etc.)	(X) https://www.bmj.de	()
A d'autres documents (par exemple formulaires, formulaires téléchargeables, formulaires à remplir en ligne etc.)	(X) www.justiz.de/index.php	()

Commentaire - Veuillez préciser quels documents et informations sont inclus dans « A d'autres documents » : The website www.justiz.de provides nationwide access to online services that provide free information, e.g. with regard to register entries, publication of insolvency notices, compulsory auction schedules, interpreters and translators and legal service providers.

All Länder confirmed that free of charge internet access to legal texts, case law of the higher courts and other documents are available.

Some submitted additional information:

Baden-Württemberg: legal texts: <http://www.landesrecht-bw.de/jportal/page/bsbawueprod.psml>

case law: http://lrbw.juris.de/cgi-bin/laender_rechtsprechung/list.py?Gericht=bw&Art=en

other: <http://justizportal.justiz-bw.de>

Bayern:

legal texts and case law: <https://www.gesetze-bayern.de/>

other: bayern.de, www.lag.bayern.de, www.lsg.bayern.de

Berlin:

legal texts and case law: <https://www.berlin.de/sen/justiz/service/gesetze-und-verordnungen/>

other: <https://www.berlin.de/sen/justiz/>

Brandenburg:

legal texts: <https://www.landesrecht.brandenburg.de/dislservice/public/index.jsp>,

https://bravors.brandenburg.de/de/vorschriften_schnellsuche

case law: <http://www.rechtsprechung-im-internet.de/jportal/portal/page/bsjrsprod.psml>

other: <https://mdj.brandenburg.de/mdj/de/>

Bremen:

legal texts: <https://www.transparenz.bremen.de/>

case law: <https://beck-online.beck.de/>

other: websites of the respective authorities

Mecklenburg-Vorpommern:

legal texts and case law: www.landesrecht-mv.de

other: www.mv-justiz.de

Nordrhein-Westfalen:

legal texts: http://www.lexsoft.de/cgi-bin/lexsoft/justizportal_nrw.cgi

case law: www.nrwe.de, www.vgh.nrw.de other: https://www.justiz.nrw/BS/wege_justiz/index.php,

https://www.justiz.nrw/Gerichte_Behoerden/index.php

Sachsen:

legal texts: www.revosax.sachsen.de/

case law and other: www.justiz.sachsen.de

Thüringen:

legal texts and case law: <https://landesrecht.thueringen.de/bsth/search>

other: <https://justiz.thueringen.de/themen/justiz>

029. Votre système prévoit-il une obligation d'informer les parties concernant les délais prévisibles de leur procédure judiciaire ?

() Oui, toujours

(X) Non

() Oui, seulement dans quelques situations particulières

Commentaire - Si « Oui, seulement dans quelques situations particulières », veuillez préciser :

030. Existe-t-il un système d'information public et gratuit pour informer et faciliter l'accès à la justice ?

	Système d'information
Général pour les citoyens	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input type="checkbox"/> Téléphone <input type="checkbox"/> Discussion interactive <input type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les victimes d'infractions	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non
Spécifique pour les mineurs (adapté aux enfants)	<input checked="" type="checkbox"/> Information en ligne <input checked="" type="checkbox"/> Téléphone <input checked="" type="checkbox"/> Discussion interactive <input checked="" type="checkbox"/> En personne (accès physique sur place) <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> Non

Commentaire - Veuillez fournir plus d'informations concernant ces systèmes. En outre, veuillez préciser comment cette assistance est

fournie : As law enforcement and the organisation of the courts are mainly in the responsibility of the federal states ("Länder"), the Länder have additional information systems. www.bmjv.de/DE/Service/GerichtsStAFinder/Gerichte_Staatsanwaltschaften_node.html

www.bmjv.de/DE/Themen/OpferschutzUndGewaltpraevention/OpferhilfeUndGewaltpraevention_node.html

www.hilfe-info.de/WebS/hilfeinfo/DE/Home/home_node.html

Leaflet "I am the victim of a crime. What are my rights?":

https://www.bmjv.de/SharedDocs/Downloads/DE/Themen/OpferhilfeUndGewaltpr%C3%A4vention/Opfermerkblatt/Opfermerkblatt_Englisch.html

Leaflet "Psychosocial Support in Criminal Trials - We are here to help":

https://www.bmjv.de/DE/Themen/OpferschutzUndGewaltpraevention/Prozessbegleitung/Merkblatt_Prozessbegleitung_Englisch.pdf;jsessionid=0FEB57499A8FD8F3A01D2A8B28A6B567.2_cid334?__blob=publicationFile&v=1

031. Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables aux catégories de personnes vulnérables suivantes, au cours des procédures judiciaires ?

Dispositif d'information	Modalités particulières pour les auditions	Autres modalités particulières
--------------------------	--	--------------------------------

Victimes de violence sexuelle / viol	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes du terrorisme	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Mineurs (témoins ou victimes)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Victimes de violence domestique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Minorités ethniques	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personnes en situation de handicap	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Délinquants mineurs	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autres (par exemple, les victimes de la traite des êtres humains, mariage forcé, mutilation sexuelle)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaire - Si « Autres personnes vulnérables » et/ou « Autres modalités particulières », veuillez préciser : Minors (who are not witnesses or victims): Where they do not have capacity to contract, children must be represented in court (e.g. by their parents). Under the law, children are entitled to legal aid. In parent and child matters concerning the child the court shall appoint a personally and professionally suitable guardian ad litem for minors to the extent necessary for representing the child's interests (section 158 (1) FamFG) . The guardian ad litem for minors shall determine the interests of the child and shall assert these in the court proceedings (Section 158b (1) Sentence 1 FamFG). He shall inform the child of the object, course, and potential result of the proceedings in a suitable manner. and accompany the child at the hearing (§§ 158 (1) sentence 3, 159 (4) Sentence 3 FamFG). Proceedings, discussions and hearings in family matters shall not be public (Section 170 (1) Sentence 1 of the Courts Constitution Act - Gerichtsverfassungsgesetz, GVG)."

There are similar provisions for people of full age, who are unable to take care of their affairs in whole or in part due to a mental illness or physical, mental or psychological handicap (Sections 271 ff. FamFG)

Victims of domestic violence may apply for special measures of the court in accordance with the Violence Protection Act (Gewaltschutzgesetz, GewSchG), such as a ban on coming close and the sole allocation of the joint dwelling. In accordance with section 184, second sentence, of the Courts Constitution Act (Gerichtsverfassungsgesetz, GVG), Sorbs may speak Sorbian in court. Section 186 of the Courts Constitution Act contains special provisions for hearing impaired or speech impaired persons for communication in court. setting forth that such persons are provided with communication aids (e.g. technical aids for oral and written communication or the assistance of a communication facilitator) throughout judicial proceedings. Section 191a of the Courts Constitution Act provides that a blind or visually impaired person may file pleadings and other documents with the court in a form that is perceptible to him or her. He or she may also request that pleadings and other documents of court proceedings are made accessible to him or her without barriers and that he or she is granted access to files without barriers. In the entire court proceedings, an interpreter must be called in - insofar as oral proceedings are held - if a party is unable to speak German (Section 185 (1) of the Courts Constitution Act). If all the parties present are able to communicate in a foreign language, the use of an interpreter may be dispensed with and the proceedings may be conducted in that foreign language (Section 185(2) of the Courts Constitution Act). For the entire criminal proceedings, the use of an interpreter or translator shall be free of charge for defendants, convicted persons as well as private accessory prosecutors who are not sufficiently proficient in German, insofar as this is necessary for the exercise of their procedural rights (Section 187 of the Courts Constitution Act). The entitlement to join criminal proceedings as private accessory prosecutor opens up the opportunity, pursuant to section 397a (1) of the Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung, StPO), to appoint counsel who is to provide assistance to the aggrieved person at no charge, as well as the right to be present, pursuant to section 406h (1), first sentence, of the Code of Criminal Procedure (StPO), during the course of the entire main proceedings of the trial. Other special arrangements of protection have been provided for by the Code of Criminal Procedure (StPO), such as the audio-visual transmission or recording of testimony during the main hearing (section 247a of the Code of Criminal Procedure (StPO)) or the removal of the defendant from the courtroom during an examination of a witness (who may be a victim) (section 247 of the Code of Criminal Procedure (StPO)). In addition, psychosocial assistance in proceedings (psychosoziale Prozessbegleitung) is embodied in law in order to allow victims of serious criminal offences to receive support before, during and after the

main hearing. Child and juvenile victims will generally be legally entitled to free psychosocial assistance in proceedings. As regards other victims of violent or sexual offences, need for such psychosocial assistance will be determined on a case-by-case basis by the court. The latter was included within German law by implementing the Victims Rights Directive (EU) 2012/29 with the Third Act on Reforming the Laws Governing Victims' Rights (3. Opferrechtsreformgesetz).

As to minors see answer to next question 31-0.

031-0. Si des modalités particulières existent au regard des mineurs, quels sont les dispositifs, instruments, installations, pratiques visant à les protéger lorsqu'ils participent à une procédure judiciaire ?

Préparation spéciale et adaptée aux mineurs pour la participation au procès/ poursuite judiciaire (expliquer la procédure d'une manière adaptée aux mineurs)

Salle spéciale dans le tribunal conçue pour les audiences adaptées aux mineurs

Personne/équipe spéciale de professionnels qualifiés (par exemple psychologues) pour accompagner le mineur tout au long de la procédure

Des moyens spécifiques pour communiquer et expliquer la signification des décisions de justice

Structures interinstitutionnelles/multidisciplinaires telles que les "Maisons d'enfants"

Autre, veuillez préciser In proceedings against juvenile manifold special regulations provided for by the Youth Courts

NAP

Commentaire Criminal proceedings:

In proceedings with minor victims the hearings, interrogations and other investigative actions concerning him or her must be conducted in a particularly expedited manner, insofar as this is necessary for the victim's protection or to avoid loss of evidence, taking into account the personal circumstances of the witness and the nature and circumstances of the criminal act (section 48a paragraph 2 Code of Criminal Procedure). Audiovisual recordings of a victim's testimony before a judge are obligatory in cases of sexual crimes regardless of the age of the victim. They can replace his or her testifying in the trial. If victims are minors, there is the possibility to use this procedure also in cases of crimes against life or personal freedom.

The examination of a witness outside the main hearing may also be effected in such a way that the witness is located somewhere other than the place where the person is being examined and the examination is simultaneously transmitted audio-visually to the place where the witness is located and to the examination room. This possibility offered by section 58b Code of Criminal Procedure is not only restricted to hearings of minors but applies to all witnesses.

Interviews of young persons under 18 during the trial are generally conducted only by the judge. All other participants with the right to ask questions must ask their questions via the judge (section 241a Code of Criminal Procedure).

When it is to be dreaded that having to testify in presence of the defendant will pose a grave disadvantage for the well-being of a minor witness, the court can decide that the defendant has to leave the courtroom as long as the witness is being interviewed (section 247 sentence 2 Code of Criminal Procedure).

When there are minor witnesses especially in cases of sexual crimes, crimes against life or human trafficking and the affected person applies for it, the public has to be excluded (section 171b paragraphs 2 and 3 Court Constitution Act).

Minors under the age of 18, who have been victims of sexual crimes or certain violent crimes are entitled to apply for a psychosocial assistant, who is appointed free of charge by the court.

031-1. Quels sont les principaux critères pour qu'un mineur puisse engager une procédure, prendre des mesures procédurales en son nom propre ou être témoin ?

Procédure civile	Procédure pénale
------------------	------------------

Capacité d'engager une procédure et de prendre d'autres mesures procédurales en son nom propre	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input checked="" type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Être témoin	<input checked="" type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input checked="" type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Seuil d'âge[Comment] <input type="checkbox"/> Exceptions au seuil <input type="checkbox"/> Capacité de discernement <input type="checkbox"/> Autre <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si vous avez sélectionné les réponses « Exceptions au seuil » et « Autre », veuillez apporter des précisions. Si votre système fait une distinction entre la pleine capacité et la capacité limitée d'ester en justice, veuillez décrire la base de cette différenciation (âge, capacité de discernement, type d'action, type d'affaires, autre). Civil Procedure: Children are parties to their own affairs, but as a rule (for exceptions see Section 52 of the Code of Civil Procedure (ZPO)) they must be represented by their legal representatives in accordance with Section 51 (1) ZPO, unless they are - according to the rules of substantive law - exceptionally capable of business and therefore legal process. Section 455, Paragraph 1, Clause 1 ZPO stipulates that the legal representatives are to be heard as parties in the case of incapacitated persons - as well as legal persons. Conversely, this means that a child under the age of 16 can be named and heard as a witness in their own trial. An interrogation of the child assumes that the child is intellectually capable of making certain perceptions according to its age and development, to keep them in mind, to understand relevant questions about these perceptions and to provide information about these perceptions. Parties under the age of 16 must therefore be named as witnesses if they are to contribute to the clarification and are able to testify. Family procedure: Children are generally represented by their legal representatives (section 9 (2) FamFG). If children have reached the age of 14, they are capable of proceeding (i.e. capable of acting without their parents) insofar as they assert a right to which they are entitled under civil law in proceedings concerning their person. Furthermore, children over the age of fourteen have their own right of appeal, independent of substantive law, in all matters concerning their person (section 60 FamFG). In child custody proceedings (e.g. parental custody, contact), the court must always hear the child in person, irrespective of his or her age, and obtain a personal impression of the child; this may only be dispensed with in strictly limited exceptional cases (section 159 (1), (2) FamFG). The hearing usually takes place without the presence of the legal representatives.

Criminal proceedings against juveniles: A juvenile as defendant (at least 14 years old) has the full capacity to take procedural actions in his/her own name. The same capacity goes with his/her parents/legal guardians.

Criminal Procedure:

The taking of procedural actions in one's own name requires that the respective person is grown-up (18 years or older). The decision to initiate a procedure is in the responsibility of the prosecution, but minors can report a crime they have witnessed or suffered regardless of age. Their parents or legal guardians may file the criminal complaint pursuant to section 77 paragraph 3 of the Criminal Code.

As to witnesses in criminal procedures there are no special age thresholds or other requirements apart from that the minor should be able to understand questions and give an answer.

031-2. Si un mineur ne peut pas mener une procédure en son nom propre, qui peut le représenter au cours de la procédure judiciaire ?

	Procédure civile	Procédure pénale
Parent/ tuteur légal	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, toujours <input type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui, toujours <input checked="" type="checkbox"/> Oui, sauf dans certaines situations spécifiques <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Autre représentant (à la place des parents/ tuteur légal)	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique	<input type="checkbox"/> Services d'aide sociale ou autre institution publique
	<input checked="" type="checkbox"/> Professionnel du droit	<input type="checkbox"/> Professionnel du droit
	<input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs	<input type="checkbox"/> Associations pour la protection des mineurs
	<input type="checkbox"/> Autre	<input type="checkbox"/> Autre
	<input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire

031-3. Quels sont les différents critères de responsabilité pénale des mineurs ? (réponses multiples possibles)

- Seuil(s) d'âge
 Capacité de discernement
 Autres critères

Commentaire

031-3-1. Quels sont les seuils d'âge pour la responsabilité pénale des mineurs ?

Responsabilité pénale entraînant une peine non privative de liberté (par ex. mesures éducatives)

- 14]
 NA
 NAP

Responsabilité pénale entraînant une peine privative de liberté

- 14]
 NA
 NAP

Commentaire - Veuillez décrire brièvement la particularité de votre système. Pourriez-vous préciser si la possibilité d'atténuation s'applique aux peines prononcées et comment : Minors under the age of 14 are not criminally liable (Section 19 of the Criminal Code). Juvenile criminal law applies to juveniles who are at least 14 but not yet 18 years old if, at the time of the act, he or she has reached a level of moral and intellectual maturity sufficient to enable him to understand the wrongfulness of the act and to conduct himself in accordance with such understanding (Section 3 of the Youth Courts Act). It applies as well as to young adults between the ages of 18 and 21 if they were still equivalent to a juvenile in terms of their moral and mental development when the act was committed or if the act is a typical juvenile offence (Section 105 of the Youth Courts Act). Juvenile criminal law is based on the concept of education. Its main objective is not punishment but to avoid further delinquency of the young defendant. The court may select from a differentiated system of sanctions the sanction that promises the best success for rehabilitation according to the offender's personality and personal circumstances. If several sanctions promise the same success, the most lenient one has to be selected. Sanctions include educational measures, disciplinary measures and juvenile punishment, the latter being only an ultima ratio. The court selects from these sanctions, whereby the educational idea is decisive for its selection but sanctions must not exceed the individual guilt

032. Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

- Oui, mais seulement si l'auteur est inconnu
 Oui, mais seulement si l'indemnisation ne peut pas être obtenue de la part de l'auteur
 Oui, toujours
 Non

Commentaire Compensation in accordance with the Act on Compensation for Victims of Violent Crime (Opferentschädigungsgesetz,

OEG) is not contingent on the nature of the criminal offence. It is also not conditional on the offenders being prosecuted. It is, rather, conditional on a person having suffered harm to their health by an intentional, unlawful violent act within German state territory. Equally, surviving dependants of persons who died as a result of the health damage also have a right to benefits. Medical and healthcare benefits are provided, as are pensions to compensate for the health and economic consequences of the damage to health caused by the violent act, as well as benefits to ensure a person's livelihood. Pension payments are made if the damage to health is permanent and reaches a certain minimum level. Psychological damage is recognised as constituting health damage. Additionally, (restricted) benefits have also been provided since 1 July 2009 for damage caused by violent acts committed abroad. The criminal offences which are normally connected with an intentional, unlawful violent at-tack and can cause damage to health, for instance include grievous bodily harm, murder/intentional manslaughter, rape and sexual coercion. Also, deprivation of liberty may constitute a physical attack. According to the law, the following are deemed to be equivalent to a physical attack the intentional application of poison, the at least negligent bringing about of a risk to life and limb of another by virtue of a felony committed with means that pose a danger to the public (e.g. arson, explosives attack).

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

032-0. Si oui, pour quels types d'infractions l'indemnisation est- elle allouée ?

Pour tous les types d'infractions

Pour certains types d'infractions

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser :

032-1. Une décision du tribunal est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure

d'indemnisation ?

Oui

Non

Commentaires

034. Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts octroyés aux victimes par les juridictions ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez illustrer avec des données disponibles concernant le taux de recouvrement, le nom des études, la fréquence des études et l'organe responsable :

035. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : -- Section 158 (3) sentence 1 of the Code of Criminal Procedure statutes the transmission of reports upon the request of the aggrieved persons: If an aggrieved person resident in Germany reports an offence committed in another Member State of the European Union, the public prosecution office shall - with the exception of the cases referred to in sentence 2 -, upon the request of the aggrieved person, transmit the report to the competent criminal prosecuting authority of the other Member State if the offence is not subject to German criminal law or if prosecution of the offence is dispensed with pursuant to section 153c subsection 1, sentence 1, number 1, also in conjunction with section 153f of the Code of Criminal Procedure. Prosecutors, like other public bodies, must observe the provisions of § 48a (31) of the Code of Criminal Procedure in criminal proceedings. Accordingly, in cases in which the witness is also the injured party, the negotiations, hearings and other investigative acts concerning him must always be carried out taking into account his particular need for protection. The personal circumstances of the witness and the nature and circumstances of the offence shall be taken into account. According to No. 19a of the Guidelines for Criminal and Fines Proceedings (RiStBV), the Public Prosecutor's Office must treat a victim witness who can be identified as being subject to considerable psychological stress with particular empathy and consideration. In order to protect the privacy of the witness questions concerning facts which might dishonour the witness or concerning his / her previous convictions or concerning their personal sphere of life are to be asked only insofar as this is necessary (section 68a of the Code of Criminal Procedure). According to No. 173 RiStBV, public prosecutors ensure that injured persons or their heirs are informed as early as possible of the possibility of asserting claims for compensation pursuant to §§ 403 et seq. of the Code of Criminal Procedure. According to No. 174a RiStBV, they must also check whether victims of criminal offences have already been sufficiently informed of their rights and powers in accordance with their information claims under §§ 406i et seq. of the Code of Criminal Procedure and, if necessary, make up for them. If an injured party submits an application for the appointment of a lawyer as assistance during the investigation procedure, the public prosecutor's office must immediately forward this application to the court in accordance with § 174b RiStBV.

The public prosecution office carries out important functions for those injured by criminal offences within the framework of the criminal law confiscation of assets: - In the investigation procedure, the public prosecutor takes preliminary measures to prevent the hiding of incriminated assets and to secure confiscation (section 111b et seq of the Code of Criminal Procedure, section 73 et seq of the Criminal Code). According to section 111l of the Code of Criminal Procedure the public prosecution office shall give the aggrieved person notice of the enforcement of seizure or asset seizure and shall at the same time invite the aggrieved person to declare whether he/she wishes to claim the sum of money equal to the value of that which was obtained by virtue of the offence and the amount thereof. Movable property shall be surrendered to the aggrieved person who has been deprived of it by the offence (section 111n (2) of the Code of Criminal Procedure). - The public prosecution office is also responsible for the return transfer of retracted objects to the aggrieved person and the enforcement of the judicially ordered confiscation of assets (section 459h et seq of the Code of Criminal Procedure). The aggrieved person shall be given notification without delay upon the confiscation order becoming final (section 459i of the Code of Criminal Procedure). The objects confiscated pursuant to sections 73 et seq of the Criminal Code shall be returned to the aggrieved person. The proceeds generated by realization of the objects attached on the ground of asset seizure or a confiscation order shall be disbursed to the

aggrieved person. In cases involving a less serious criminal offence and a minor degree of guilt, the public prosecution office may dispense with the preferment of public charges and concurrently issue the direction to the accused according to section 153a (1) sentence 2 number 5 of the Code of Criminal Procedure: making of a serious attempt to reach a mediated agreement with the aggrieved person (victim–offender mediation) thereby trying to make reparation for the offence, in full or to a predominant extent, or to strive therefor. The mediation is only carried out if the victim consents to it (section 155a of the Code of Criminal Procedure). Section 154c of the Code of Criminal Procedure regulates that the public prosecution office may dispense with prosecution of less serious criminal offences of victims of coercion or extortion or human trafficking (sections 240, 253 and 232 of the Criminal Code).

035-1. Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des mineurs victimes (protection et assistance) ?

Oui

Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : As stated above to question 31.0 in proceedings with minor victims the hearings, interrogations and other investigative actions concerning him or her have to be conducted in a particularly expedited manner under the conditions of section 48a (2) Code of Criminal Procedure. This obligation also applies to the prosecution. In the case of minor victims of criminal offences, the public prosecutor's office is to avoid repeated interrogations prior to the main hearing as far as possible in accordance with No. 19 (1) RiStBV. In addition, the Public Prosecutor's Office examines in accordance with No. 19 (2) RiStBV whether the video-recording of a judicial interrogation pursuant to § 58a of the Code of Criminal Procedure is indicated in the interlocutory proceedings and suggests, if necessary, such an interrogation and its recording. In this case, it is to ensure that the defence counsel and the accused have the opportunity to participate so that the necessary prerequisites for the use of the recording of the interrogation in the main trial are fulfilled.

036. Les victimes d’infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ? Veuillez vérifier la cohérence de votre réponse avec celle de la question 105 qui traite de la possibilité pour un procureur de « classer une affaire sans suite, sans avoir besoin d’obtenir une décision d’un juge ».

Oui

Non

NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser : Section 171 of the Code of Criminal Procedure states that if the Public Prosecutor's Office does not act on a request to bring a public action, or if, after the investigation has been concluded, it decides to terminate the proceedings, it shall give the applicant a written notice stating the reasons of the decision. If the applicant is at the same time the aggrieved person, he/she has to be informed of the possibility of challenge and of the deadline provided for this (section 172 (1) of the Code of Criminal Procedure) (section 171, first and second sentence, of the Code of Criminal Procedure). If the applicant is at the same time the aggrieved person, he/she has a right to complain against the notice in accordance with section 171 of the Code of Criminal Procedure within two weeks of notification to the superior official at the public prosecution office (section 172 (1), second sentence, of the Code of Criminal Procedure). The applicant can request a court ruling (proceedings to enforce an action) against the rejection notice of the superior official of the public prosecution office, within one month of the notification. He/she is to be informed of this and of the formal requirements of this request ; the deadline does not run if the information has not been provided (section 172 (2), first and second sentences, of the Code of Criminal Procedure). The Higher Regional Court has jurisdiction to rule on the application (section 172 (4), first sentence, of the Code of Criminal Procedure). The application against the rejection notice is not admissible if the proceedings refer exclusively to a criminal offence which can be pursued by the aggrieved person by means of a private action, or if the public prosecution office has refrained from prosecuting the offence for reasons of discretionary prosecution (for instance in accordance with section 153 et seqq. of the Code of Criminal Procedure and section 45 of the Youth Courts Act [Jugendgerichtsgesetz, JGG]).

037. Existe-t-il un système d’indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

Nombre de demandes d'indemnisation	Nombre de condamnations	Montant total (in €)
------------------------------------	-------------------------	----------------------

Total	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Durée excessive de la procédure	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Non-exécution des décisions de justice	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Arrestation injustifiée	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Condamnation injustifiée	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autre	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Le cas échéant, veuillez fournir des renseignements concernant la procédure d'indemnisation et la méthode de calcul du montant de l'indemnisation (par exemple, le tarif journalier pour une arrestation ou une condamnation injustifiée) : According to the Act on Legal Redress for Excessive Length of Court Proceedings and of Criminal Investigation Proceedings (Gesetz über den Rechtsschutz bei überlangen Gerichtsverfahren und strafrechtlichen Ermittlungsverfahren) a person affected may file a complaint about undue delay (censure of delay) to the court seized of the case if proceedings seem unreasonably long. Subsequently, the person affected may bring a court action claiming compensation. The claim may be brought even before completion of the main proceedings. Adequate compensation is granted for pecuniary and non-pecuniary disadvantages.

In criminal proceedings, the passage of time between the offence and the conviction, as well as the length of the proceedings, must also be taken into account and compensated ex officio by the court and the public prosecutor's office in favour of the accused. Depending on the extent of the delay and the disadvantages suffered by the accused as a result, compensation may be provided by a ruling that a quantified part of the sentence imposed is already deemed to have been enforced (this will be stated in the operative part of the judgment). In individual cases, it may suffice – even at the investigation stage by the public prosecutor's office – to discontinue proceedings (e.g. pursuant to Sections 153, 153a or 154 of the German Code of Criminal Procedure [Strafprozessordnung – StPO]), to dispense with imposing a penalty (Section 60 of the German Criminal Code [Strafgesetzbuch – StGB]) or, in the event of minor delays, to establish in the grounds of the judgment that the proceedings have been delayed in breach of the rule of law. In extreme cases, undue delay may constitute a procedural impediment that requires the court to terminate proceedings. If compensation has been provided in the criminal proceeding, except for compensation for material damage, the accused has received sufficient redress and is not further entitled to compensation in accordance with the Act on Legal Redress for Excessive Length of Court Proceedings and of Criminal Investigation Proceedings.

If parties to a legal dispute suffer damage due to the excessive length of court proceedings, a compensation claim may also ensue under Section 839 of the German Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch – BGB) in conjunction with Article 34 of the German Basic Law (Grundgesetz – GG). A claim under these provisions requires that an official intentionally or negligently breaches the official duty incumbent upon him in relation to a third party. If the official breaches his duties in a judicial decision in a legal matter, then the state is only liable if the breach of duty consists in a criminal offence. This limitation does not apply if the official refuses or delays the exercise of his duty. However, the manner in which a judge conducts the legal proceedings may only be examined for its justifiability due to the constitutional principle of judicial independence.

If the official responsible for the execution of the court decision has delayed compulsory enforcement intentionally or negligently and in breach of his official duty, a compensation claim may ensue under Section 839 of the German Civil Code in conjunction with Article 34 of the German Basic Law.

A claim may also exist under Section 839 of the German Civil Code in conjunction with Article 34 of the German Basic Law in cases of wrongful arrest if the official responsible intentionally or negligently breaches the official duty. Decisions by the judge responsible for matters of custody, as well as discretionary decisions by the public prosecution office in criminal investigation proceedings, may, however, only be examined for their justifiability.

In the case of a wrongful conviction a state liability claim requires that the judge responsible intentionally or negligently breaches the

official duty in such a way that the breach of duty consists in a criminal offence.

Anyone who has suffered damage from a criminal conviction is compensated by the Treasury if the conviction is quashed or reduced in reopened proceedings or otherwise in criminal proceedings after having become final and binding (Section 1(1) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures [Gesetz über die Entschädigung für Strafverfolgungsmaßnahmen – StrEG]). The same applies if a measure of correction and prevention or an ancillary measure has been ordered without a conviction (Section 1(2) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures). In cases of acquittal, discontinuation of the proceedings or refusal to initiate the main proceedings, Section 2(1) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures provides for compensation for the damage suffered inter alia due to the execution of remand detention or temporary arrest. Where the proceedings are discontinued in accordance with a discretionary provision, compensation may be granted ex bono (Section 3 of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures).

The subject of the compensation is the property damage caused by the criminal prosecution measure. In cases of deprivation of liberty on the basis of a court ruling, this can also be immaterial damage (section 7(1) of the Act on Compensation for Criminal Prosecution Measures). The current immaterial compensation is €25 75 for each day of deprivation of liberty commenced

2.2.2. Confiance et satisfaction des citoyens dans leur système de justice

038. Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes pour mesurer la confiance dans la justice et le degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

	Au niveau national	Au niveau des tribunaux
Enquêtes auprès des juges	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du personnel des tribunaux	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des procureurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des avocats	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres professionnels	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des parties	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès d'autres usagers des tribunaux (par exemple jurés, témoins, experts, interprètes, représentants des agences gouvernementales, ONG)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Enquêtes auprès des victimes	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès des mineurs	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Enquêtes auprès du public	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc
Autre(s) enquête(s) non mentionnée(s)	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc	<input type="checkbox"/> Annuelle <input type="checkbox"/> Autre type de fréquence <input type="checkbox"/> Ad hoc

Commentaire - Veuillez indiquer les références et les liens vers les enquêtes de satisfaction citées : Baden-Württemberg

A large number of courts in Baden-Württemberg have conducted "customer satisfaction surveys" in the past. All of these courts commissioned and carried out those surveys on their own initiative. The results of customer satisfaction surveys are published regularly under the list of projects available on the intranet of the Ministry of Justice and Migration.

Bayern

Staff surveys are carried out at the Bavarian courts and public prosecution offices every six years as part of a regular audit; in addition to the latter, stand-alone staff surveys are largely carried out three years after the most recent regular audit.

Sachsen

Follow-up surveys are conducted within the remit of Dresden Higher Regional Court as part of the "Local and Regional Courts in Comparison" project, as well as at Leipzig Social Court.

Saxony-Anhalt

Confidential internal satisfaction surveys are carried out on a discretionary basis by the court/prosecution offices as part of ongoing quality management programmes.

039. Existe-t-il des statistiques hommes/femmes concernant les usagers des tribunaux, les personnes qui saisissent le tribunal, les victimes, les auteurs d'infractions etc. ?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

Commentaire - Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Most judicial statistics do not include any data on the gender of court users, persons who initiate a case, accused persons, etc..

The criminal prosecution statistics that contains data on the number of convicted persons distinguishes between "total" and "male". The statistics of the Courts in Family-Matters collects data on the gender of the involved parties with regard to cases concerning the dissolution of civil partnerships and maintenance obligations.

040. Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte concernant le fonctionnement du système judiciaire ? (par exemple le traitement d'une affaire par un juge ou la durée d'une procédure)

(X) Oui

() Non

Commentaires

041. Si oui veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Autorité compétente pour traiter de la plainte	Existence d'un délai pour cette autorité pour traiter la plainte
Tribunal concerné	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Instance supérieure	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Ministère de la Justice	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Conseil supérieur de la magistrature	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires

041-1. Si oui, veuillez préciser certains aspects de ce dispositif :

	Nombre de plaintes	Montant des indemnisations accordées
Tribunal concerné	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Instance supérieure	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Ministère de la Justice	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Conseil supérieur de la magistrature	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires - Si possible, veuillez donner des informations sur l'efficacité de cette procédure de plainte et veuillez indiquer tout commentaire utile : NA as to the number of complaints and the annual compensation amounts granted.

If there are fears that a judge is biased, the judge may be recused by lodging an objection under section 42 of the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung, ZPO). The motion to recuse a judge must be filed with the court at which the judge is a member; it may be made orally to be recorded by the court registry. The grounds for the recusal must be substantiated; the party may not be permitted to issue an affidavit. In order to substantiate the challenge, reference may be made to the testimony of the challenged judge. The challenged judge must make an official statement concerning the grounds for the recusal. The court at which the judge is a member must rule on the motion to recuse him/her, without that judge being involved in the decision.

Pursuant to section 198 of the Courts Constitution Act (Gerichtsverfassungsgesetz, GVG), whoever as the result of the unreasonable length of a set of court proceedings experiences a disadvantage as a participant in those proceedings must be given reasonable compensation. The reasonableness of the length of proceedings is assessed in the light of the circumstances of the particular case concerned, in particular the complexity thereof, the importance of what was at stake in the case, and the conduct of the participants and of third persons therein. A court action to enforce a claim under subsection (1) may be brought at the earliest six months after the filing of the censure of delay. This provision in its' current form was introduced by the Act on Legal Regress for Excessive Length of Court Proceedings and of Criminal Investigation Proceedings (Gesetz über den Rechtsschutz bei überlangen Gerichtsverfahren und

strafrechtlichen Ermittlungsverfahren).

A report on the application of said act (Erfahrungsbericht über die Anwendung des Gesetzes über den Rechtsschutz bei überlangen Gerichtsverfahren und strafrechtlichen Ermittlungsverfahren) provides information on case rates and the outcome of proceedings (Official Record of the German Parliament 18/2950, Reporting period: December 3, 2011 to December 31, 2013: <https://rewis.io/bundestag/drucksache/bt-drucksache-182950>).

3. Organisation des tribunaux

3.1. Tribunaux

3.1.1 Nombre de tribunaux

042. Nombre de tribunaux - entités juridiques.

	Nombre de tribunaux
Nombre total des tribunaux - entités juridiques (1 + 2)	1 092 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre total des tribunaux de droit commun - entités juridiques (1.1 + 1.2 + 1.3)	778 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.1 Tribunaux de droit commun de 1ère instance - entités juridiques	753 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.2 Tribunaux de droit commun de deuxième instance - entités juridiques	139 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1.3 Tribunaux de droit commun de la plus haute instance - entités juridiques	25 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre total des tribunaux spécialisés - entité juridiques	314 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires 1.1 First instance courts include: 638 Local Courts, 115 Regional Courts

1.2 Second instance courts include: 115 Regional Courts, 24 Higher Regional Courts

1.3 Highest instance courts include: 24 Higher Regional Courts, Federal Supreme Court

The vertical consistency is not fulfilled, since the 115 Regional Courts appear as "First instance courts" (1.1) as well as "Second instance courts" (1.2) and 24 Higher Regional Courts appear as "Second Instance Courts"(1.2) as well as "Highest Instance Courts" (1.3).

For further information please consult the General Comment.

The total number of specialised courts includes 16 Constitutional Courts of the Länder.

043. Nombre de tribunaux spécialisés - entités juridiques.

	Première instance	Instances supérieures
Nombre total des tribunaux spécialisés - entités juridiques	245 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	69 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux commerciaux (à l'exclusion des tribunaux de faillites)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Tribunaux des faillites	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux du travail	108 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires familiales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des affaires locatives (tribunaux des baux)	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux de l'exécution des sanctions pénales	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de lutte contre le terrorisme, le crime organisé ou la corruption	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux en matière de contentieux de l'Internet	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux administratifs	51 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux des assurances et/ou de la sécurité sociale	68 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	14 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Tribunaux militaires	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Tribunaux pour enfants	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Autres tribunaux spécialisés	18 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	22 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « Autres tribunaux spécialisés », veuillez donner des précisions : The category “other” covers:

18 Finance Courts (first instance)

16 Constitutional Courts of the Länder, the Federal Constitutional Court, Federal Patent Court, Federal Labour Court, Federal Administrative Court, Federal Social Court and the Federal Finance Court (higher instances)

With regard to the Constitutional Courts please see General Comment Q 42.

044. Nombre de tribunaux - implantations géographiques.

	Nombre de tribunaux (implantations géographiques)
Tribunaux de première instance - implantations géographiques (sont incluses ici les juridictions de droit commun de première instance et les juridictions spécialisées de première instance)	998 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Tous les tribunaux - implantations géographiques (ce chiffre inclut les tribunaux de droit commun de 1ère instance, les tribunaux spécialisés de 1ère instance, tous les tribunaux de seconde instance et cours d'appels et toutes les cours suprêmes)	1 092 [] NA [] NAP
--	----------------------------

Commentaires

=

045. Nombre de tribunaux de 1ère instance (implantations géographiques) compétents pour une affaire concernant :

	Nombre de tribunaux
Une petite créance	638 [] NA [] NAP
Le licenciement	108 [] NA [] NAP
Le vol avec violence	753 [] NA [] NAP
Faillite	192 [] NA [] NAP

Commentaires

045-1. Votre définition d'une petite créance est elle similaire à celle fournie dans la Note explicative ?

Oui

Non

Commentaire - Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser votre définition d'une petite créance : Claims up to EUR 600 are regarded as "small claims" (section 495a of the Code of Civil Procedure [Zivilprozessordnung, ZPO]).

045-2. Veuillez indiquer le montant en € d'une petite créance :

[600]

Commentaires see section 495a of the Code of Civil Procedure [Zivilprozessordnung, ZPO]

C. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Q 42 - 45: chart "Number of Federal and State Courts"
(https://www.bmjv.de/SharedDocs/Downloads/DE/PDF/Anzahl_der_Gerichte_des_Bundes_und_der_Laender.html) number of insolvency departments at the Local Courts taken from www.justiz.de

3.2. Personnel des tribunaux

3.2.1 Juges et personnels non-juges

046. Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (si possible au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, pour tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées.)

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de juges professionnels (1 + 2 + 3)	20 793 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de juges professionnels de première instance	16 207 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de juges professionnels dans les cours d'appel (2ème instance)	4 125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Nombre de juges professionnels dans les Cours suprêmes	461 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	304 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	157 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : 46.1 and 46.2: Data is taken from the "staff-assignment statistics" of the Länder. It is derived from a complex calculation key as an annual average value of the actual personnel deployed (for example, excluding employees who were not present more than 20 working days during a quarter for reasons other than holiday and/or training). The staff-assignment statistics do not distinguish between male and female judges. The "regular" court-staff statistics of the Länder distinguish between "total" and "female" but do not allow for a differentiation between the instances. According to the regular court-staff statistics as of 31 December 2020 there were 21.944 judges in total, 10.418 female and 11.526 male (full-time equivalents)

46.3: Figures represent the number of judges at the Federal Courts in full time equivalents as of 31 December 2020.

"Pact for the Rule of Law" (Pakt für den Rechtsstaat):

The federal level and the Länder on 31 January 2019 agreed on a 'Pact for the Rule of Law'. The pact foresees additional funding of EUR 220 million from the federal level for the Länder to create 2000 additional posts for judges and prosecutors, including the necessary administrative staff by 31 December 2021. In addition, the federal level is creating 24 additional posts at the Federal Court of Justice and 71 posts at the Prosecutor General of the Federal Court of Justice. New posts that were created after the beginning of 2017 are included into the count.

A joint report by the Federal Government and the Länder on the state of implementation of the pact was presented on 10 June 2021. The report concluded that the implementation has well progressed, noting in particular that over 2 700 post for judges and prosecutors have been created so far, with 2 500 being filled.

These numbers will not be reflected directly in the data given above, because the figures represent the average value of the actual personnel deployed during the reference year (in full-time equivalents).

It should also be noted that one of goals of the 'Pact for the Rule of Law' is to address the challenges related to the upcoming wave of retirements of judges and public prosecutors.

=

046-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les juges avec une rémunération proportionnellement réduite ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

046-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser for example doctorate or taking care of relatives or other close persons

Sans raison

Commentaires

046-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de juges travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de juges) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Data is taken from the court-staff statistics of the Länder that does not distinguish between first and second instance but only between court types. Most notably, the Regional Courts are first as well as second instance courts.

Percentage of judges working part-time (total/male/female) - at the Local Courts: 26/4/22 - at the Labour Courts, Social Courts, Administrative Courts and Finance Courts: 19/3/16

- at the Regional Courts: 20/3/17

- at the Higher Regional Courts: 22/8/14 - at the Higher Administrative Courts, Higher Labour Courts and Higher Social Courts: 14/4/10

046-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un juge exerçant à temps partiel comparé à un juge exerçant à temps plein ?

() Moins de 50 %

() 50 – 60%

() 60 - 80%

() Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires All the above mentioned percentages of worktime are possible, depending on the specific situation and the agreement with the employer. Since only one reply is possible, "NAP" was selected, because there is not standard percentage of part-time work.

=

046-2. Nombre de juges (ETP) par type d'affaires:

	Total	Civiles et/ou commerciales	Pénales	Administratives	Autres
Nombre total de juges	20 793 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	2 305 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Première instance	16 207 [] NA [] NAP	5 511 [] NA [] NAP	4 125 [] NA [] NAP	1 909 [] NA [] NAP	4 663 [] NA [] NAP
Deuxième instance	4 125 [] NA [] NAP	1 467 [] NA [] NAP	564 [] NA [] NAP	345 [] NA [] NAP	1 749 [] NA [] NAP
Cours suprêmes	461 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	52 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Si « Autres », veuillez expliquer quels types d'affaires : "Other" includes: family cases (at the Local and Higher Regional Courts), cases at the Labour Courts, Social courts, Finance courts

"First instance" and "Second instance": Data is taken from the "staff-assignment statistics" of the Länder. It is derived from a complex calculation key as an annual average value of the actual personnel deployed (for example, excluding employees who were not present more than 20 working days during a quarter for reasons other than holiday and/or training).

"Supreme Court": the figures are taken from the court-staff statistics and represent the number (FTE) of judges at the Federal Courts (Federal Court of Justice, Federal Patent Court, Federal Administrative Court, Federal Finance Court, Federal Labour Court, Federal Social Court, Federal Constitutional Court, Military Disciplinary Courts) as of 31. December 2020. The statistic shows the number of judges (FTE) at the Federal Court of Justice (152) but includes no information on their assignment to civil or criminal cases. According to the website of the Federal Court of Justice, there are currently 114 judges (headcount) assigned to the civil panels and 47 to the criminal panels.

Slight horizontal and vertical inconsistencies are caused by rounding.

=

047. Nombre de présidents de tribunaux (juges professionnels).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de président(e)s de juridictions (1 + 2 + 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Nombre de président(e)s de tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Nombre de président(e)s de cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Nombre de président(s) de cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires see General Comment

048. Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tels (si

possible, au 31 décembre de l'année de référence).

	Donnée
Donnée brute	[X] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation de la réponse à cette question :

048-1. Ces juges professionnels siégeant occasionnellement traitent-ils une partie importante des affaires ?

() Oui Si oui, veuillez apporter des précisions quant aux types d'affaires et une estimation en pourcentage.

.....

(X) Non

[] NAP

Commentaires

049. Nombre de juges non professionnels, non rémunérés, percevant, le cas échéant, un simple défraiement (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (y compris les "lay judges" ou juges consulaires ; mais les arbitres ou les jurés sont exclus de cette donnée).

	Donnée
Donnée brute	122 733 [] NA [] NAP
Donnée en équivalent temps plein	[X] NA [] NAP

Commentaires The figure given is the number of non-professional judges as of 31 December 2019. It is taken from the newly established statistics on the topic of gender equality among honorary (unsalaried) judges. In addition to the courts managed by the Länder, this figure also includes honorary judges in the federal courts. The number of non-professional judges as of 31 December 2020 could not yet be determined but will most likely available by the end of January 2022.

049-1. Si de tels juges non professionnels existent en première instance dans votre pays, veuillez préciser pour quels types d'affaires :

	Oui	Non	Echevinage
Affaires pénales (infractions graves)	()	()	(X)
Affaires pénales (infractions mineures)	()	()	(X)
Affaires familiales	()	(X)	()

Affaires de droit du travail	()	()	(X)
Affaires de droit social	()	()	(X)
Affaires commerciales	()	()	(X)
Affaires de faillite	()	(X)	()
Autre affaires civiles	()	()	(X)

[] NAP

Commentaire - Si « Autres affaires civiles », veuillez préciser : Administrative law cases, finance law cases, in matters subject to the laws governing agriculture, as well as in the Notarsenat, a senate of the court responsible for matters involving notaries, and in the Anwaltsgerichtshof (appellate instance of the disciplinary court for lawyers (Anwaltsgericht)).

050. Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

050-1. Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

[] Affaires pénales

[] Affaires autres que pénales

Commentaires

051. Veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence ?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

=

052. Nombre de personnel non-juge travaillant dans les tribunaux (si possible au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	54 107 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

1. Rechtspfleger (ou organes équivalents) chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours.	8 642 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Personnels non-juges chargés d'assister les juges à l'instar des greffiers (préparation des dossiers, assistance à l'audience, aide à la préparation de la décision)	28 071 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des ressources humaines, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	6 785 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Personnels techniques	2 220 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Autres personnels non juges	8 389 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « Autres personnels non-juges », veuillez préciser : These figures denote the number of staff (full-time equivalent) who are:

- granted unpaid leave for training/further-training purposes,
- released to work in staff representation bodies, as representatives for staff with disabilities, and as gender equality commissioners,
- employed in a special facility,
- employed as reception/security staff,
- employed by the court switchboard,
- motorpool staff,
- cleaners and other non-salaried personnel

052-1. Nombre de personnel non-juge par instance (si possible, au 31 décembre de l'année de référence) (cette donnée ne doit pas inclure le personnel travaillant pour les procureurs, voir question 60) (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement occupés).

	Total	Hommes	Femmes
Total de personnel non- juge travaillant dans les tribunaux (1 + 2 + 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Total de personnel non- juge auprès des tribunaux de première instance	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.Total de personnel non- juge auprès des cours d'appel (2ème instance)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3.Total de personnel non- juge auprès des cours suprêmes	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires Unlike in the case of judges (question 46), non-judge staff are not allocated to individual instances in the staff-assignment statistics of the Länder.



=

053. S'il existe dans votre système judiciaire la fonction de Rechtspfleger (ou organes équivalents), chargés de tâches juridictionnelles ou para-juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours veuillez préciser dans quels domaines ils interviennent :

Pour l'aide judiciaire

En matière familiale

Pour les ordres de paiement

Pour les affaires liées aux registres (affaires liées au registre foncier et/ou au registre du commerce)

Exécution des affaires civiles

Exécution des affaires pénales

Pour les affaires non contentieuses

Autres types d'affaires non mentionnés (veuillez préciser en commentaire)

NAP

Commentaires - Veuillez brièvement décrire leur statut et leurs fonctions :

054. Les tribunaux ont-ils délégué certains services relevant de leur responsabilité à un service externe ?

Oui

Non

Commentaires

054-1. Si oui, veuillez préciser quels services ont été externalisés :

la maintenance informatique

la formation du personnel

la sécurité

les archives

le nettoyage

autres types de services (veuillez préciser) : In certain Länder, the fields of building cleaning, medical services, janitor services and security are outsourced to external firms.

Commentaires In certain Länder, the fields of building cleaning, medical services, janitor services and security are outsourced to external firms.

C1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Federal Office of Justice, staff-assignment statistics, court-staff statistics
Information submitted by the Federal Ministry of Justice and by the Länder

3.3.Ministère public

3.3.1.Procureurs et personnel

055. Nombre de procureurs (au 31 décembre de l'année de référence). (Veuillez fournir l'information en équivalent temps plein et pour des postes effectivement occupés, auprès de tous les types de juridictions confondus – droit commun et spécialisées).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de procureurs (1 + 2 + 3)	6 197 [] NA [] NAP	3 062 [] NA [] NAP	3 135 [] NA [] NAP
1. Nombre de procureurs auprès des tribunaux de première instance	5 562 [] NA [] NAP	2 667 [] NA [] NAP	2 895 [] NA [] NAP
2. Nombre de procureurs auprès des cours d'appel (2ème instance)	492 [] NA [] NAP	308 [] NA [] NAP	184 [] NA [] NAP
3. Nombre de procureurs auprès des cours suprêmes	143 [] NA [] NAP	87 [] NA [] NAP	56 [] NA [] NAP

Commentaires - Veuillez ajouter tout commentaire utile à l'interprétation des données ci-dessus : Figures represent full-time equivalents as of 31. December 2020

"Pact for the Rule of Law" (Pakt für den Rechtsstaat):

The federal level and the Länder on 31 January 2019 agreed on a 'Pact for the Rule of Law'. The pact foresees additional funding of EUR 220 million from the federal level for the Länder to create 2000 additional posts for judges and prosecutors, including the necessary administrative staff by 31 December 2021. In addition, the federal level is creating 24 additional posts at the Federal Court of Justice and 71 posts at the Prosecutor General of the Federal Court of Justice. New posts that were created after the beginning of 2017 are included into the count.

A joint report by the Federal Government and the Länder on the state of implementation of the pact was presented on 10 June 2021. The report concluded that the implementation has well progressed, noting in particular that over 2 700 post for judges and prosecutors have been created so far, with 2 500 being filled.

It should be noted that one of goals of the 'Pact for the Rule of Law' is to address the challenges related to the upcoming wave of retirements of judges and public prosecutors.

=

055-1-1. Votre système autorise-t-il le travail à temps partiel pour les procureurs avec une rémunération proportionnellement réduite ?

Oui

Non

Commentaires

055-1-2. Si oui, veuillez préciser dans quelle situation le travail à temps partiel peut être accordé (réponses multiples possibles) :

Garde d'enfants

Soins aux personnes âgées

A des fins de retraite anticipée

Autre raison, veuillez préciser for example doctorate or taking care of relatives or other close persons

Sans raison

Commentaires

055-1-3. Si oui, quel est le pourcentage de procureurs travaillant à temps partiel (en relation avec le nombre total de procureurs) ?

	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Total (1 + 2 + 3) (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. En première instance (%)	17 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. En deuxième instance (cours d'appel) (%)	16 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	4 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Au niveau des Cours suprêmes (%)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

055-1-4. Quel est le pourcentage de temps de travail d'un procureur exerçant à temps partiel comparé à un procureur exerçant à temps plein ?

Moins de 50 %

50 - 60%

60 - 80%

Plus de 80 %

NA

NAP

Commentaires All the above mentioned percentages of worktime are possible, depending on the specific situation and the agreement with the employer. Since only one reply is possible, "NAP" was selected, because there is not standard percentage of part-time work.

056. Nombre de chefs des ministères publics.

	Total	Hommes	Femmes
Nombre total de chefs de ministères publics (1 + 2 + 3)	140 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Nombre de chefs de ministères publics auprès de tribunaux de première instance	115 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours d'appel (2ème instance)	24 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3. Nombre de chefs de ministères publics auprès des cours suprêmes	1		
	<input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NAP

Veillez ajouter tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus : There are no statistics specifically on the number of the heads of public prosecution offices. The figures were calculated based on the number of public prosecution offices (115 public prosecution offices at the Regional Courts, 24 prosecutor general's offices at the Higher Regional Courts, 1 Federal Prosecutor General's office at the Federal Court of Justice). Generally, each public prosecution office has one head but there might be cases in which two persons working in part time share the position or in which one person (temporarily) is the head of two public prosecution offices.

057. D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser leurs titres et fonctions :

057-1. Veuillez préciser leur nombre (en équivalent temps plein) :

[1 025]

NA

059. Si oui, est-ce que leur nombre est inclus dans le nombre de procureurs que vous avez indiqué à la question 55 ?

Oui

Non

NAP

Commentaires The number cited concerns exclusively associate public prosecutors (or officials of the public prosecution office) at a local court (Amtsanwälte). This figure as well reflects job shares (not a number of heads). Besides these associate public prosecutors, there are trainee jurists, civil parties to criminal proceedings, and revenue authorities. However, their number is not known (NA) and therefore was not included in the answer to question 57.

Officials of the public prosecution office:

The office of the public prosecution office at the Local Courts can also be exercised by officials of the public prosecution office with a right of audience before the local courts (section 142 (2) of the Courts Constitution Act). The jurisdiction of the officials of the public prosecution office does not encompass preparing public charges in local court proceedings in criminal matters falling under the jurisdiction of courts other than the local courts. In accordance with the Order regarding the Organisation and Service Operations of the Public Prosecution Offices (Anordnung über Organisation und Dienstbetrieb der Staatsanwaltschaft, OrgStA) issued by some Land administrations of justice, officials of the public prosecution office are only assigned criminal matters in which the criminal court judge rules, and then only the criminal matters designated in a list. Trainee jurists:

Responsibility may be assigned to trainee jurists for discharging the duties of an official of the public prosecution office with a right of audience before the local courts and, in an individual case, for discharging the duties of a public prosecutor under the latter's supervision (section 142 (3) of the Courts Constitution Act).

Civil party to criminal proceedings:

Under certain preconditions, some criminal offences can be prosecuted by aggrieved persons by means of a private charge without needing to first call on the public prosecution office. A private charge can also be filed by someone who is entitled to file a request to prosecute in addition to or in place of the aggrieved person.

Revenue authorities:

Tasks comparable to those of the public prosecution office are performed by the revenue authorities in the fiscal criminal proceedings: If the revenue authority conducts the investigation independently in accordance with section 386 (2) of the Fiscal Code (Abgabenordnung, AO), it has the same rights and obligations as the public prosecutor's office has in an investigation (section 399 (1) of the Fiscal Code).

059-1. Les parquets disposent-ils de procureurs spécifiquement formés en matière de violence

domestique et violence sexuelle ?

	-
Violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Violence sexuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Oui spécifiquement à l'égard des mineurs victimes <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : Prosecutors trained in the areas of domestic violence and sexual violence specifically for minor victims exist in some but not all Länder.

=

060. Nombre de personnel (non-procureurs) rattaché au ministère public, si possible au 31 décembre de l'année de référence et sans le nombre de personnels non-juges, v. question 52 (répondre en équivalent temps plein et pour les postes effectivement pourvus).

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de personnel (non procureurs) rattaché au ministère public	12 204 [] NA	3 143 [] NA	9 061 [] NA

Commentaires This figure includes:

- The number of associate prosecutors (i.e. officials of the public prosecution office with a right of audience only before the Local Courts – in German: "Amtsanwälte" – see question 57), the staff at the public prosecution offices and associate prosecutors' offices based at the Regional Courts as well as the staff at the public prosecution offices based at the Higher Regional Courts (full-time equivalent staff as of 31. December 2020)
- The staff (207 in total, 135 female) at the Office of the Federal Prosecutor General (headcount as of 31. December 2020).

C2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Federal Office of Justice, personnel overviews, staffing numbers

3.4.Parité hommes/femmes

3.4.1 Dispositions particulières pour faciliter la parité

061-2. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de recrutement :

	Oui, veuillez preciser	Non
des juges	(X) Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Bundesgleichstellungsgesetz - BGleiG), for provisions of the Länder see comment	()
des procureurs	(X) Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Bundesgleichstellungsgesetz - BGleiG), for provisions of the Länder see comment	()
du personnel non-juge	(X) Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Bundesgleichstellungsgesetz - BGleiG), for provisions of the Länder see comment	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	(X) Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Bundesgleichstellungsgesetz - BGleiG), for provisions of the Länder see comment	()

[] NA

Commentaires - si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires. Si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Baden-Württemberg: Equal Opportunities Act (Chancengleichheitsgesetz-ChancenG); Bayern: the Bavarian State Ministry of Justice's 2018 Equal Opportunities Strategy, Bavarian Act to Promote Equality of Women and Men (Bayrisches Gleichstellungsgesetz - BayGIG) and Equal Opportunities Strategy 2016-2021 of the Bavarian Ministry of the Interior, for Sport and Integration

Berlin: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz - LGG); Brandenburg: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz - LGG); Hamburg: Hamburg Gender Equality Act (Hamburgisches Gleichstellungsgesetz - Hmb-GleiG); Hessen: Equal Rights Act of the state Hesse (Hessisches Gleichstellungsgesetz - "HGIG")
Niedersachsen: Land Act on Equality (Niedersächsisches Gleichstellungsgesetz – NGG); Nordrhein-Westfalen: North-Rhine Westphalian Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG)

Rheinland-Pfalz: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG); Saarland: Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz – LGG)

Sachsen-Anhalt: Women Support Act (Frauenfördergesetz - FrFG)

Schleswig-Holstein: Act on Gender Equality (Gleichstellungsgesetz, GstG SH)

061-3. Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre des procédures de promotion :

	Oui, veuillez préciser	Non
des juges	(X) § 8 Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts, for provisions of the Länder see comment	()
des procureurs	(X) § 8 Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts, for provisions of the Länder see comment	()
du personnel non-juge	(X) § 8 Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts, for provisions of the Länder see comment	()
des avocats	()	(X)
des notaires	()	(X)
des agents d'exécution	(X) § 8 Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts, for provisions of the Länder see comment	()

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, ou bien si vous avez des commentaires supplémentaires, veuillez préciser : Baden-Württemberg: Equal Opportunities Act (Chancengleichheitsgesetz-ChancenG); Bayern: the Bavarian State Ministry of Justice's 2018 Equal Opportunities Strategy, Bavarian Act to Promote Equality of Women and Men (Bayrisches Gleichstellungsgesetz - BayGIG) and Equal Opportunities Strategy 2016-2021 of the Bavarian Ministry of the Interior, for Sport and Integration; Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG;

Berlin: § 8 Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz - LGG); Brandenburg: Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz - LGG); Hamburg: Hamburg Gender Equality Act (Hamburgisches Gleichstellungsgesetz - Hmb-GleiG); Hessen: Art. 5 et seq. Equal Rights Act of the state Hesse (Hessisches Gleichstellungsgesetz - "HGIG")

Mecklenburg-Vorpommern: Eliminating under-representation as a criterion in aptitude comparisons pursuant to Article 33 para. 2 GG; Niedersachsen: possibility of preferential appointment of the under-represented gender in cases of equal aptitude, qualifications and professional achievements (sections 12, 13 of the Niedersächsisches Gleichstellungsgesetz – NGG); Nordrhein-Westfalen: pursuant to section 7 (1), first sentence, of the North-Rhine Westphalian Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG) in conjunction

with section 14 (2) of the Land Civil Servants Act (Landesbeamten-gesetz, LBG), women are to be given priority for posts by which a civil service employment relationship or judicial tenure is established, in the event of equal aptitude, qualifications and professional achievements if, within the purview of the appointing authority, there are fewer women than men holding positions within the band proceeding from the same starting grade within the envisaged career bracket, unless reasons specific to an individual male candidate tilt the balance in his favour;

Rheinland-Pfalz: § 8 (4) Land Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz, LGG); Saarland: Act on Gender Equality (Landesgleichstellungsgesetz – LGG)

Sachsen-Anhalt: § 4 Women Support Act (Frauenfördergesetz - FrFG)

Schleswig-Holstein: Pursuant to section 4 of the Act on Gender Equality of 13 December 1994 (Gleichstellungsgesetz, GstG SH), in cases of equal aptitude, qualifications and achievements women are to be given priority, if women are under-represented

=

061-3-1. . Existe-t-il des dispositions particulières pour faciliter la parité hommes/femmes dans le cadre de la procédure de désignation des :

	Oui / Non
Présidents des tribunaux	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment]the provisions named under Q061-3 apply to court presidents () Non
Chefs des ministères publics	(X) Oui Si « oui », veuillez préciser :[Comment]the provisions named under Q061-3 apply to the head of prosecution () Non

Commentaires


3.4.2 Au niveau national

061-5. Votre pays dispose-t-il d'un document général (par exemple une politique/ stratégie/ un plan d'action/ programme) sur la parité hommes/femmes qui s'applique spécifiquement au système judiciaire?

() Oui

(X) Non

Pièces-jointes

 gleichstellungsstrategie-der-bundesregierung-data.pdf

Commentaire - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire. Pouvez-vous indiquer les références ou le lien internet pour accéder à ce(s) document(s) , ou nous le/les adresser/ télécharger ? The Federal Government has issued a gender equality strategy stating 9 basic goals (unfortunately only available in German - see attachment). The goals include strengthening gender equality in public administration, especially regarding leadership positions. Eventhough "public administration" includes the judiciary, there are no statements specifically with regard to the judiciary.

There are gender equality acts in place in the Länder as well as on the Federal Level (see Q061-2 and 061-3), that include comprehensive provisions for the promotion of gender equality in public administration. Again, public administration includes the judiciary, but there are no specific provisions for the judiciary.

061-6. Existe-il au niveau national une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances) / une institution spécialement chargée des questions d'égalité hommes/femmes dans le système de

justice concernant :

	Oui, veuillez preciser	Non
Le recrutement des juges	(X) Equal opportunities officer	()
La promotion des juges	(X) Equal opportunities officer	()
Le recrutement des procureurs	(X) Equal opportunities officer	()
La promotion des procureurs	(X) Equal opportunities officer	()
Le recrutement du personnel non-juge	(X) Equal opportunities officer	()
La promotion du personnel non-juge	(X) Equal opportunities officer	()

Commentaires - Si cela concerne une autre situation que celle du recrutement ou de la promotion, veuillez préciser. Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaire :

061-6-1. Veuillez préciser le texte qui met en place cette personne/institution :

(titre, date, nature du texte) Federal Courts:

Sections 19 to 36 of the Act on Equality between Women and Men in the Federal Administration and in Federal Enterprises and Courts (Federal Act on Gender Equality) of 24 April 2015 (Federal Law Gazette I, p. 642, 643), as last amended by Article of the Act of 23 December 2016 (Federal Law Gazette I, p. 3191).

Baden-Württemberg:

Section 15 of the Act to Establish Equal Opportunities for Women and Men in the Public Service in Baden-Württemberg (ChancenG) of 23 February 2016.

Bayern:

Bavarian Act on the Equal Treatment of Women and Men [Bayerisches Gleichstellungsgesetz - BayGlG] of 24 May 1996 (GVBl. p. 186), BayRS 2039-1-A

Berlin:

Section 16 of the Land Act on Gender Equality (LGG) as amended on 18 November 2010* (women's representative)

Brandenburg:

Section 19a and section 22 (1) no. 1 of the Act on Gender Equality (LGG) of the Land of Brandenburg:

Bremen:

NA

Hamburg: Sections 18 - 21 of the Hamburg Act on the Equal Treatment of Men and Women in the Public Service (HmbGleIG) of 2 December 2014

Hessen: Section 15 HGIG, a state law provision entered into force on January 1 2016. It stipulates the appointment of a women's and equal opportunities commissioner in (public) offices with more than 50 public servants. It inter alia applies to the Ministry of Justice of Hesse

Mecklenburg-Vorpommern:

Act on the Equal Treatment of Men and Women in the Public Service of the Land of Mecklenburg-West Pomerania – Equal Treatment Act (GIG M-V of 11.07.2016 – GVOBl. M-V 2016, p. 550).

Niedersachsen:

Sections 18 to 24 of the Act on Gender Equality (Niedersächsisches Gleichberechtigungsgesetz

(NGG) Nordrhein-Westfalen:

Section 15 et seqq. of the Land Equal Treatment (LGG) Act of 9 November 1999 primarily concerns the appointment, official status, duties, rights and potential remedies of the equal opportunities officers.

Rheinland-Pfalz:

Sections 18 to 30 of the Land Equal Treatment Act (LGG) of 22 December 2015 (GVBl. 2015, p. 505) sets out rules on, inter alia, the recruitment procedure, terms of office, duties and participation rights of the equal opportunities officers who work in the agencies.

Saarland:

Sections 21 to 25 of the Saarland Act on Gender Equality (LGG)

Sachsen: The recruitment, legal status, duties, competences and rights of the women's officers are regulated in sections 18 to 22 of the Act on the Advancement of Women (Frauenfördergesetz-FrFG).

Sachsen-Anhalt: Sections 15 to 19 of the Act on the Advancement of Women (Frauenfördergesetz – FrFG)

Schleswig-Holstein: Sections 18 et seqq. of the Act on the Equal Treatment of Women in the Public Service (Gleichstellungsgesetz - GstG) of 13 December 1994 (GVBl. Schl.-H. p. 562), recently amended by the Act of 11 December 2014 (GVBl. Schl.-H. p. 464).

Thüringen:

Sections 15 to 21 of the Act on Equality (Thüringer Gleichstellungsgesetz – GleichstG)

[] NAP

061-6-2. Veuillez préciser le statut de cette personne/institution :

(par ex. indépendante, rattachée au ministère de la Justice, à un Conseil supérieur de la magistrature ou équivalent ou à un organisme interministériel spécialement dédié à l'égalité hommes/femmes) Federal Courts:

According to § 24 of the Federal Act on Gender Equality the equal opportunities officer is a member of the personnel management and reports directly to the head of the agency. The equal opportunities officer is not bound by instructions in the discharge of her duties.

Baden-Württemberg:

The equal opportunities officer is a female employee who is part of the agency in which she will exercise her function. The agency management must relieve the equal opportunities officer from her other official obligations to the necessary extent. The equal opportunities officer may only be relocated, transferred or seconded against her will if this is unavoidable for urgent organizational reasons – particularly considering her role as equal opportunities officer. She is not bound by instructions in the discharge of her duties, and receives the personnel and material resources needed to fulfil her tasks.

Bayern:

Bavarian Act on Gender Equality

Article 16 – Legal status

(1) Equal opportunities officers report directly to the head of their agency or to his or her permanent deputy. In top-level Länder authorities and intermediate authorities they may also report to the head of the administration or personnel department; non-academic staff in higher education institutions may report to the head of the university or college administration or to the head of the personnel department.

(2) Equal opportunities officers, employee representatives and agencies collaborate on a basis of trust. Equal opportunities officers participate in regular meetings between the agency and employee representatives.

(3) Equal opportunities officers are not bound by instructions in the discharge of their duties. Performance appraisals of this role are carried out only on application from the equal opportunities officer.

(4) Equal opportunities officers may contact other equal opportunities officers and the Bavarian Governments Womens Commissioners without going through the official channels, they may consult with them and share information, unless this involves the transmission of personal data without the data subjects consent.

(5) Equal opportunities officers may not be prevented from discharging their duties, nor may they be discriminated against or favoured in relation to their work; the same applies in regard to their professional development. Notwithstanding the different nature of their tasks, they have the same personal legal status, in particular the same protection against dismissal, transferral and secondment, as members of the staff council.

(6) Equal opportunities officers are to be relieved of other official duties if and to the extent that this is necessary for the proper discharge of their duties, due consideration having been given to the nature and size of the agency. This includes professional development insofar as it concerns know-how which is required in the discharge of their duties; appropriate account is thereby to be taken of official interests. Release from other official duties in accordance with the first and second sentences is not to lead to any change in remuneration or salary.

(7) Equal opportunities officers are to be provided with the staff and material resources which are necessary and appropriate to the discharge of their duties. This includes being assigned a deputy equal opportunities officer.

Berlin:

The women's representatives are independent.

Brandenburg:

The Land equal opportunities officer is appointed by the Land government and reports in an administrative sense to the ministry responsible for matters of equality. The equal opportunities officer of the Ministry of Justice is appointed by the Ministry of Justice and reports to the Ministry of Justice. Neither are bound by instructions in the discharge of their duties.

Bremen: NA

Hamburg:

§ 19 HmbGleiG: directly assigned to the management of the service, do not belong to staff council, independent authority ("The equality commissioners are directly assigned to the management of the service. They may not belong to the staff council. They are not bound by instructions in the exercise of the tasks and rights with which they have been assigned.")

Hessen:

The women's and equal opportunities commissioner, who must be a woman, is directly allocated to the unit management. Her responsibilities and competences are part of her official duties in the respective office. To the extent of her activity as women's and equal opportunities commissioner she is independent.

Mecklenburg-Vorpommern:

Act on Gender Equality

Section 19 – Legal status

(1) Equal opportunities officers continue to be a member of their agency in this role. They report directly to the head of their agency. The agency and equal opportunities officer hold two meetings per year to discuss to what extent the objectives set out in this Act have been achieved. Equal opportunities officers are obliged to maintain secrecy in respect of the personal circumstances of employees and other confidential matters in the agency, even beyond the end of their term of office.

(2) Equal opportunities officers are not bound by instructions in the discharge of their duties and performance appraisals of this role are therefore not carried out.

(3) Equal opportunities officers may not be prevented from discharging their duties. The duties of an equal opportunities officer take priority over other work. Equal opportunities officers may not be discriminated against on account of their work either in general terms or in regard to their professional development. The provisions of the Staff Representation Act concerning the protection of staff council members in respect of dismissal, transferral and secondment apply mutatis mutandis.

(4) Equal opportunities officers are to be provided with the requisite rooms and material resources. Equal opportunities officers are to be released from other official duties to the extent that this is necessary for the proper discharge of their duties, due consideration having been given to the nature and size of the agency. The working time of equal opportunities officers in agencies with between 150 and 300 employees is to be reduced by at least one quarter of their regular hours, in agencies with more than 300 employees by at least half of their regular hours. Equal opportunities officers in agencies with more than 600 employees are to be released in full from their working time. Equal opportunities officers in state education authorities are to be released from at least one quarter of their position. Equal opportunities officers responsible for state schools in a top-level Land authority are to be released in full from their position. In all other respects, the provisions of the Staff Representation Act on the release of members of the staff council apply mutatis mutandis.

(5) Equal opportunities officers are entitled to take part in specific continuing professional development insofar as the courses are

deemed relevant to the discharge of their duties.

(6) Equal opportunities officers in the agencies referred to in section 2 may cooperate with one another. They may turn directly and without going through the official channels to other equal opportunities officers and to the ministry responsible for gender equality.

(7) The Working Group of Equal Opportunities Officers of the Land Administration comprises one member for each department of the Land Government. The equal opportunities officers in the offices of the President of the Land Parliament have observer status. The Working Group represents its members by way of a hearing in matters of general importance which go beyond the remit of a top-level Land authority. The equal opportunities officers of each government department reach agreement, on the initiative of the equal opportunities officers of the top-level Land authorities, on one member to represent them in the Working Group. Should they be unable to reach agreement, the representative is to be chosen by secret ballot. The rights of the equal opportunities officers are not affected thereby.

(8) When deputising for equal opportunities officers, deputies have the same rights and duties as equal opportunities officers. Subsections (1) to (6), with the exception of the rules on the equal opportunities officer's release in accordance with the third to sixth sentences of subsection (4), apply *mutatis mutandis* to deputies.

(9) Equal opportunities officers may hold office hours and call annual meetings of the agency's employees.

Niedersachsen:

The Equal Opportunities Officer is an independent member of the administration.

Nordrhein-Westfalen:

Pursuant to section 16 (1) LGG, the equal opportunities officer performs her tasks as a member of the agency's administrative department. In so doing, she is not bound by technical instructions and can determine in particular the priority of her individual tasks. A conflict of interests with her other official duties should be avoided.

Rheinland-Pfalz:

The equal opportunities officer is part of the administrative department. She is directly subordinate in the exercise of her duties to the agency management (section 20 (1) sentence 1 LGG). In the exercise of her office, she is not bound by technical instructions and may not be obstructed (section 20 (2) LGG). Furthermore, she may not be disadvantaged or favoured on account of her office. This applies in particular to her career development. She is protected from termination, transfer, secondment, relocation and assignment in the same way as members of the body representing staff (section 20 (3) LGG).

Saarland:

NA

Sachsen:

Pursuant to section 18 SächsFFG, the women's officer at the Saxony Ministry of Justice is a representative of the employer. She is appointed by the State Secretary. The women's officer is part of the administrative department. She reports directly to the agency management. The women's officer is not bound by instructions in the discharge of her duties.

Sachsen-Anhalt:

The full-time equal opportunities officer is an employee of the Ministry for Justice and Equality. Pursuant to section 14 of the Act on the Advancement of Women (FrFG) of the Land of Saxony-Anhalt, the Land Administrative Office and every supreme Land authority with more than 300 employees in its remit is required to appoint a full-time equal opportunities officer. There are full-time equal opportunities officers in the State Chancellery, the Ministries, the Land parliament and the Land Administrative Office. As a staff unit, they are directly subordinate to the agency management. They aim to ensure the equal treatment of female and male employees in the administrative sector. In particular, this includes improving the professional situation and career development, as well as promoting the compatibility of family and work for women and men. Their tasks and rights are set out in section 15 FrFG.

Schleswig-Holstein:

Act on Equality for Women in the Public Service (Act on Gender Equality) of 13 December 1994 (Schleswig-Holstein Gazette of Acts and Ordinances p. 562), as last amended by the Act of 11 December 2014 (Schleswig-Holstein Gazette of Acts and Ordinances p. 464)
Section 21 – Equal opportunities officers not bound by technical instructions

(1) Equal opportunities officers are not bound by technical instructions in the discharge of their duties and exercise of their rights under this Act. A performance appraisal in this role is, therefore, to be conducted only on application.

(2) Equal opportunities officers may contact other equal opportunities officers and the Schleswig-Holstein Ministry of Social Affairs, Health, Science and Gender Equality without going through the official channels, they may consult with them and share information,

unless personal data is being transmitted. The rules on the obligation of secrecy and official secrecy remain unaffected. Thüringen: The council for judicial appointments and the prosecutors' central staff council are made up of judges and public prosecutors. They are free in their deliberations and voting decisions and are not subject to the right to issue instructions. There are no statistics pertaining to equal opportunities officers. The equal opportunities officer in each prison is not subject to the right to issue instructions, and turns directly to the prison governor as head of agency should any issues arise.

[] NAP

061-6-3. Veuillez préciser si cette personne/institution a une fonction d'information et de consultation ou si ses avis ou décisions ont des conséquences juridiques :

(par ex. bloquer une décision, ouvrir un droit à recours) Federal Courts:

The possibilities of participation and the right of objection of the equal opportunities officer are given in section 32 to 35 of the Federal Act on Gender Equality. For example, according to section 32 of the Federal Act on Gender Equality the equal opportunities officer has different possibilities of participation, e.g. she shall be entitled and obliged to bring matters directly before the head of the agency, has a right of initiative in respect of all matters which are subject to her participation (cf. section 25 subsection 1 and section 27 subsection 1 of the Federal Act on Gender Equality). Furthermore the equal opportunities officer shall have a right of objection vis-à-vis the head of the agency (section 33 Federal Act on Gender Equality) and may bring the matter before the administrative court (section 34 Federal Act on Gender Equality). Concerning settling issues of fundamental significance, in particular as regards interpreting this Act, the equal opportunities officer and her deputies may turn directly to the Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth (section 35 Federal Act on Gender Equality).

Baden-Württemberg:

The equal opportunities officer reports directly to the agency management and has a direct right of recitation. She is to be fully trained at an early stage to the extent required to properly exercise her duties and rights of participation. All of the documents and information necessary for this must be given to her early on. She has a right of initiative for measures aimed at advancing the career development of women. She can also voice her opinion on substantive issues related to equal rights for men and women, the career development of women, and the compatibility of family, care and career. In addition, she can hold consultation hours during the working day, and can convene a meeting of the agency's female employees. When filling job vacancies, the equal opportunities officer can participate in interviews and discussions related to the staff selection process. The agency must include the equal opportunities officer at an early stage in decisions on every staff appointment and promotion. She must be informed of all data relevant to the decision and must receive the necessary application documents at an early stage. This includes application documents from male applicants who meet the requirements of the available position or office. The equal opportunities officer may only access data from personnel files if the persons concerned have provided their consent. The equal opportunities officer does not have a formal right of veto against personnel decisions.

Bayern:

Bavarian Act on Gender Equality

Article 17 – Tasks

(1) Equal opportunities officers are tasked with promoting and monitoring enforcement of this Act and of the Equal Opportunities Strategy and with supporting the latter's implementation. In addition, equal opportunities officers are tasked with promoting implementation of this Act, on their own initiative, and with improving the situation of women as well as women's and men's ability to reconcile work and family life.

(2) Insofar as they are competent, equal opportunities officers are involved in all matters in their area of responsibility which may be of fundamental relevance to gender equality, the reconciliation of work and family life, and equal opportunities.

(3) The tasks of equal opportunities officers also include advising others on matters of gender equality and supporting individual employees on a case-by-case basis. Employees may contact equal opportunities officers directly.

Article 18 – Rights and duties

- (1) Equal opportunities officers are entitled to bring matters directly before the head of the agency; they are supported by the head of the agency in the discharge of their duties. Equal opportunities officers may turn directly to the Bavarian Data Protection Commissioner.
- (2) Equal opportunities officers must be provided with comprehensive information in good time in order to be able to discharge their duties, in the case of personnel matters at the latest at the same time as a participatory procedure in personnel representation matters is initiated. They are to be given the requisite documentation at an early stage as well as any information they request.
- (3) Equal opportunities officers are to be involved at an early stage in important projects which are of relevance to gender equality. They are to be involved in personnel matters on application from those concerned; equal opportunities officers are, further, to be involved on application if they submit sufficient evidence that the objectives of this Act are not being achieved. They are entitled to participate in job interviews only on application from those concerned. They may inspect personnel files only with the consent of those concerned.
- (4) Equal opportunities officers, their deputies and employees assigned to them in the discharge of their duties are obliged to maintain secrecy regarding personal data and other confidential matters, even beyond the end of their term of office. The first sentence applies mutatis mutandis to points of contact within the meaning of Article 15 para. 2.
- (5) The rights and duties of the staff council remain unaffected.
- (6) Equal opportunities officers may organise information events and engage in other educational work in consultation with the agency.
- (7) Equal opportunities officers may not engage in party politics in the exercise of their office.

Article 19 – Right of complaint

- (1) In the event of a violation of this Act, the Equal Treatment Strategy or of other provisions on the equal treatment of women and men, equal opportunities officers are entitled to lodge a complaint. A time limit of ten working days following the equal opportunities officer's notification must be observed in respect of submission of the complaint.
- (2) The head of the agency or of the office acting on its behalf decides on the complaint. It shall postpone the measure complained of and its implementation until such decision is taken. If it deems the complaint to be well-founded, the measure and its consequences must be corrected, as far as possible, and account taken of the results of the complaint in the case of recurrence. If it deems the complaint to be ill-founded, grounds for dismissing the complaint must be given.
- (3) The complaints procedure does not require any particular form.

Berlin:

The women's officers have a right to information, the right to access files and the right to put forward their opinion.

Brandenburg:

The Land equal opportunities officer acts in an advisory capacity only. The equal opportunities officer of the Ministry of Justice has a comprehensive right to information. She can object to measures planned by the Ministry and thereby initiate a review process. She also has the right to seek a finding before the court that the Land Equal Rights Act has been violated.

Bremen:

NA

Hamburg:

Section 21 HmbGleiG: right to information and possibility of statement, possibility to participate in personnel selection interviews, right to complaint, right to suggest measures to achieve gender equality ("The equal opportunities officers are to be immediately and comprehensively informed of all pending personnel, social and organisational measures relating to the equal treatment of men and women and the compatibility of gainful employment and family work; they must be afforded the opportunity to give their opinion on these measures. They are authorised to participate in discussions regarding staff selection. Should the equality opportunities officers consider a planned measure to be incompatible with this Act, they can raise an objection to this measure (...) with the agency management. If an objection is raised on time, the agency must check the objections and, if necessary, come to a new decision. The measure may only be enacted if a decision dismissing the objection has been justified to the equal opportunities officer in writing. The equal opportunities officer can propose measures aimed at ensuring the equal treatment of women and men and improving the compatibility of family and career at the agency. The agency shall review the proposals and disclose the results to the equality opportunities officers in writing.")

Hessen:

The women's and equal opportunities commissioner has the right to be involved in all personal, organisational and social measures early on. She has the opportunity to participate in staff council meetings. Apart from this information and consultative function she has a right to object, if she considers a measure not to be in compliance with the Equal Rights Act of the state Hesse (HGIG). If the objection is not redressed, she has the right to bring an action to the administrative court.

Mecklenburg-Vorpommern:

Act on Gender Equality

Section 18 – Tasks

(1) In each agency in which a staff committee, a council of judges or a council of public prosecutors is to be elected, the female employees shall elect an equal opportunities officer and a deputy to be appointed by the agency. The equal opportunities officers support the agency in regard to matters concerning gender equality and women's and men's ability to reconcile work, family life and care work. They provide advice on enforcing this Act and other provisions governing gender equality. In addition, they promote implementation of this Act on their own initiative and act as a point of contact for employees. More specifically, their tasks include: 1. participation in all personnel, organisational and social measures taken in their agency which concern gender equality, women's and men's ability to reconcile work, family life and care work, and protection against sexual harassment in the workplace; 2. advising and supporting all employees in respect of their professional promotion, overcoming discrimination, and issues around the reconciliation of work, family life and care work; and 3. supporting implementation of the General Act on Equal Treatment as regards protecting against gender discrimination and sexual harassment within the agency.

(2) More specifically, personnel measures include: 1. preparations for and decisions on job announcements, recruitment, secondment and redeployment for more than three months, transferrals, continuing professional development, promotions and premature terminations of employment; 2. the preparation and achievement of target agreements (section 5); 3. the introduction and implementation of supporting measures (section 6); and 4. the procedure for appointing committee members (section 17).

(3) Equal opportunities officers are to be involved at an early stage. Involvement at an early stage is deemed to be where equal opportunities officers are involved from the start of the agency's decision-making process and are thus still able to influence the respective decision or measure.

(4) Equal opportunities officers are to be notified without delay and comprehensively in regard to their involvement and the discharge of their duties. They are to be given the requisite documents, including application papers and comparative overviews, as early as possible in the process and provided with any information they request. Within the remit of their statutory duties they are entitled to inspect those parts of personnel files which are of relevance to the respective decision. Equal opportunities officers may inspect the full personnel files only with the consent of the person concerned.

(5) Where a superior agency is responsible for taking decisions within the meaning of subsection (1) on behalf of subordinate agencies, the superior agency involves the subordinate agency's equal opportunities officer. Equal opportunities officers in state education authorities involve the equal opportunities officer in the relevant state school regarding which the competent state education authority is to take a decision. Equal opportunities officers responsible for state schools at the level of the top-level Land authority involve the equal opportunities officers in the agency for which the competent top-level Land authority is to take a decision.

(6) Equal opportunities officers at the level of the highest service authority and at the level of the Police President in the Land police force together appoint coordinators. These involve the competent statutory equal opportunities officers in their coordination work.

(7) Equal opportunities officers are not involved in procedures concerning the commencement and termination of the official or employment relationships of election officials and of the public officials referred to in section 37 of the Mecklenburg-Western Pomeranian Civil Service Act and comparable employees.

Section 20 – Right of complaint

(1) In the event of a violation of this Act, other gender equality provisions or the target agreements referred to in section 5, equal opportunities officers may lodge a complaint about the measure in writing within ten working days following notification thereof. The same applies if the agency fails to involve the equal opportunities officer after learning of the measure. If the measure cannot be postponed, the agency may reduce the time limit to five working days. The agency must then take a new decision on the measure. Implementation of the measure is to be suspended until the new decision is taken. The agency notifies the equal opportunities officer in writing of its substantive decision and includes grounds for the decision.

(2) Equal opportunities officers may submit a decision on a complaint which they believe to be erroneous to the superior agency for a decision after notifying the head of the agency in good time. The fifth sentence of subsection (1) applies mutatis mutandis.

(3) Equal opportunities officers may, within ten working days, submit a complaint to the ministry responsible for gender equality regarding a decision on a complaint taken by a top-level Land authority. The second sentence of subsection (1) applies mutatis mutandis. In urgent cases, the latter shall, within five working days, submit a proposal for a decision to the top-level Land authority. The fifth sentence of subsection (1) applies mutatis mutandis. The top-level Land authority takes the final decision. In derogation therefrom, the equal opportunities officer in the administration of the Land Parliament shall submit a proposal for a decision to the President of the Land Parliament, after consulting with the ministry responsible for gender equality. The time limits set out in the first to third sentences apply mutatis mutandis.

(4) Where the equal opportunities officer complains that a corporation, institution or foundation under public law which is only subject to the supervision of the Land has violated this Act and the head of the agency does not remedy the complaint, the head of the agency shall submit the complaint to the board or to a comparable executive body for a decision. Should this body likewise not remedy the complaint, the equal opportunities officer may notify the competent supervisory authority. The latter shall involve the ministry responsible for gender equality matters, which shall give a statement. The supervisory authority gives the final decision on the complaint.

Niedersachsen:

Unbound action, exchange of information with the Department, right to information

Nordrhein-Westfalen:

Pursuant to section 17 (1) LGG, the equal opportunities officer supports and advises the agency and participates in the implementation of the Land Equal Rights Act and all other provisions and measures affecting – or potentially affecting – the equal treatment of men and women. This applies in particular to personnel measures including job advertisements, selection procedures and interviews. If the equal opportunities officer is not involved in the measure, or is not involved in the measure on time, then the measure will be unlawful according to section 18 (3) first sentence LGG.

Rheinland-Pfalz:

The equal opportunities officer has the right to participate in all social, organisational and personnel measures relating to

1. equal treatment of men and women or
2. the compatibility of career and family or
3. the protection of female employees from harassment and sexual harassment in the workplace.

The agency must inform the equal opportunities officer of all measures in which the equal opportunities officer has the right to participate. It must inform the equal opportunities officer in a timely and comprehensive manner which enables her to perform her duties and exercise her rights. This includes providing the equal opportunities officer with all of the required documents. Personnel files should only be provided to the equal opportunities officer if the employees in question have already provided written consent. For staff appointments, promotions and upgrades to higher pay bands, the equal opportunities officer must be involved before the staff representation body or the body representing staff with disabilities. All documents related to the application and selection process must be provided to the equal opportunities officer if she requests them. She can participate in all interviews. If the agency submits a written opinion to another agency, the contents of which concern the equality issues mentioned in section 24 (1) LGG, then the equal opportunities officer can also add her own opinion. The equality opportunities officer can object to a measure taken by the agency if the measure is incompatible with this Act or with other provisions concerning the equal treatment of women and men. This also applies when the equal opportunities officer is not involved in a particular measure or is not informed of a measure in time (section 29 (1) LGG).

Saarland:

Section 23 LGG (tasks and rights of women's officers) and section 24 LGG (right to object)

Sachsen:

The women's officer monitors the implementation of the Act on the Advancement of Women. She has the right of initiative. She must be informed of and involved in the relevant procedures at an early stage. She can raise objections with the agency management to violations of SächsFFG or other equality provisions, section 22 SächsFFG. She does not have any additional powers.

Sachsen-Anhalt:

The full-time equal opportunities officers contribute to the implementation of the Act on the Advancement of Women. They work with the Central Office for Women's Policy of the Land of Saxony-Anhalt in matters relating to the Act's objectives. As staff units they are directly subordinated to the agency's management. They must be informed comprehensively and on time of all personnel,

social and organisational measures and must be involved in the process upon their request. They are not bound by any technical orders or instructions in the discharge of their duties. Equal opportunities officers are to be given the documents needed to carry out their tasks if they so request. All necessary information from personnel files must be provided to them. If their rights are not observed, if formal requirements are not complied with, or if the objectives for advancement plans for women are not adhered to, equal opportunities officers may raise an objection – with suspensive effect – vis-à-vis the agency management. The objection must be discussed once again, and a final decision made, within a period of two weeks. For more details, we refer to section 15 FrFG.

Schleswig-Holstein:

Act on Equality for Women in the Public Service (Act on Gender Equality) of 13 December 1994 (Schleswig-Holstein Gazette of Acts and Ordinances p. 562), as last amended by the Act of 11 December 2014 (Schleswig-Holstein Gazette of Acts and Ordinances p. 464)

Section 19 – Tasks and rights of equal opportunities officers in technical matters

(1) Within the context of their agency’s respective technical responsibility, equal opportunities officers are to be involved in all matters in their area of responsibility which may have an impact on equality for women. (2) Agencies are to involve equal opportunities officers at such an early stage that account can be taken of their initiatives, suggestions, concerns or other statements. Equal opportunities officers may inspect those documents which are necessary in the discharge of their duties. They are to be given the requisite information. Equal opportunities officers may take part in discussions, meetings and conferences insofar as they concern matters which may have an impact on equality for women.

Section 20 – Tasks and rights of equal opportunities officers in personnel matters

(1) Equal opportunities officers are tasked with working towards achieving equality for women, in particular compliance with this Act, in all personnel, social and organisational matters. In their dealings with one another, equal opportunities officers and employees need not go through the official channels.

(2) More specifically, equal opportunities officers are to be involved in job advertisements, recruitment, promotions and upgrades, terminations of employment and dismissals, as well as early retirements, including preparations therefor. Section 19 (2) applies mutatis mutandis. Insofar as necessary in the discharge of their duties, equal opportunities officers are also to be granted inspection of personnel files. Equal opportunities officers are entitled to take part in job interviews and selection procedures unless these are conducted by a body whose composition is regulated by law. They are entitled to vote if the personnel decision is taken by vote by a body whose composition is not regulated by law.

(3) The head of the agency must keep the equal opportunities officer informed about the employment structure within the agency, in particular in areas in which women are under-represented as defined in sections 3 to 5. Equal opportunities officers are entitled to provide employees and applicants for whose personnel matters the agency is responsible with information about its employment structure.

Section 22 – Right of objection (1) If, in the opinion of an equal opportunities officer, the agency has violated sections 3 to 8, 12 or 13, section 15 (1) or section 16, the equal opportunities officer may file an objection. She may inform employees or applicants that an objection has been filed.

(2) If the equal opportunities officer files an objection with a top-level Land authority, then the measure may only be continued upon the express instruction of the head of the agency in consultation with the Schleswig-Holstein Ministry of Social Affairs, Health, Science and Gender Equality; responsibility for the final decision lies with the competent top-level Land authority.

(3) If the equal opportunities officer in an agency in the subordinate Land administration objects to a planned personnel decision and if the head of the agency does not join the objection, a decision is to be obtained from that agency which exercises administrative supervision as the competent superior Land authority. The latter’s equal opportunities officer is to be involved. If the superior agency is a top-level Land authority, then subsection (2) applies mutatis mutandis. In the case of a three-tier administrative structure, the head of the superior agency shall obtain a decision from the top-level Land authority if he or she is not of the same opinion as the equal opportunities officer; subsection (2) applies mutatis mutandis.

(4) If the equal opportunities officer of a corporation under public law without territorial sovereignty, of a public-sector institution or foundation with legal status subject to the supervision of the Land files an objection and the head of the agency does not join the objection, then the equal opportunities officer may inform the competent supervisory authority. The supervisory authority’s equal opportunities officer is to be involved.

Thüringen:

With regard to the rights of equal opportunities officers, we refer to sections 19 to 21 of the Thuringia Act on the Equal Treatment of

Men and Women.

As for the rights of the council for judicial appointments and the prosecutors' central staff council, we would refer to section 49 of the Judiciary Act of Thuringia, which in its current version reads as follows:

(1) If the council for judicial appointments submits an opinion contradicting the measure intended by the minister responsible for the judiciary, then an oral discussion of the matter must take place between the minister or his permanent deputy and the council for judicial appointments with the aim of reaching an agreement. The agreement discussions must take place within four weeks of the opinion's receipt by the council for judicial appointments.

(2) If the oral discussion does not lead to an agreement, a decision shall be made by the minister responsible for the judiciary.

[] NAP

3.4.3 Au niveau des tribunaux/des services du ministère public

061-7. Existe-t-il, au niveau des tribunaux ou des services du ministère public une personne (par ex. un commissaire à l'égalité des chances)/institution spécialement chargée de veiller au respect de l'égalité hommes/femmes concernant l'organisation du travail judiciaire :

	Oui	Non
dans les tribunaux (juges)	(X)	()
dans les services du ministère public (procureurs)	(X)	()
pour le personnel non-juge des tribunaux	(X)	()

Commentaires - Veuillez apporter des détails sur cette personne/institution, notamment ses titres/ses fonctions : Equal Opportunity/Gender Equality Officers

061-8. La féminisation de certaines fonctions - si elle existe dans votre pays – au sein des tribunaux ou des ministère public a-t-elle conduit à des modifications concrètes dans l'organisation du travail dans les domaines suivants :

	Oui	Non
Affectation dans les différents postes	()	(X)
Répartition de la charge de travail	()	(X)
Horaires de travail	()	(X)
Modalités du télé-travail et présence dans les locaux de travail	()	(X)
Remplacement des personnes absentes	()	(X)
Organisation des audiences	()	(X)

Autres	()	(X)
--------	-----	-------

Commentaires -Si « Autres », veuillez préciser. Pouvez-vous également donner des exemples concrets dans les différentes hypothèses évoquées ? Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires.

061-9. Pour améliorer la parité dans l'accès aux différentes professions judiciaires et l'égalité dans la promotion ou dans l'accès aux fonctions de responsabilité, quelles sont, dans votre pays :

les mesures déjà mises en œuvre (veuillez préciser) : Bayern:
 Measures are continuously being implemented to improve gender equality in the public service in Bavaria. Under the Bavarian Act on Gender Equality, these measures must, for instance, be documented, updated and evaluated in Gender Equality Strategies.

Brandenburg:
 Establishment of a specific, low-threshold training program for female future executives involving mentorships.

Sachsen-Anhalt:
 Training/publications on gender equality in relation to evaluations

les mesures prévues (veuillez préciser) : NA

Commentaires - Si la situation a changé depuis l'année de référence, merci de le préciser en commentaires NA

[] NAP

061-10. Existe-t-il des études d'évaluation ou des rapports officiels concernant les principales causes d'éventuelles inégalités en matière de :

- [] Procédures de recrutement, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de président de juridiction, veuillez préciser:
- [] Nomination au poste de chef de ministère public, veuillez préciser:
- [] Procédures de promotion et l'accès aux postes de responsabilité, veuillez préciser:
- [X] Autres études, veuillez préciser: Gender Equality Reports of the Federal Government (Gleichstellungsberichte der Bundesregierung)

[] NAP

Commentaire - Veuillez préciser également les documents de référence : The Gender Equality Reports of the Federal Government are reports on the equality of men and women that are researched and compiled by an expert commission once every legislative period. So far, there are three Gender Equality Reports with different central themes:
 - the first report was issued in 2011 and focused on equality in education and professional life

- the second report was issued in 2017 and focused further on the lifetime perspectives of men and women regarding topics such as gender-pay-gap and gender-care-gap

-the third report was issued in 2021 and focused on gender quality with regard to digitalisation

3.5 Utilisation des technologies informatique dans les tribunaux

3.5.1 Politiques générales en matière de technologie informatique dans le système judiciaire

062-1. Principes de base et modèles utilisés dans la définition des politiques et stratégies relatives aux technologies informatiques

	Organisation
Politiques et stratégies informatiques	<input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Définies et coordonnées au niveau de l'unité/ partie prenante <input type="checkbox"/> Autre
Gouvernance informatique	<input type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national par une institution <input checked="" type="checkbox"/> Gouvernance au niveau national conjointement par plusieurs institutions <input type="checkbox"/> Organisées au niveau de l'unité/partie prenante <input type="checkbox"/> Autre

Commentaires

065-1. Dans le cas où il existe une structure nationale qui est en charge de la politique et de la gouvernance stratégique concernant la modernisation du système judiciaire (en s'appuyant, notamment, sur l'informatique) quelle est la composition de cette structure ?

personnels administratifs, techniques et scientifiques seulement

équipes mixtes comprenant des personnels judiciaires (juges/procureurs/etc.) et des personnels administratifs/techniques/scientifiques

autres (préciser en commentaire)

Commentaires - (veuillez préciser si d'autres approches de modernisation ont été mises en œuvre) By national structure is meant: -E-Justice-Council (E-Justice-Rat)

-Joint Commission of the Federal and States governments for the Information Technology in the Judiciary (Bund-Länder-Kommission für Informationstechnik in der Justiz)

065-2. Quel est le modèle d'organisation majoritairement retenu pour mener des projets structurels informatiques dans les tribunaux et la gestion des applications (maintenance, évolution) ?

Conduite des nouveaux projets	Gestion des applications
-------------------------------	--------------------------

Majoritairement par un service informatique avec l'appui de professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Majoritairement par les professionnels du domaine (juges, procureurs, personnel judiciaire non-juge, etc.) en association avec un service informatique interne et/ou un prestataire externe	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Autres approches (prestation externe uniquement – préciser en commentaire)	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - veuillez apporter des précisions également en cas d' « autres approches »

065-4. Avez-vous mesuré l'impact résultant de la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des composantes de votre nouveau système d'information ?

- () Oui
(X) Non

065-4-1. Si oui, avez-vous mesuré l'impact sur (multiples réponses possibles) :

- [] les processus opérationnels
 [] la charge de travail
 [] les ressources humaines
 [] les coûts
 [] autres, veuillez préciser

Commentaires (veuillez donner des exemples d'impact)

3.5.2 Sécurité du système d'information des tribunaux et protection des données à caractère personnel

065-5. Existe-t-il des audits indépendants ou autres mécanismes qui contribuent à la politique globale de sécurité concernant le système d'information judiciaire ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires (précisez notamment si des cadres nationaux de sécurité informatique existent)

065-6. Une législation assure-t-elle la protection des données à caractère personnel traitées par les tribunaux ?

- (X) Oui
() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser notamment : l'existence d'autorités spécifiquement en charge de la protection des données à caractère personnel ; l'étendue des droits conférés aux citoyens dans le cadre spécifique des logiciels utilisés par les tribunaux ; l'existence de contrôles ou de limitations par la loi en ce qui concerne le partage des bases de données traitées par les tribunaux avec d'autres administrations (police, etc.)

3.5.3 Bases de données centralisées d'aide à la décision



062-4. Existe-t-il une base de données nationale centralisée des décisions de justice (jurisprudence, etc.) ?

Oui

No

Commentaires

062-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Pour les décisions de 1ère instance	Pour les décisions de 2ème instance	Pour les décisions de 3ème instance	Lien vers la jurisprudence CEDH	Données anonymisées	Base de données de jurisprudence disponible gratuitement en ligne	Ouverture de la base de données de jurisprudence en open data
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input checked="" type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui pour tous les jugements <input type="checkbox"/> Oui pour certains jugements <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser : 3rd instance judgements as of 2010 are available free online and in open data. Link with ECHR case law is being planned.

062-6. Existe-t-il un fichier national informatisé centralisant les condamnations pénales?

Oui

Non

Commentaires

062-6-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

Mise en relation avec d'autres fichiers européens de même nature

Contenu directement consultable par voie informatique par les juges et/ou les procureurs

Contenu directement consultable à d'autres fins que pénales (matières civiles, administratives)

Commentaires - Veuillez préciser quelle est l'autorité délivrant l'accès

3.5.4 Outils d'assistance à la rédaction

062-7. Existe-t-il des outils d'aide à la rédaction dont le contenu est coordonné au niveau national ? (modèles ou bibliothèques de trames, paragraphes pré-rédigés, etc.)

Oui

Non

Commentaires – si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

062-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité
Civile et/ou commerciale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>
Pénale	<p><input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux)</p> <p><input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test)</p> <p><input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière)</p> <p><input type="checkbox"/> NA</p>

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% (tous les modèles sont disponibles pour tous les tribunaux en cette matière) <input type="checkbox"/> 50-99% (la plupart des modèles sont disponibles pour tous les tribunaux ou tous les modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux) <input type="checkbox"/> 10-49% (certains modèles sont disponibles pour la plupart des tribunaux ou la plupart des modèles sont disponibles pour certains tribunaux) <input type="checkbox"/> 1-9% (disponibles depuis peu ou en phase de test) <input type="checkbox"/> 0% (NAP) (n'existe pas du tout dans cette matière) <input type="checkbox"/> NA
-----------------------	---

062-8. Existe-t-il des outils de dictée vocale ?

Oui

Non

Commentaires

062-8-1. Si oui, veuillez apporter les précisions suivantes :

	Disponibilité d'outils de dictée simples	Disponibilité d'outils d'enregistrement multiples	Fonction de reconnaissance vocale
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> dans tous les tribunaux <input type="checkbox"/> dans la plupart des tribunaux <input checked="" type="checkbox"/> dans certains tribunaux / certaines phases pilotes <input type="checkbox"/> non disponible pour cette matière <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Essai pilote <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA

Administrative	() dans tous les tribunaux	() dans tous les tribunaux	(X) Oui
	(X) dans la plupart des tribunaux	() dans la plupart des tribunaux	() Essai pilote
	() dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	(X) dans certains tribunaux / certaines phases pilotes	() Non
	() non disponible pour cette matière	() non disponible pour cette matière	[] NA
	[] NA	[] NA	

062-9. Existe-t-il un site intranet au sein du système judiciaire pour la diffusion d'information/actualités ?

Taux de disponibilité :

- (X) 100% - accessible à tous dans le système judiciaire
- () 50-99% - accessible à la plupart des juges/procureurs dans toutes les instances
- () 10-49% - dans certains tribunaux seulement
- () 1-9% - dans un seul tribunal
- () 0% (NAP) - Pas d'accès

[] NA

Commentaires

3.5.5 Technologies utilisées pour l'administration des tribunaux et la gestion des affaires

063-1. Existe-t-il un système de gestion informatisée des procédures judiciaires (CMS) ? (logiciel utilisé pour l'enregistrement des procédures judiciaires et leur gestion)

- (X) Oui
- () Non

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser

063-1-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

Taux de déploiement	État d'avancement d'une affaire en ligne	Base de données centralisée ou interopérable	Dispositifs intégrés d'alertes préventives (pour une gestion dynamique des affaires)	Degré d'intégration/co nnection d'un CMS avec un outil statistique

Civile et/ou commerciale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux (X) Non accessible [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré (X) Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Pénale	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux (X) Non accessible [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré (X) Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP
Administrative	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	() Accessible aux parties () Publication de la décision en ligne () Les deux (X) Non accessible [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP	() Entièrement intégré, y compris BI () Intégré (X) Non intégré mais connecté () Pas du tout connecté [] NA [] NAP

Commentaires - Si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser :

063-2. Registres informatisés gérés par des tribunaux

	Taux de déploiement	Données consolidées au niveau national	Service disponible en ligne	Module statistique intégré ou connecté
Registre foncier	(X) 100% () 50-99% () 10-49% () 1-9% () 0% (NAP) [] NA	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	(X) Oui () Non [] NA [] NAP	() Oui (X) Non [] NA [] NAP

Registre du commerce	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
-----------------------------	---	--	--	--

Commentaires – Si d’autres registres sont concernés, veuillez préciser :

Pilotage budgétaire et financier

063-6. Systèmes informatisés de gestion budgétaire et financière des tribunaux

	Taux de déploiement de l’outil	Données consolidées au niveau national	Système communiquant avec d’autres ministères (des finances notamment)
Gestion budgétaire et financière des tribunaux	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Gestion des frais de justice	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input checked="" type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Autres (préciser en commentaires)	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input checked="" type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Since "Other" was answered with "NA" by most of the Länder, Tool deployment rate, consolidated data and system communicating were also answered "NA".

Information on "other" budgetary and financial management systems submitted by Baden Württemberg:

Justice budget and budget calculation, medium term fiscal planning

Deployment rate: 100%, System communicating with other ministries: yes

Autres outils d’administration des tribunaux

063-7. Outils de mesure de la charge de travail des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur (Outil permettant de quantifier l’activité des juges, procureurs et/ou personnels non-juge/ non-procureur – par exemple le nombre de dossiers traités)

Oui

Non

Commentaires

063-7-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement des outils	Données utilisées pour un pilotage au niveau national	Données utilisées pour un pilotage au niveau local	Outil intégré dans le CMS
Pour les juges	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour les procureurs	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pour le personnel non-juge/ non-procureur	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.5.6 Technologies utilisées pour la communication entre les tribunaux, les professionnels et/ou les justiciables

064-2. Existe-t-il une possibilité de saisir des tribunaux par voie électronique ? (possibilité d'introduire une affaire par voie électronique, par exemple un courrier électronique ou un formulaire sur un site internet)

Oui

Non

Commentaires

064-2-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de disponibilité	Saisine papier obligatoire en parallèle	Cadre législatif spécifique autorisant la saisine	Outil intégré/connecté dans le CMS
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - si d'autres matières sont concernées, veuillez préciser The answers to questions 64-2 and 64.2.1 also apply for judicial proceedings on regulatory offences.

064-3. Est-il possible de solliciter l'aide judiciaire par voie électronique ?

Oui

Non

Commentaires In criminal proceedings the court's decision whether the defendant is assigned a defense counsel may be issued electronically and served to the public prosecutor's office and to lawyers electronically. The defendant may be served electronically, provided he or she has expressly consented to the electronic transmission of documents (Section 37 para. 1 of the Criminal Code in conjunction with Section 174 para. 3 sentence 2 of the Code of Civil Procedure).

064-3-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Solliciter l'aide judiciaire par voie électronique
Taux de disponibilité	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA
Formalisation de la demande par voie papier obligatoire en parallèle	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Cadre législatif spécifique encadrant les demandes d'attribution d'aide judiciaire par voie électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
L'octroi de l'aide judiciaire est également électronique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Information disponible dans le CMS	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-4. Est-il possible de transmettre des convocations à un rendez-vous judiciaire ou à une

audience par voie électronique ? (un rendez-vous judiciaire désigne des phases préalables à une audience judiciaire, notamment en vue de médiation ou de conciliation)

(X) Oui

() Non

Commentaires Use of information technologies for improving the quality of the communication between courts and professionals

064-4-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Convocations générées par le CMS	Convocation papier obligatoire en parallèle	Consentement de l'utilisateur pour être avisé par voie électronique	Modalités (si autres préciser en commentaires)	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Pénale	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]
Administrative	[X]	[]	[X]	[] SMS [] Courrier électronique [X] Application informatique spécifique [] Autres	[X]

Commentaires

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-6. Existe-t-il des possibilités de communication électronique entre les tribunaux et les avocats et/ou les parties ? (envoi de fichiers électroniques et de données concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Phases du procès concernées	Modalités (si différentes selon les phases du procès ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique	Disponibilité pour
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat
Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Saisine d'une juridiction <input checked="" type="checkbox"/> Phases préparatoires à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Calendrier des audiences et/ou gestion des renvois <input checked="" type="checkbox"/> Transmission des décisions des tribunaux	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Avocats <input checked="" type="checkbox"/> Parties non représentées par un avocat

Commentaires

064-7. Modalités de communication électronique utilisées par des professionnels autres que les avocats (envoi de données électroniques concernant une procédure judiciaire avec ou sans documents numérisés, essentiellement à des fins de suppression d'échanges papiers)

	Taux de déploiement de l'outil	Modalités (si différentes selon les actes ou si autres, à préciser en commentaire)	Cadre législatif spécifique
Agents chargés de l'exécution des décisions de justice (tels que définis dans les Q169 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Notaires (tels que définis dans les Q192 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Experts (tels que définis dans les Q202 et suivantes)	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
Services de police judiciaire	<input checked="" type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Courrier électronique <input checked="" type="checkbox"/> Application informatique spécifique <input type="checkbox"/> Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui

Commentaires

064-9. Existe-t-il des systèmes de traitement en ligne de contentieux spécialisés (contentieux relatif aux petites créances, créances non contestées, phases préparatoires à la résolution d'un conflit familial, etc - veuillez préciser en commentaire) ?

Oui

Non

Commentaire : Veuillez décrire le système existant. Online processing systems are not available in criminal proceedings.

Automated processing systems are used in summary proceedings for payment orders. Section 688 paragraph 1 and 2 of the Code of Civil Procedure states for which claims the proceedings are generally admissible: Section 688

Admissibility

(1) Upon corresponding application being made by the claimant regarding a claim concerning the payment of a specific amount of money in Euros, a payment order is to be issued.

(2) No summary proceedings for a payment order may be brought:

1. For claims that an entrepreneur has under an agreement pursuant to sections 491 to 509 of the Civil Code (Bürgerliches Gesetzbuch, BGB), if the effective annual rate of interest to be provided for in accordance with section 492 (2) of the Civil Code is in excess, by more

than twelve (12) percentage points, of the base rate of interest, pursuant to section 247 of the Civil Code, applicable at the time the agreement is concluded;

2. Where the assertion of the claim is dependent on consideration, performance of which is as yet outstanding;

3. Where the payment order would have to be served by publication of a notice.

The summary proceedings for a payment order have the purpose to quicken and facilitate the enforcement of monetary claims. For a payment order to be issued by the court, claimants must submit an application. The application must amongst others include the following information: the designation of the parties, the designation of the court where the application is filed as well as the designation of the claim. After a summary examination of the application, the court issues an order for payment and sends it out to the respondent. The respondent may lodge an opposition in writing against the claim or a part thereof in which case the summary proceedings for a payment order end and both parties can apply for court proceedings. Should the respondent not object within two weeks, the court issues a writ of execution at the claimants' request. The respondent may file a protest against the writ of execution. Should a protest be filed, the court delivering the writ of execution shall transfer the dispute to the court that has been designated.

In the event of automatic processing systems being used, Sections 703b and 703c of the Code of Civil Procedure regulate special provisions that guide the automatic processing of the petition. Section 703b

Special regulations for automatic processing

(1) In the event of automatic processing systems being used, orders, rulings, execution copies, and court certificates of enforceability will be furnished with the court seal; no signature is required.

(2) The Federal Minister of Justice is authorised to provide for the course of proceedings such provision being subject to approval by the Bundesrat and being made by statutory instrument, insofar as this is required to ensure uniform automatic processing of the summary proceedings for a payment order (progress schedule for the proceedings).

Section 703c

Forms; introduction of automatic processing

(1) The Federal Minister of Justice is authorised to introduce forms in the interests of simplifying the summary proceedings for a payment order and in order to protect the party being laid claim to, such forms being subject to approval by the Bundesrat and being made by statutory instrument. Different forms may be introduced for:

1. Summary proceedings for a payment order performed by courts using automatic processing systems;

2. Summary proceedings for a payment order performed by courts that do not use automatic processing systems;

3. Summary proceedings for a payment order in which the payment order is to be served abroad;

4. Summary proceedings for a payment order in which the payment order is to be served in accordance with Article 32 of the Supplementary Agreement amending the NATO Status of Forces Agreement of 3 August 1959 (published in the Federal Law Gazette (Bundesgesetzblatt, BGBl.) 1961 II page 1183, citation on page 1218).

(2) Insofar as forms have been introduced pursuant to subsection (1) for petitions and declarations filed by the parties, the parties to the dispute must use them.

(3) The Land governments shall determine the point in time, by statutory instrument, at which the automatic processing system for the summary proceedings for a payment order is to be introduced at any given local court (Amtsgericht, AG); they may confer the authorisation upon the Land departments of justice by statutory instrument

Utilisation des technologies de l'information pour améliorer la qualité des communications entre les tribunaux et les professionnels

064-10. Vidéoconférence entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers (concerne l'utilisation de dispositifs audiovisuels dans le cadre de procédures judiciaires tels que pour l'audition des parties, etc.).

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-10-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes et de décrire en commentaires de cette rubrique les cas d'usage concrets de la vidéoconférence et les bénéfices attendus (par

exemple, utilisation de ce dispositif afin de réduire le nombre de transferts de détenus vers le tribunal) :

	Taux de déploiement	Phase de procédure	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input checked="" type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> Préalable à l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Durant l'audience <input checked="" type="checkbox"/> Postérieurement à l'audience	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires Videoconferences are supposed to facilitate the proceedings for all parties, regarding time and travel. Parties can request participation via videoconference while the court may also mandate a videoconference. They can be held in accordance with Section 128a of the Code of Civil Procedure:

(1) The court may permit the parties, their attorneys-in-fact, and advisers, upon their filing a corresponding application or ex officio, to stay at another location in the course of a hearing for oral argument, and to take actions in the proceedings from there. In this event, the images and sound of the hearing shall be broadcast in real time to this location and to the courtroom. (2) The court may permit a witness, an expert, or a party to the dispute, upon a corresponding application having been filed, to stay at another location in the course of an examination. The images and sound of the examination shall be broadcast in real time to this location and to the courtroom. Should permission have been granted, pursuant to subsection (1), first sentence, for parties, attorneys-in-fact and advisers to stay at a different location, the images and sound of the examination shall be broadcast also to that location.

(3) The broadcast images and sound will not be recorded. Decisions given pursuant to subsection (1), first sentence, and subsection (2), first sentence, are incontestable.

There are appropriate legal regulations in Section 102a of the Code of Administrative Court Procedure for judicial administrative proceedings. Criminal Cases:

Videoconferencing may be used in the investigation stage for examinations of the defendant and witnesses [Sections 58a, 58b and 136 (6) of the Criminal Procedure Code]. In cases of possible pretrial detention the oral hearing for the review of detention may be conducted via videoconferencing if the defendant has waived the right to be present at the hearing or unless great distance or sickness of the defendant or other insurmountable obstacles prevent his being brought to the hearing [Section 118a (2) of the Criminal Procedure Code].

During the main trial it may be used for examinations of experts and of certain witnesses [Sections 247 (1) and 247a of the Criminal Procedure Code] as well as of interpreters [Section 185 (1a) of the Criminal Procedure Code].

If the defendant is released from the obligation to appear at the main hearing the court may conduct the examination of the defendant on the charges outside the main hearing via videoconferencing [Section 233 (1) of the Criminal Procedure Code].

The court may conduct certain oral hearings of the convicted person prior to certain decisions on the execution of a sentence [Section 462 (2) of the Criminal Procedure Code] via videoconferencing. The same applies to hearings prior to court decisions on measures regulating individual matters in the field of execution of imprisonment or of execution of measures of reform and prevention involving deprivation of liberty [Section 115 (1a) of the Federal Prison Act].

064-11. Enregistrement d'auditions ou de débats (enregistrement sonore ou audiovisuel en phase d'instruction et/ou de jugement)

(X) Oui

() Non

Commentaires

064-11-1. Si oui, merci de préciser les informations suivantes :

	Taux de déploiement	Type d'enregistrement	Cadre législatif spécifique
Civile et/ou commerciale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Pénale	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Administrative	<input type="checkbox"/> 100% <input type="checkbox"/> 50-99% <input type="checkbox"/> 10-49% <input checked="" type="checkbox"/> 1-9% <input type="checkbox"/> 0% (NAP) <input type="checkbox"/> NA	<input type="checkbox"/> Sonore <input type="checkbox"/> Vidéo <input checked="" type="checkbox"/> Les deux <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

064-12. La preuve électronique est-elle admissible ?

	Admissibilité de la preuve électronique	Cadre législatif
Civile et/ou commerciale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NA
Pénale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> De droit commun seulement <input type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NA

Administrative	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> De droit commun seulement <input checked="" type="checkbox"/> De droit commun et spécialisé <input type="checkbox"/> De droit spécialisé seulement <input type="checkbox"/> NAP
----------------	---	---

Commentaires - Autres dispositifs de communication électronique entre les tribunaux, les professionnels et/ou les usagers Criminal: To the utilisation of electronic evidence and to blockchain technologies the general rules on the admissibility of evidence apply

3.6. Performance et évaluation

3.6.1 Politiques nationales déclinées dans les tribunaux / les services du ministère public

066. Existe-t-il des normes de qualité définies pour le système judiciaire au niveau national (existe-t-il un système de qualité et/ou une politique de qualité de la justice) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

067. Existe-t-il des personnels spécialisés responsables de la mise en œuvre de ces normes de qualité élaborées au niveau national?

	Oui / Non
dans les tribunaux	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
dans les services du ministère public	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires Due to judicial independence, there are no national level quality standards.

3.6.2 Objectifs de performance et de qualité au niveau des tribunaux / des services du ministère public

077. Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- Oui
 Non

Commentaires

078. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les tribunaux :

- nombre de nouvelles affaires
 durée des procédures (délais)

- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux
- satisfaction du personnel des tribunaux
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- coûts des procédures judiciaires
- nombre de recours
- taux de recours
- clearance rate
- disposition time
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Scarcely half of the Länder answered that quality indicators have been defined for backlogs, a few reported that quality indicators for costs, number of appeals, appeal ratio, clearance rate or disposition time have also been defined.

077-1. Concernant l'activité des services du ministère public, avez-vous défini des indicateurs de performance et de qualité ?

- Oui
- Non

Commentaires

078-1. Si oui, veuillez préciser les principaux indicateurs de performance et de qualité qui ont été définis pour les services du ministère public:

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des procureurs et des personnels des ministères publics
- satisfaction du personnel des services du ministère public
- satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les ministères publics)
- coûts des procédures judiciaires
- clearance rate
- disposition time
- pourcentage de condamnations et d'acquittements
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires Just over half of the Länder answered that quality indicators have been defined for backlogs, a few reported that quality indicators for satisfaction of users, costs, clearance rate or disposition time have also been defined.

073. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des tribunaux basé principalement sur les indicateurs définis?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

073-0. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence:

- () Annuelle
() Moins fréquente
() Plus fréquente

Commentaires - Si « Moins fréquente » ou « Plus fréquente », veuillez préciser :

073-1. Cette évaluation de l'activité du tribunal est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein de ce tribunal ?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

073-2. Si oui, quelles mesures sont prises?

- [] Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
[] Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
[] Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

073-3. Existe-t-il un système d'évaluation régulière de la performance des services du ministère public basé principalement sur les indicateurs définis?

- () Oui
(X) Non

Commentaires

073-4. Si oui, veuillez préciser à quelle fréquence ?

- () Annuelle
() Moins fréquente
() Plus fréquente

Commentaires - Si l'évaluation est «moins fréquente » ou «plus fréquente », veuillez préciser :

073-5. Cette évaluation de l'activité des services du ministère public est-elle utilisée pour l'allocation ultérieure des ressources au sein des services du ministère public ?

- () Oui

(X) Non

Commentaires

073-6. Si oui, quelles mesures sont prises?

- Identification des causes de l'amélioration ou de la détérioration de la performance
- Réaffectation des ressources (ressources humaines/financières en fonction de la performance)
- Réorganisation des procédures internes pour accroître l'efficacité
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

=

079. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des tribunaux (réponses multiples possible) ?

- Conseil Supérieure de la Magistrature
- Ministère de la Justice
- Organe d'inspection
- Cour Suprême
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

079-1. Quelle est l'autorité chargée d'évaluer la performance des services du ministère public (réponses multiples possible) ?

- Conseil supérieur des procureurs
- Ministère de la Justice
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général /Procureur de la République
- Organe d'audit externe
- Autre (veuillez préciser) :

Commentaires

3.6.3 Mesure de l'activité des tribunaux / des services du ministère public

070. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des tribunaux (performance et qualité) :

- nombre de nouvelles affaires
- durée des procédures (délais)
- nombre d'affaires terminées
- nombre d'affaires pendantes
- stocks d'affaires
- productivité des juges et des personnels des tribunaux

satisfaction du personnel des tribunaux

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)

coûts des procédures judiciaires

nombre de recours

taux de recours

clearance rate

disposition time

autre (veuillez préciser) : statistics on the nature of resolution (e.g. in civil cases: dealt with by contentious judgment/by acknowledgement/by settlement, etc.), number of main-trial days, participation of interpreters and experts

Commentaires The monitoring activities mentioned unter "other" were reported only by some of the Länder.

070-1. Existe-t-il un système de suivi régulier des activités des services du ministère public (performance et qualité) :

nombre de nouvelles affaires

durée des procédures (délais)

nombre d'affaires terminées

nombre d'affaires pendantes

stocks d'affaires

productivité des procureurs et des personnels des ministères publics

satisfaction du personnel des services du ministère public

satisfaction des usagers (au regard des services rendus par le ministère public)

coûts des procédures judiciaires

clearance rate

disposition time

pourcentage de condamnations et d'acquittements

autre (veuillez préciser) :

Commentaires A few Länder answered that they have also been monitoring productivity and costs.

071. Existe-t-il un mécanisme permettant de suivre le nombre d'affaires pendantes et les affaires qui ne sont pas traitées dans un délai raisonnable (arriéré):

en matière civile

en matière pénale

en matière administrative

Commentaires The majority, but not all of the Länder have reported to monitor pending cases and backlogs.

072. Existe-t-il un mécanisme permettant de surveiller les temps morts durant les procédures judiciaires ?

Oui (Si oui, veuillez préciser)	Non
---------------------------------	-----

dans les tribunaux	()	(X)
dans les services du ministère public	()	(X)

Commentaires

3.6.4 Information sur l'activité des tribunaux / des services du ministère public

080. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux ?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Statistical Office, Wiesbaden (www.destatis.de), rechtspflegestatistik@destatis.de

() Non

Commentaires Federal Statistical Office, Wiesbaden (www.destatis.de), rechtspflegestatistik@destatis.de

080-1. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque tribunal sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

080-2. Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des services du ministère public?

(X) Oui (veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution) :Federal Statistical Office, Wiesbaden (www.destatis.de), rechtspflegestatistik@destatis.de

() Non

Commentaires Federal Statistical Office, Wiesbaden (www.destatis.de), rechtspflegestatistik@destatis.de

080-3. Les statistiques sur le fonctionnement de chaque service du ministère public sont-elles publiées ?

(X) Oui, sur internet

() Non, seulement en interne (sur un site intranet)

() Non

Commentaires

=

081. Les tribunaux individuels doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple le nombre d'affaires terminées, d'affaires pendantes, le nombre de juges et de personnels administratifs, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

() Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) : Bayern:
Finance Courts and administrative courts are required to prepare an activity report

081-1. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-2. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

=

081-3. Les services du ministère public doivent-ils établir un rapport annuel d'activités (qui présente par exemple des données sur le nombre d'affaires entrantes, le nombre de décisions, le nombre de procureurs et de personnel administratif, les objectifs à atteindre et une évaluation de l'activité) ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, veuillez décrire le contenu du rapport et son public (c'est-à-dire à qui le rapport est-il destiné) :

081-4. Si oui, veuillez préciser sous quelle forme ce rapport est diffusé:

- Internet
 Intranet
 Diffusion papier

Commentaires

081-5. Si oui, veuillez préciser la fréquence à laquelle le rapport est diffusé :

- Annuelle
 Moins fréquente
 Plus fréquente

Commentaires

3.6.5 Administration des tribunaux

082. Existe-t-il une structure ou des processus de concertation entre le ministère public et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les

juridictions (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes, choix des modes simplifiés de poursuites....) ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

082-1. Existe-t-il en général une structure ou des processus de concertation entre les avocats et les tribunaux à propos de la manière dont les affaires sont présentées et organisées devant les juridictions en matière non pénale (par exemple organisation, nombre et calendrier des audiences, permanences pour les affaires urgentes).

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

3.6.6 Performance et évaluation des juges et des procureurs

083. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque juge (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

Oui

Non

Commentaires

083-1. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque juge :

Pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)

Pouvoir législatif

Pouvoir judiciaire (par exemple le Conseil supérieur de la magistrature, la Cour suprême)

Président de la juridiction

Autre (veuillez préciser) :

NAP

Commentaires There are no quantitative performance targets for each judge

114. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du juge ?

Oui

Non

Commentaires Eventhough the majority of Länder reported that they have no system of qualitative assessment in place, a few reported that they do.

114-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

Annuelle

Moins fréquente

() Plus fréquente

=

083-2. Existe-t-il des objectifs quantitatifs de performance définis pour chaque procureur (par exemple le nombre d'affaires résolues en un mois ou une année) ?

() Oui

(X) Non

Commentaires

083-3. Veuillez préciser qui fixe les objectifs individuels pour chaque procureur :

[] Pouvoir exécutif (par exemple Ministère de la Justice)

[] Procureur général /Procureur de la République

[] Conseil supérieur des procureurs

[] Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

[] Autre (veuillez préciser) :

[X] NAP

Commentaires There are no quantitative performance targets for each public prosecutor

120. Existe-t-il un système d'évaluation individuelle qualitative de l'activité professionnelle du procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

120-1. Si oui, veuillez préciser la fréquence de cette évaluation :

() Annuelle

(X) Moins fréquente

() Plus fréquente

Commentaires

C4. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data are based on information of the Bund and the Länder.

4.Procès équitable

4.1.Principes

4.1.1Principes du procès équitable

084. Pourcentage de jugements par défaut de première instance en matière pénale (affaires dans lesquelles le suspect n'est ni présent ni représenté par un avocat durant l'audience) ?

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires - Veuillez indiquer la méthode de calcul utilisée :

085. Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Veuillez brièvement préciser:

085-1. i oui, quel est le ratio entre le nombre total de procédures de récusation initiées et le nombre de récusations qui ont été prononcées (au cours de l'année de référence) ?

[]

[X] NA

Commentaires

086. Existe-t-il dans votre pays un système de suivi des violations relatives à l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme ?

[X] Pour les procédures civiles (non-exécution)

[X] Pour les procédures civiles (durée)

[X] Pour les procédures pénales (durée)

[] NAP

Commentaires - Veuillez préciser quelles sont les modalités de ce dispositif de suivi (information sur les violations constatées par la Cour européenne des droits de l'homme au niveau de l'Etat / au niveau des tribunaux ; mise en place de dispositifs internes pour prévenir d'autres violations (similaires) et s'il permet de mesurer une évolution des violations constatées) :

086-1. Existe-t-il dans votre pays une possibilité de réexamen de l'affaire après un constat de violation de la Convention européenne des droits de l'homme par la Cour Européenne des droits de l'homme ?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires

D1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The procedure of effectively refusing a judge is regulated in sections 41 to 49 ZPO. Other rules of procedure refer to these provisions (e.g. section 6 (1) sentence 1 FamFG, section 54 (1) VwGO)

Question 85: For criminal cases Sections 24, 25, 26 of the Criminal Procedure Code provide the procedure for challenging a judge.

4.2. Durée des procédures

4.2.1 Informations générales

087. Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile
- en matière pénale
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure spécifique pour les affaires urgentes

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil matters:

e.g. arrest and injunction in accordance with sections 916 to 945 of the Code of Civil Procedure (see general comments)

Family matters:

The procedure of Interlocutory Orders; regulated in Sections 49 to 57 FamFG.

Administrative cases:

Emergency rulings in the injunction proceedings

088. Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges)
- en matière pénale (infractions mineures)
- en matière administrative
- Il n'y a pas de procédure simplifiée

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Civil matters:

Proceedings in accordance with section 495a of the Code of Civil Procedure with a value at dispute of up to € 600 (see general comments)

Proceedings for small claims in accordance with Regulation (EC) No 861/2007.

Family cases: According to § 249 ff. FamFG upon application, maintenance for a minor child who does not live together in one household with the parent against whom the claim of maintenance is asserted may be established through a simplified proceeding to the extent the maintenance prior to consideration of payments pursuant to section 1612b or section 1612c of the Civil Code does not exceed 1.2 times the minimum maintenance pursuant to section 1612a (1) of the Civil Code.

Criminal cases:

Proceedings with penal orders (see general comments)

Administrative cases:

The court can rule by court order without an oral hearing if the case does not show any particular difficulties and the facts are clarified (section 84 of the Code of Administrative Court Procedure - see general comments).

088-1. Pour ces procédures simplifiées, les juges peuvent-ils rendre des jugements oralement, accompagnés du dispositif écrit, et sans la motivation complète du jugement ?

- affaires civiles
- affaires pénales
- affaires administratives

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

089. Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais accordés aux avocats pour soumettre leurs conclusions et des dates d'audience) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :



4.2.2 Gestion des flux d'affaires – première instance

091. Tribunaux de 1ère instance : nombre total d'affaires "autres que pénales"

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	753 054 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 219 203 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 196 562 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	776 359 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 299 376 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 550 420 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	1 806 827 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	140 297 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	89 367 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 861 202 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	806 128 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	582 323 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	640 706 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	748 038 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	453 757 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	933 856 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	942 192 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	450 720 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires There is no special reason explaining the slight decrease in the number of incoming administrative law cases.

092. Si les tribunaux traitent des "affaires civiles (et commerciales) non contentieuses", veuillez indiquer les catégories incluses :

. NAP

093. Si "autres affaires", veuillez indiquer les catégories incluses :

- . -Local Court family cases
- guardianship and curator cases at the family court
- custodianship cases
- curator cases at the custodianship court
- proceedings regarding judgments and orders at the labour court

094. Tribunaux de 1ère instance : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1ère instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 166 493 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	247 214 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	640 143 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	628 662 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	258 492 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

2. Infractions mineures	109 040 [] NA [] NAP	390 866 [] NA [] NAP	381 932 [] NA [] NAP	117 953 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	155 899 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser :

4.2.3 Gestion des flux d'affaires – seconde instance



097. Tribunaux de 2ème instance (appel) : Nombre d'affaires « autres que pénales »

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	84 306 [] NA [] NAP	108 810 [] NA [] NAP	111 956 [] NA [] NAP	81 223 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires administratives	58 217 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	45 059 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	48 058 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	55 197 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autres affaires	19 483 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 385 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 418 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 826 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser. family cases at Higher Regional Courts, appeal and complaint proceedings at Regional Labour Courts

098. Tribunaux de 2ème instance (appel) : nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 2ème instance
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	58 412 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Infractions graves	20 987 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	45 005 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	45 169 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	20 807 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Infractions mineures	1 614 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	12 760 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	13 118 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 246 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Autres affaires	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	125 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez indiquer les catégories d'affaires reportées dans la catégorie « infractions graves » et les affaires reportées dans la catégorie « infractions mineures ». Si « autres affaires », veuillez préciser. complaints in regulatory fining proceedings at the Higher Regional Courts (according to Section 80 of the Act on Regulatory Offences), objections in regulatory fining proceedings according to the Competition Act

4.2.4 Gestion des flux d'affaires – Cour suprême

099. Cour suprême : nombre d'affaires « autres que pénales »



	Affaires pendants au 1 ^{er} janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires "autres que pénales" (1 + 2 + 3 + 4)	9 292 [] NA [] NAP	14 472 [] NA [] NAP	14 413 [] NA [] NAP	9 351 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles (et commerciales) contentieuses (dont les affaires contentieuses relatives à l'exécution, si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires non contentieuses (2.1+2.2+2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.1. Affaires civiles (et commerciales) générales non contentieuses, par exemple des créances incontestées, de requêtes en changement de nom, les affaires non contentieuses relatives à l'exécution etc. (si possible sans les affaires administratives, v. catégorie 3 ; sans les affaires non contentieuses relatives à un registre et/ou autres affaires, v. catégories 2.2 et 2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2. Affaires liées aux registres (2.2.1+2.2.2+2.2.3)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.1. Affaires non contentieuses relatives au registre foncier	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.2. Affaires non contentieuses relatives au registre du commerce	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.2.3. Autres affaires liées aux registres	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2.3. Autres affaires non contentieuses	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	3 649 [] NA [] NAP	5 729 [] NA [] NAP	6 086 [] NA [] NAP	3 292 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

4. Autres affaires	1 231 [] NA [] NAP	1 938 [] NA [] NAP	2 173 [] NA [] NAP	995 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
---------------------------	----------------------------	----------------------------	----------------------------	--------------------------	---------------------

Commentaires - Si « autres affaires », veuillez préciser.

099-1. Existe-t-il une procédure d'irrecevabilité manifeste au niveau de la Cour suprême?

(X) Oui, veuillez indiquer le nombre d'affaires classées par cette procédure NA

() Non

Commentaires number of cases are not available

100. Cour suprême: nombre d'affaires pénales.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Nouvelles affaires	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant la Cour suprême
Nombre total d'affaires pénales (1+2+3)	784 [] NA [] NAP	2 984 [] NA [] NAP	3 110 [] NA [] NAP	658 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Infractions graves	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Infractions mineures	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Autres affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Si vous ne pouvez pas faire la distinction entre les infractions mineures et les infractions graves (selon les définitions de la CEPEJ), veuillez apporter des précisions sur les affaires reportées dans ces catégories. Si « Autres affaires pénales », veuillez préciser : It is not possible to differentiate between "severe criminal cases" and "minor criminal cases" (NA). The total number of cases means the number of appeals on points of law, including referrals and regulatory offences pursuant to the Act on Regulatory Offences (OWiG) as well as regulatory offences pursuant to the Act Against Restraints of Competition (GWB) and the Energy Act (EnBW) before the criminal panels (including antitrust panel).

4.2.5 Gestion des flux d'affaires et durées – affaires spécifiques

101. Nombre d'affaires contentieuses spécifiques reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance.

	Affaires pendants au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendants au 31 décembre année de réf.	Affaires pendants depuis plus de 2 ans
Divorce contentieux	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	163 435 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Licenciement	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	198 766 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Faillite	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	92 999 <input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	250 154 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Vol avec violence	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	5 078 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Homicide volontaire	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	761 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Business insolvencies: due to the Corona crisis, the duty to file an insolvency petition was suspended until 31 December 2020; Consumer insolvencies: in the last quarter of 2020 a new law on the discharge of residual debt was passed. The new law aims to facilitate a financial restart after an insolvency proceeding: it is possible that a number of consumers decided to file for insolvency at a later point in anticipation of the new law.



=

101-0. Nombre de procédures/ affaires relatives aux demandeurs d'asile et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers.

	Affaires pendantes au 1er janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans
Procédures non-juridictionnelles relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	122 170 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	145 071 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	52 056 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Procédures non-juridictionnelles relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951)	178 779 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	84 701 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	124 336 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	139 195 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
Affaires relatives au droit de l'entrée et du séjour des étrangers	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	19 063 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires Court cases relating to asylum seekers: There was an exceptionally high number of asylum applications during the years of 2015 and 2016 (745 545 applications in 2016 compared to 122 170 applications in 2020), resulting also in an increase of court cases relating to asylum seekers, especially in 2016 and 2017. The number of asylum applications and court cases relating to asylum seekers has been decreasing ever since.

101-1. Pouvez-vous décrire succinctement le dispositif de votre pays traitant des recours relatifs aux demandeurs d'asile (statut de réfugié en application de la Convention de Genève de 1951) et au droit de l'entrée et du séjour des étrangers :

. Asylum seekers can avail themselves of judicial protection against a notice of rejection from the public authorities, both in proceedings on the merits and, if necessary, in proceedings for provisional court relief (interim relief): They can bring an action before the Administrative Court (first instance) in proceedings on the merits. Judgments by the Administrative Court in asylum cases that dismiss an action as manifestly inadmissible or manifestly unfounded are incontestable (section 78 subsection (1), first and second sentences, of the Asylum Act [Asylgesetz, AsylG]). To contest other judgments by the Administrative Court, it is possible to file a request for appeal to the Administrative Court, pursuant to section 78 subsection (2) and subsection (4), first sentence, AsylG. The request is decided on by the Higher Administrative Court (second instance) in a court order (section 78 subsection (5), first sentence, AsylG). If such a request is rejected by the Higher Administrative Court, the judgment handed down by the Administrative Court is final (section 78 subsection (5), second sentence, AsylG). If the Higher Administrative Court grants the request for appeal, the application procedure is continued in the form of appellate proceedings before the Higher Administrative Court (section 78 subsection (5), third sentence, AsylG). To contest an appellate judgment by a Higher Administrative Court, an appeal on points of law may be filed to the Federal Administrative Court (supreme federal court, third instance) – if this has been admitted by the Higher Administrative Court, or by the Federal Administrative Court in response to a complaint against non-admission (section 132 subsection (1) of the Code of Administrative Court Procedure, [Verwaltungsgerichtsordnung, VwGO]). First-instance judgments of the Administrative Court in asylum cases may be contested (with the exception of qualified dismissals of actions within the meaning of section 78 subsection (1) AsylG) by filing an appeal on points of law in lieu of an appeal on facts and law" [Sprungrevision] with the Federal Administrative Court in accordance with section 134 VwGO. A requirement for this is that the appeal on points of law in lieu of an appeal on facts and law" is admitted by the Administrative Court in the judgment or on request by order, and that the plaintiff and defendant agree to the submission in writing.

In certain cases, in particular where an asylum application has been rejected as inadmissible or manifestly unfounded, the action before the Administrative Court does not have a suspensive effect; the asylum seeker bringing the action is still enforceably required to leave the Federal territory. In such cases, the asylum seeker can request the Administrative Court to grant interim relief in the form of an order recognising the suspensive effect of the action, in accordance with section 80 subsection (5) VwGO (cf. section 36 subsection (3), first sentence, AsylG, section 34a subsection (2), first sentence, AsylG). The Administrative Court decides on the request by order. Until the Administrative Court has reached its decision, the applicant may not be deported (cf. section 36 subsection (3), eighth sentence, AsylG and section 34a subsection (2), second sentence, AsylG). In certain cases, interim relief is governed by section 123 VwGO (for example in inadmissible follow-up asylum proceedings where no new deportation decision is issued). No ordinary legal remedy is available against a decision by the Administrative Court in summary proceedings (cf. section 80 AsylG). Administrative court proceedings relating to (general) law concerning foreigners are governed primarily – in the main case and in interim relief – by the general provisions of the VwGO: If a foreigner wishes to contest a measure by the foreigners authority (for example an order terminating residence), he may bring an action before the Administrative Court. If the measure taken by the authority is an administrative act (such as an expulsion pursuant to section 53 of the Residence Act [Aufenthaltsgesetz]), then as a rule (administrative) appeal proceedings must be conducted before the action is brought, provided this is not ruled out by (Land) statute (cf. section 68 subsection (1) VwGO). To contest the Administrative Court's judgment, an appeal on fact and law may be filed to the Higher Administrative Court, if such an appeal is admitted by the Administrative Court in its judgment or by the Higher Administrative Court on application (see section 124 subsection (1) VwGO). To contest an appellate judgment by the Higher Administrative Court, an appeal on points of law only may be filed to the Federal Administrative Court (under the preconditions enumerated in section 132 VwGO), if the Higher Administrative Court, or the Federal Administrative Court in response to a complaint against non-admission, has admitted it (section 132 subsection (1) VwGO). Judgments of the Administrative Court may be contested in an "immediate appeal on law in lieu of an appeal on facts and law" to the Federal Administrative Court, if this is agreed upon in writing by the claimant and the defendant, and admitted by the Administrative Court (section 134 subsection (1) VwGO). If necessary, interim court relief may be available on request in accordance with sections 80, 123 VwGO.

	Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier année de réf.	Affaires nouvelles	Affaires terminées	Affaires pendantes au 31 décembre année de réf.	Affaires pendantes depuis plus de 2 ans à compter de la date à laquelle l'affaire est portée devant les tribunaux de 1 ^{ère} instance
Abus sexuels d'enfants	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	2 662 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Pornographie infantine	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	3 215 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez expliquer les définitions juridiques de ces catégories d'infractions dans votre système : see General Comment
The following criminal offences listed in the General Comment are not included in the figures above, because they were introduced to the German Criminal Code in 2021:

- section 176b
- section 176e
- section 184l

The figures listed above include offences according to former section 184d Criminal Code (Making pornographic content available through broadcasting or telemedia services; accessing child or youth pornographic content via telemedia). The provision was cancelled in November 2020, transferring its contents regarding child and youth pornography to sections 184b and 184c Criminal Code.

102. Pourcentage des décisions ayant fait objet d'un appel, durée moyenne des procédures et pourcentage d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans pour toutes les instances, concernant des affaires contentieuses spécifiques. La durée moyenne des procédures est calculée à partir de l'introduction du recours jusqu'au prononcé du jugement, sans tenir compte de la phase d'instruction en matière pénale, ainsi que de la phase d'exécution.

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	Durée moyenne en 1 ^{ère} instance (en jours)	Durée moyenne en 2 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne en 3 ^{ème} instance (en jours)	Durée moyenne de la procédure complète (en jours)	% d'affaires pendantes depuis plus de 3 ans, pour toutes les instances
Affaires civiles et commerciales contentieuses	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 9 [] NA [] NAP	208 [] NA [] NAP	262 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Divorce contentieux	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 2 [] NA [] NAP	307 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	_____ Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Licenciemment	Valeur numérique maximale autorisée : 100 3 [] NA [] NAP	85 [] NA [] NAP	237 [] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Faillite	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Vol avec violence	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP
Homicide volontaire	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	Valeur numérique maximale autorisée : 100 [X] NA [] NAP

Commentaires

103. Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce (contentieux et non contentieux) :

. The family court has exclusive jurisdiction for marriage cases and other family cases. The family court is a department of the Local Court.

Anyone wishing to bring a marriage case to court, that is anyone wishing to divorce, must be represented by a lawyer. Also the respondent needs representation by lawyer if motions are to be lodged. As a rule, the spouses are to pay half the court costs of the divorce case and the ancillary cases; plus, each spouse pays their own legal costs.

It is possible to apply for legal aid. Spouses wishing to divorce can reduce the costs of the proceedings by the respondent agreeing to the divorce for the record of the court registry or in the oral hearing without appointing a lawyer.

The family court deliberates on the divorce application and the ancillary cases to the divorce made pending in good time together, and also rules on them as a matter of principle at the same time (comprehensive divorce proceedings). The divorce is hence as a rule not to be issued until clarity has been reached regarding all the ancillary cases. The purpose of the comprehensive divorce proceedings is to ensure for those concerned that nothing remains unresolved or uncertain after the divorce. The advantage of this is that those concerned are informed of all the consequences entailed by the divorce, particularly of the economic consequences. This is particularly significant for the economically weaker spouse, given that their rights are to be safeguarded before the divorce is granted. By virtue of the fact that all proceedings are placed in the hands of one single judge and dealt with at the same time, the family court also obtains a more profound insight into the situation of the marriage and the family and is able to help to bring about proper, coordinated rulings. Aspects that are deliberated on and ruled on by the family court in the comprehensive divorce proceedings include: pension settlement cases, maintenance cases, spousal home and budget cases, as well as property cases and parent-and-child cases.

In order to agree on an arrangement covering only the ancillary effects of the divorce, mediation proceedings offer an alternative to court proceedings. Mediation seeks to reach an agreed resolution of the conflict over ancillary matters with the aid of a neutral person who is not called on to make a decision – the mediator. Mediation is particularly well suited to take into account the situation and

interests of the persons concerned, because their autonomy plays a more central role in mediation proceedings than it does in court proceedings. A mediation proceeding may therefore lead to results which are more readily accepted, and is generally a more sustainable option. Results can include, for example, contractual agreements on maintenance, assets, property, on parental responsibility or on access to the children. In divorce proceedings, the court can order that the spouses attend, either individually or together, an information meeting, free of charge, about mediation or another possible form of extra-judicial conflict resolution for pending ancillary matters with a person or provider designated by the court, and that they submit confirmation of their attendance. If such a meeting leads to a mediation proceeding, the court proceeding will be interrupted. If the attempt to reach a friendly settlement is made by a judge designated for that purpose and having no decision-making power in the matter (conciliation judge), he or she can apply all methods of conflict resolution including mediation. The divorce itself cannot be the subject of a conciliation hearing, because the granting of a divorce is subject to requirements that cannot be fulfilled by the parties themselves.

104. Comment est calculée la durée moyenne des procédures pour les six catégories d'affaires de la question 102? Veuillez décrire la méthode de calcul.

. The judicial business statistics include in each case the day of the receipt of the proceedings and the date on which they are dealt with, recorded in the DD.MM.YYYY format.

On the basis of this information, the duration of the proceedings is calculated as follows:

duration of proceedings = 1 + [date on which processed (number of days + (number of months * 30) + (year * 360))] - [date of receipt (number of days + (number of months * 30) + (year * 360))]

4.2.6 Gestion des flux d'affaires – ministère public

105. Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles) :

[X] diriger ou superviser l'enquête policière

[X] mener des enquêtes

[X] quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes

[X] porter une accusation

[X] soumettre l'affaire au tribunal

[X] proposer une peine au juge

[X] faire appel

[X] superviser la procédure d'exécution

[X] classer l'affaire sans suite, sans avoir besoin d'obtenir une décision d'un juge (observer la cohérence avec la question 36 !)

[X] clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

[X] autres attributions significatives (veuillez préciser) : Other: to conduct or supervise police investigation; to conduct investigations •to conduct investigations: Unless otherwise provided by law (for instance in accordance with section 153 and section 153a of the Code of Criminal Procedure), the public prosecution office is obliged to intervene with regard to all prosecutable criminal offences provided that there are sufficient factual indications (section 152 (2) of the Code of Criminal Procedure). As soon as the public prosecution office

receives knowledge of a criminal offence through a criminal information or by other means, it must investigate the facts for its decision on whether public charges are to be preferred (section 160 (1) of the Code of Criminal Procedure). To this end, the public prosecution office is entitled to demand information from all authorities and to carry out investigations of any kind, either itself or to have them performed by the authorities and officers of the police service unless other statutory provisions particularly regulate their powers. The public prosecutor shall ascertain not only incriminating but also exonerating circumstances, and shall ensure that evidence, the loss of which is to be feared, is taken (section 160 (2) of the Code of Criminal Procedure).

- to conduct or supervise police investigation: The authorities and officers of the police service are obliged to comply with requests or applications from the public prosecution office, and in this case are entitled to obtain information from all authorities (section 161 (1) of the Code of Criminal Procedure).
- when necessary, to request investigation measures from the judge: If the public prosecution office considers it to be necessary for the court to carry out investigation measures, it makes an application prior to lodging of the public charge to the Local Court in the district in which it or its branch office making the application is located. If, additionally, it considers it to be necessary to issue an arrest or custody order, it can, regardless of section 125 and section 126a, lodge such a motion with the court referred to in sentence 1 (section 162 (1) sentences 1 and 2 of the Code of Criminal Procedure). After preferment of public charges, the court seized of the matter shall be the competent court (section 162 (3) sentence 1 of the Code of Criminal Procedure).
- to charge It is the public prosecution office which is called on to prefer public charges (section 152 (1) of the Code of Criminal Procedure). The written charge, which the public prosecution office has to present to the court which has jurisdiction for the main hearing, contains the application to open the main proceedings. The files are presented to the court (section 199 (2) of the Code of Criminal Procedure) with the written charge.
- to present the case in the court: During the main hearing the public prosecutor has to read out the charges, may ask questions and file applications and finally presents his arguments in the closing speech.
- to discontinue a case without requiring a judicial decision: In accordance with section 153 (1) sentence 2 of the Code of Criminal Procedure (dispensing with prosecution of petty offences), section 153c of the Code of Criminal Procedure (non-prosecution of offences committed abroad), section 153d of the Code of Criminal Procedure (dispensing with court action on political grounds) and section 153f of the Code of Criminal Procedure (dispensing with prosecution of criminal offences under the Code of Crimes against International Law), the public prosecution office can discontinue the proceedings without a court ruling. The same applies in accordance with section 154 (1) of the Code of Criminal Procedure with minor secondary criminal offences, and in accordance with section 154a (1) sentence 1 of the Code of Criminal Procedure with individual severable parts of an offence or some of several violations of the law committed as a result of the same offence if these are not particularly significant in addition to a penalty or measure of reform and prevention that is anticipated or has already been imposed with binding effect. Moreover, the public prosecution office may dispense with preferment of public charges if the accused is extradited to a foreign government because of the offence or is transferred out of the area of application of the Code of Criminal Procedure (section 154d (1) and (2) of the Code of Criminal Procedure). The same applies if he/she is to be extradited to a foreign government or transferred to an international criminal court of justice because of another offence and the penalty or the measure of reform and prevention which might be the result of the domestic prosecution is negligible in comparison to the penalty or measure of reform and prevention which has been imposed on him with binding effect abroad or which he may expect to be imposed abroad (section 154d (2) of the Code of Criminal Procedure). If coercion or extortion (sections 240 and 253 of the Criminal Code) was committed by threats to reveal a criminal offence, the public prosecution office may dispense with prosecuting the offence, the disclosure of which was threatened, unless expiation is imperative because of the seriousness of the offence (section 154c (1) of the Code of Criminal Procedure). If the victim of coercion or extortion (sections 240 and 253 of the Criminal Code) files charges in respect thereof (section 158) and if as a result a misdemeanour committed by the victim comes to light, the public prosecution office may dispense with prosecution of the misdemeanour unless expiation is imperative because of the seriousness of the offence (section 154c (2) of the Code of Criminal Procedure). If the preferring of public charges for a misdemeanour depends on the evaluation of a question which must be determined according to civil law or administrative law, the public prosecution office may set a time limit to decide the question in civil proceedings or in administrative court proceedings. The person who reported the criminal offence shall be notified there-of. After this time limit has expired without any result, the public prosecution office may terminate the proceedings (section 154d of the Code of Criminal Procedure). Public charges are not to be preferred for an erroneous suspicion or insult (sections 164 and 185 to 188 of the Criminal Code) as long as criminal or disciplinary proceedings are pending for the reported or alleged offence (section 154e (1) of the Code of Criminal Procedure). If the absence of the accused or some other personal impediment prevents the opening or conduct of the main proceedings for a considerable time, and if public charges have not yet been preferred, the public prosecution office may provisionally terminate the proceedings after it has clarified the facts so far as possible and secured the evidence so far as necessary (section 154f of the Code of Criminal Procedure). In accordance with section 45 (1) of the Youth Courts Act (Jugendgerichtsgesetz – JGG), section 153 of the Code of Criminal Procedure is

also applicable in criminal proceedings against juveniles (14 to under 18 years old at the time of the offence). Section 153 of the Code of Criminal Procedure applies either directly or via section 45 (1) of the Youth Courts Act to young adults (18 to under 21 years old at the time of the offence) if juvenile criminal law applies to them. The other possibilities of ending the proceedings stated above are, by contrast, generally applicable in proceedings against juveniles and young adults (cf. section 2 (2) of the Youth Courts Act). •to supervise the enforcement procedure: The final judgment has to be executed by the public prosecution office (exception: under juvenile criminal law not the public prosecution office but the youth court judge is head of enforcement; section 82 of the Youth Courts Act).

Commentaires This year for the first time the option "when necessary, to request investigation measures from the judge" has been checked. This is for the sake of completeness, not because of a change in the law. In order to protect the rights of the accused, particularly coercive measures under criminal procedure may only be ordered by a court. The public prosecutor must therefore apply for a court order of certain measures in advance (e.g. a search warrant or undercover measures).

106. Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires suivantes :

affaire civiles

affaires administratives

affaires de faillite

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : In general the public prosecutor does not have a role in insolvency cases. However, if the debtor is accused of having committed a criminal offense and the proceeds of the offense are seizable but insufficient to satisfy the claims of the victims, the public prosecution office may have a right to file for insolvency (Section 111i para (2) of the Code of Criminal Procedure). Whether the insolvency proceedings are to be opened or not, lies in the competence of the court. Section 111i of the Code of Criminal Procedure has also be taken into account in the enforcement of the ordered confiscation especially concerning the compensation procedure (sections 459h, 459m, 459n of the Code of Criminal Procedure).

107. Procureurs : Nombre total d'affaires pénales en 1ère instance

	Nombre d'affaires
1. Affaires pendantes au 1er Janvier de l'année de référence	731 988 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires nouvelles/reçues	4 984 552 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires traitées (3.1+3.2+3.3+3.4)	5 004 542 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1. Classées pendant l'année de référence (3.1.1+3.1.2+3.1.3+3.1.4)	2 682 373 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.1. Classées par le procureur parce que l'auteur n'a pas pu être identifié	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.2 Classées par le procureur en raison d'une absence de constat d'infraction ou en raison d'une situation juridique particulière	1 457 907 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.3 Classées sans suite par le procureur pour raison d'opportunité	1 213 206 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3.1.4 Classement pour d'autres raisons	11 260 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

3.2..Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le procureur	161 653 [] NA [] NAP
3.3.Affaires clôturées par le procureur pour d'autres raisons	1 199 972 [] NA [] NAP
3.4.Affaires portées devant les tribunaux	960 544 [] NA [] NAP
4.Affaires pendantes au 31 décembre de l'année de référence	711 530 [] NA [] NAP

Commentaires 3.2 Concluded by a penalty or a measure imposed or negotiated by the public prosecutor:

The number represents the the cases that were discontinued in accordance with Section 153a of the Code of Criminal Procedure ("Non-prosecution subject to imposition of conditions and directions")

These cases would also fit into the category "discontinued for reasons of opportunity" (3.1.3) but were allocated to 3.2 here.

107-1. Si la procédure du plaider coupable existe, combien d'affaires ont été terminées par le biais de cette procédure ?

	Total	Infractions graves	Infractions mineures
Nombre total de procédures du plaider coupable	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Avant la procédure judiciaire principale devant les tribunaux	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
Pendant la procédure judiciaire principale	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

109. Les données communiquées dans le cadre de la Q107 incluent-elles le contentieux routier ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

D2. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

<p>Sources : Federal Office of Justice: Local Court case-load overviews</p> <p>Federal Statistical Office:</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.1 (civil courts)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.2 (family courts)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.3 (criminal courts)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.4 (administrative courts)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.5 (fiscal courts)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.6 (public prosecution offices)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.7 (social courts)</p> <p>Subject-matter series 10, series 2.8 (labour courts)</p>
--

5. Carrière des juges et procureurs

5.1. Recrutement et promotion

5.1.1 Recrutement et promotion des juges

110. Comment les juges sont-ils recrutés ?

[X] principalement par concours (concours ouvert)

[] principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience professionnelle dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

[] une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

[X] autre (veuillez préciser) :see comment

Commentaires This year the option "a combination of both" was not checked due to the responses from the Länder. While 2018 one Land checked this box, it was not checked by any of the Länder this year. Altogether, "mainly through competitive exam" and "other" are the options that describe the situation best.

Finance Courts: Baden-Württemberg: The prerequisite for working as a judge at a finance court is relevant professional experience (in particular as a civil servant of the tax administration, lawyer or judge in another jurisdiction or public prosecutor). Bayern: The posts in the finance courts are not occupied externally. Especially well-suited civil servants of the tax administration are selected to work as a judge in a finance court after an unspecified period spent working in the administration. There is hence no special appointment procedure.

Labour and Social Courts:

Bayern:

Open posts in the labour and social courts are primarily occupied with civil-servants from the area of responsibility of the Land Ministry of Family, Labour and Social Matters who are designated to work in labour and social jurisdiction. External applicants will be taken into consideration in rare cases.

111. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

[X] Une instance composée seulement de juges

[X] Une instance composée seulement de non juges

[X] Une instance / des instances composée(s) de juges et de non-juges

[] Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des juges.

S'il existe plusieurs instances impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Bayern:

civil and criminal courts (ordinary jurisdiction): State Ministry of Justice

Labour and social courts: State Ministry of Family, Labour and Social Matters together with the respective court president. Administrative jurisdiction: hiring by the State Ministry of the Interior, appointment as a judge with the consent of the president of the respective administrative court (= 2 interviews).

Brandenburg:

Ministry of Justice, right of proposal by the president of the Brandenburg Higher Regional Court for the courts of ordinary jurisdiction.

The election is carried out by the Judicial Election Committee (judges and non-judges).

Berlin:

Senator for Justice and Judicial Election Committee (judges and non-judges).

Bremen:

Senator for Justice and Constitution, preparation by the president of the higher regional court.

Hamburg:

Judicial Election Committee (judges and non-judges)

Hessen:

Ministry of Justice with the approval of the Judicial Election Committee (judges and non-judges).

Niedersachsen:

Ministry of Justice, Selection Commission with representatives of the intermediate authorities.

Nordrhein-Westfalen:

president of the Higher Administrative Court,

president of the Higher Regional Court,

president of the Higher Social Court,

president of the Finance Court,

president of the Higher Labour Court

depending on the position in question

Rheinland-Pfalz:

Ministry of Justice, judges who are on a temporary secondment in the Ministry of Justice have a right of co-determination in personnel selection.

Sachsen-Anhalt:

Ministry of Justice, in agreement with the president of the respective high court.

Schleswig-Holstein:

Ministry of Justice

111-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose ses membres : The composition of the authorities that recruit and appoint judges differs among the Länder and also among the different kinds of courts, ranging from 1 person (e.g. court president) to as many as 24 persons (Hamburg Judicial Election Committee). Not all Länder could provide information on the number of members.

Where Judicial Election Committees are in place, the provisions on the proposal of their members also differ among the the Länder.

111-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel organe est compétent pour décider en appel : Land Ministries of Justice, administrative courts

112. La même instance (Q.111) est-elle compétente pour la promotion des juges ?

Oui

Non

Commentaires

113. En quoi consiste la procédure de promotion des juges : (réponses multiples possibles)

[X] Concours/Examen

[X] Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

[X] Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des juges (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : see General Comment

113-1. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un juge : (réponses multiples possibles)

[X] Les années d'expérience

[X] Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

[X] La performance (quantitative)

[X] Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

[X] Autre(s)

[] Aucun critère

Commentaires - Veuillez fournir tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): see General Comment

5.1.2 Statuts, recrutement et promotion des procureurs

115. Quel est le statut du ministère public ?

[] Un statut indépendant en tant qu'entité distincte parmi les institutions de l'État

[X] Fait partie du pouvoir exécutif mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

[] Fait partie du pouvoir exécutif (sans indépendance fonctionnelle)

[] Fait partie du pouvoir judiciaire mais jouit d'une indépendance fonctionnelle (veuillez expliquer brièvement comment et dans quelle mesure)

[] Fait partie du pouvoir judiciaire (sans indépendance fonctionnelle)

[] Un modèle mixte (veuillez expliquer)

[] Un autre statut (veuillez expliquer)

Commentaire - Le cas échéant, veuillez préciser les garanties objectives de cette indépendance (telles que le financement) et comment ces dernières sont établies (Constitution, législation etc.). De même, si « modèle mixte » ou « autre » veuillez préciser : The public prosecutor's office occupies a special position in the German state organization. Together with the courts, it performs the task of administering justice. Despite its integration into the judiciary, however, the public prosecutor's office belongs to the executive branch, which is subject to parliamentary control. The principle of democracy implies that, as a rule, any subdivision of the Executive, including public prosecutors, must be integrated into a chain of instructions with the responsible minister at the top of the chain (i.e. in case of public prosecutors: the respective ministry of justice). However, the right to issue instructions is strictly limited by law.

115-1. La loi, ou une autre réglementation, empêche-t-elle les instructions spécifiques de poursuivre ou de ne pas poursuivre qui seraient adressées à un procureur ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

115-2. Si vous avez répondu « Oui » à la Q115-1, y-a-t-il des exceptions prévues par la loi ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez décrire ces exceptions :

115-3. Si vous avez répondu « Non » à la Q115-1, quelle autorité peut émettre des instructions spécifiques ?

Procureur général

Procureur hiérarchiquement supérieur / Chef de service

Pouvoir exécutif

Autre

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-4. Quelle forme peuvent avoir ces instructions ?

Instruction orale

Instruction orale avec confirmation écrite

Instruction écrite

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-5. Dans ce cas, ces instructions sont-elles :

Délivrées en ayant demandé l'avis préalable du Procureur compétent

Obligatoires

Motivées

Enregistrées dans le dossier

Autre

NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser :

115-6. Quelle est la fréquence de ce type d'instructions ?

Exceptionnelles

Occasionnelles

Fréquentes

Systématiques

NAP

Commentaires

115-7. En cas d'instructions, le procureur peut-il s'opposer ou faire rapport à une institution ou à un organisme indépendant ?

Oui

Non

NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser à quel organisme/institution et veuillez décrire dans quelles conditions :

116. Comment sont recrutés les procureurs ?

principalement par concours (concours ouvert)

principalement par une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience dans le domaine juridique (par exemple des avocats expérimentés)

une combinaison des deux (concours et expérience professionnelle)

autre (veuillez préciser) :transfers from other areas of responsibility

Commentaires This year the option "other" was checked in accordance with the answers of the Länder

117. Autorité(s) responsable(s) pour le recrutement - les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

Une instance composée seulement de procureurs

Une instance composée seulement de non procureurs

Une instance composée de procureurs et de non procureurs

Autre

Commentaires - Veuillez indiquer le nom de l'instance responsable de la procédure globale de recrutement et de nomination des procureurs. S'il y a plusieurs autorités impliquées, veuillez décrire leurs rôles respectifs : Baden-Württemberg:

Ministry of Justice, director of public prosecution Bayern:

Ministry of Justice

Bremen:

director of public prosecution, representative of the senator of justice, gender equality officer, staff council, handicapped employees representative

Hamburg:

Judicial Election Committee (recruitment as a judge on approbation)

Mecklenburg-Vorpommern:

Ministry of Justice

Niedersachsen:

Recruitment and appointments are done by the Minister of Justice, in some cases in cooperation with a committee for the selection of judges, a gender equality officer and the general prosecutors' offices.

Nordrhein-Westfalen: General public prosecutor

Sachsen:

Ministry of Justice, staff council

117-1. Combien de membres composent cette instance ?

	Total	Hommes	Femmes
Membres	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Veuillez préciser quel est le statut de cette instance et qui propose/nomme ses membres : The composition of the authorities that recruit and appoint public prosecutors differs among the Länder, ranging from 1 person (e.g. Minister of Justice) to as

many as 24 persons (Hamburg Judicial Election Committee). Not all Länder could provide information on the number of members. Where Judicial Election Committees are in place, the provisions on the proposal of their members also differ among the the Länder.

117-2. Les candidats non sélectionnés peuvent-ils faire appel de la décision de recrutement/nomination ?

Oui

Non

Commentaire - Veuillez préciser quel est l'organe compétent pour décider en appel : see Q111-2

118. La même instance (Q 117) est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

Oui

Non, quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs ?

Commentaires

119. En quoi consiste la procédure de promotion des procureurs ? (réponses multiples possibles)

Concours / Examen

Autre(s) modalité(s) (entretien professionnel ou autre)

Absence de procédure spécifique

Commentaire - Veuillez préciser comment se déroule la procédure de promotion des procureurs (en particulier s'il ne s'agit pas d'un concours ou d'un examen) : Promotion post advertised, selection among the applicants on the basis of current assessments and report from the general prosecutors' offices on occupation of the post.

119-2. Veuillez indiquer les critères retenus pour la promotion d'un procureur :

Les années d'expérience

Les compétences professionnelles (ou/et la performance qualitative)

La performance (quantitative)

Des critères subjectifs (par exemple, l'intégrité, la réputation)

Autre(s)

Aucun critère

Commentaires - Veuillez préciser tout commentaire utile concernant le/les critère(s) (en particulier si vous avez coché les cases « performance » ou « autre(s)»): see General Comment

5.1.3Mandat et retraite des juges et procureurs

121. Le mandat des juges est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65 - 67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (ex: la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser :

121-1. Un juge peut-il être transféré dans une autre juridiction sans son consentement :

Pour des raisons disciplinaires

Pour des raisons organisationnelles

Pour d'autres raisons (veuillez préciser les modalités et garanties) :see comment

Non

Commentaires Section 30 of the German Judiciary Act stipulates the following: "Transfer and discharge from office (1) A judge for life or for a specified term can only be transferred to another office or discharged from office without his own written consent 1. in judicial impeachment proceedings (Article 98 paragraphs 2 and 5 of the Basic Law), 2. in formal disciplinary proceedings, 3. in the interests of the administration of justice (section 31), 4. on changes being made in the organisation of the courts (section 32). (2) Save in the case of subsection (1) number 4, a transfer or discharge from office can only be ordered on the strength of a judicial decision that has entered into final and binding effect."

122. Une période probatoire est-elle instaurée pour les juges (par exemple avant d'être nommé à vie) ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :max. 5

Non

Commentaires The duration of the probation period can be between 3 and 5 years depending on the Land and in some cases also on the kind of court.

123. Le mandat des procureurs est-il à durée indéterminée (à savoir « à vie » = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :65-67

Non

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (la révocation comme sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : "The service relationship of a public prosecutor ends for instance on a criminal judgment gaining legal force by means of which the public prosecutor has been sentenced to at least one year's imprisonment because of an intentional criminal offence (section 41 (1) of the Act on Federal Civil Servants [Bundesbeamten-gesetz – BBG] and section."

124. Une période probatoire est-elle instaurée pour les procureurs ? Si oui, quelle en est la durée ?

Oui, durée de la période probatoire (en années) :max. 5

Non

Commentaires The duration of the probation period can be between 3 and 5 years depending on the Land.

125. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les juges (v. question 121), quelle est la durée du mandat (en années)? Est-il renouvelable ?

[]

NA

NAP

Commentaires

125-1. Est-il renouvelable ?

Oui

Non

NAP

Commentaires

126. Si le mandat n'est pas à durée indéterminée pour les procureurs (v. question 123), quelle est la durée du mandat (en années)?

[]

[] NA

[X] NAP

Commentaires

126-1. Est-il renouvelable ?

() Oui

() Non

[X] NAP

Commentaires

E1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The German Judiciary Act and Judiciary Acts of the Länder

5.2. Formation

5.2.1 Formation des juges

127. Types de formations proposées des juges :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale (par exemple fréquentation d'une école de la magistrature, stage dans un tribunal)	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue générale	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

128. Fréquence de la formation continue des juges :

	Fréquence de la formation
Formation continue générale	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. présidence d'un tribunal)	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans) <input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins) <input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des juges : General in-service training is offered regularly in all Länder, with regard to the other options a few Länder stated that these were offered occasional.

5.2.2 Formation des procureurs

129. Types de formations proposées aux procureurs :

	Obligatoire	Facultative	Pas de formation proposée
Formation initiale	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue générale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue à l'éthique	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non
Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	() Oui (X) Non	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non

Commentaires General in-service training, in-service training for specialised functions, on ethics and on child-friendly justice are obligatory in a few Länder.

130. Fréquence de la formation continue des procureurs :

	Fréquence de la formation continue
Formation continue générale	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. procureur spécialisé en criminalité organisée)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour des fonctions spécifiques de gestion (ex. Procureur Général, administrateur)	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée
Formation continue à l'éthique	[X] Régulièrement (par exemple tous les ans) [] Occasionnellement (en fonction des besoins) [] Pas de formation proposée

Formation continue sur la justice adaptée aux enfants	<input checked="" type="checkbox"/> Régulièrement (par exemple tous les ans)
	<input type="checkbox"/> Occasionnellement (en fonction des besoins)
	<input type="checkbox"/> Pas de formation proposée

Commentaires - Veuillez fournir toute information concernant la périodicité de la formation continue des procureurs : General in-service training is offered regularly in all Länder, with regard to the other options a few Länder stated that these were offered occasional.

5.2.3 Instituts de formation

131. Disposez-vous d'(une) institution(s) publique(s) chargée(s) de la formation des juges et des procureurs?

	Formation initiale seulement	Formation continue seulement	Formation initiale et continue
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Institution(s) commune(s) pour juges et procureurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commentaires

131-0. Si oui, quel est le budget de cette (ces) institution(s)?

	Budget de l'(des) institution(s) pour l'année de référence, en €
Institution(s) pour les juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) pour les procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Institution(s) commune(s) pour les juges et procureurs	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

131-1. S'il n'y a pas de formation initiale obligatoire des juges et/ou des procureurs dans de telles institutions, pouvez-vous brièvement préciser comment ces juges et/ou procureurs sont formés ?

. They receive academic training at the universities, decentralised compulsory initial training at the Regional Courts (Landgerichte), and additionally benefit from a wide offer of voluntary training which is well received.

5.2.4 Nombre de formations

131-2. Nombre de formations continues disponibles et dispensées (en jours) par les institutions

publiques responsable(s) de la formation.

	Nombre de formations en présentiel disponibles	Nombre de formations dispensées en présentiel en jours	Formations en ligne disponibles tout au long de l'année de référence (e-learning)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Pour les juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Pour les procureurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Pour le personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Pour le personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Formations pour les autres professionnels	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaire - Veuillez préciser s'il existe des formations pour les juges et/ou procureurs qui incluent d'autres professionnels de la justice . About half of the Länder could provide data regarding the number of training courses available and delivered while the other half could not provide any relevant data.

131-3. Nombre de participants aux formations au cours de l'année de référence

	Nombre de participants aux formations en présentiel	Nombre de participants aux formations en ligne (e-learning)
Total	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Juges	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Procureurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-juge	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Personnel non-procureur	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
Autres professionnels	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

Commentaires About half of the Länder could provide data regarding the number of participants of the training courses while the other half could not provide any relevant data.

5.3.Exercice de la profession

5.3.1 Salaires et avantages des juges et procureurs

132. Salaires des juges et des procureurs au 31 décembre de l'année de référence:

	Salaire annuel brut, en €	Salaire annuel net, en €	Salaire annuel brut en monnaie nationale	Salaire annuel net en monnaie nationale
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	52 928 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 117 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un juge de ce niveau, non pas le salaire du président de la cour)	90 670 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 253 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur au début de sa carrière	52 928 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	40 117 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours (veuillez indiquer le salaire moyen d'un procureur de ce niveau, non pas le salaire du Procureur Général).	90 670 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	61 253 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires Data represents average base-salaries of judges and public prosecutors according to the remuneration laws ("Besoldungsgesetze") of the Länder. Judges and public prosecutors may be entitled to additional payments depending on - their individual familial situation (married/partnership, children)

- position and function at the court (eg. judges with administrative tasks)

The conditions and amount of any additional payments are determined by the remuneration laws of the Länder.

133. Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages complémentaires suivants ?

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Logement de fonction	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Commentaires

134. Si « autre avantage financier », veuillez préciser :

. Unlike contracted employees, judges and public prosecutors acquire pension claims in accordance with the Civil Service Benefits Act (Beamtenversorgungsgesetz) and are not included in the statutory pensions insurance scheme.

Other financial benefit: Unlike contracted employees, judges and public prosecutors acquire a right to claim assistance with medical

expenses and are not required to join the statutory health insurance scheme. Furthermore, married judges and prosecutors receive family allowances, and those with children receive child allowances.

[] NAP

=

135. Un juge peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser. see General Comment

With regard to political function and mediator a few Länder answered "without remuneration"

137. Un procureur peut-il cumuler son travail avec les fonctions suivantes ?

	Rémunéré	Non rémunéré
Enseignement	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Recherche et publication	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Arbitrage	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Consultant	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Fonction culturelle	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Fonction politique	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Médiateur	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre fonction	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Commentaires - Si des règles existent dans votre pays (par exemple, une autorisation est exigée pour exercer une fonction), veuillez les préciser. Si « autre fonction », veuillez préciser : see General Comment

With regard to political function and mediator a few Länder answered "without remuneration"

139. Prime de productivité : les juges ont-ils droit à des primes en fonction du respect d'objectifs quantitatifs en rapport avec les affaires terminées (par exemple nombre d'affaires terminées pour une période donnée) ?

() Oui

(X) Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser les conditions et si possible les montants :

5.3.2 Institution/organe d'éthique

138. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des juges (par exemple, participation à la vie politique, utilisation des medias sociaux par les juges, etc.) ?

(X) Oui

() Non

Commentaires

138-1. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

() Juges uniquement

() Juges et représentants d'autres professions juridiques

(X) Autre, veuillez préciser : see comment

Commentaires Following evaluation reports by GRECO (Group of States against Corruption), the Federal Ministry of Justice published a compendium on ethical and professional conduct of judges and prosecutors. Moreover, a presidium is established at each court which determines the composition of the adjudicating bodies, appoints the investigating judges, regulates representation and allocates court business.

138-2. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public?

(X) Oui

() Non

[] NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

138-3. Disposez-vous dans votre pays d'une institution/ d'un organe qui émet des avis sur des questions d'éthique liées à la conduite des procureurs (par exemple, participation à la vie politique,

utilisation des medias sociaux par les procureurs, etc.) ?

Oui

Non

Commentaires

138-4. Si oui, qui sont les membres de cette institution ?

Procureurs uniquement

Procureurs et représentants d'autres professions juridiques

Autre, veuillez préciser : see comment

Commentaires Following evaluation reports by GRECO (Group of States against Corruption), the Federal Ministry of Justice published a compendium on ethical and professional conduct of judges and prosecutors.

138-5. Les avis de cette institution/organe sont-ils accessibles au public ?

Oui

Non

NAP

Commentaires - Veuillez décrire l'activité de cet institution/organe, la fréquence à laquelle sont rendus les avis, etc.

5.4.Procédures disciplinaires

5.4.1 Autorités responsables des procédures disciplinaires et des sanctions

140. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les juges (réponses multiples possibles) ?

Justiciables

Tribunal concerné ou supérieur hiérarchique

Cour suprême

Conseil supérieur de la magistrature

Tribunal disciplinaire

Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)

Médiateur (Ombudsman)

Parlement

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :see comment

Autre (veuillez préciser) :see comment

Ceci n'est pas possible

Commentaires Executive power:

The executive power authorized to initiate disciplinary proceedings can be the head of the immediate superior authority which can in some cases also be the Ministry of Justice.

Other:

Citizens can lodge a supervisory complaint, which may lead to the initiation of disciplinary proceedings. The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

141. Qui peut engager des procédures disciplinaires contre les procureurs (réponses multiples possibles) :

- Citoyens
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique
- Procureur général/Procureur d'Etat
- Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)
- Tribunal disciplinaire
- Autorité disciplinaire (procureur disciplinaire, inspecteur etc.)
- Médiateur (Ombudsman)
- Organisme professionnel
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :see comment
- Autre (veuillez préciser) :see comment
- Ceci n'est pas possible

Commentaires executive power:

The head of the immediate superior authority which can in some cases also be the Ministry of Justice.

other:

Citizens can lodge a supervisory complaint, which may lead to the initiation of disciplinary proceedings. The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

142. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges ? (réponses multiples possibles)

- Tribunal
- Cour suprême
- Conseil supérieur de la magistrature
- Tribunal ou autorité disciplinaire
- Médiateur (Ombudsman)
- Parlement
- Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :see Comment
- Autre (veuillez préciser) :see comment

Commentaires executive powers:

The bodies empowered to initiate disciplinary proceedings (see above) can impose a reprimand by means of a disciplinary order. All further disciplinary measures (including fines, reduction of remuneration, demotion, removal from judicial office) first and foremost require the lodging of a disciplinary action by the Ministry of Justice, on which the judicial service courts then rule.

other:

The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

143. Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des procureurs ? (réponses multiples possibles)

- Cour Suprême
- Chef de l'unité organisationnelle ou supérieur hiérarchique

Procureur général/Procureur d'Etat

Conseil supérieur des procureurs (Conseil supérieur de la magistrature)

Tribunal ou autorité disciplinaire

Médiateur (Ombudsman)

Organisme professionnel

Pouvoir exécutif (veuillez préciser) :see comment

Autre (veuillez préciser) :see comment

Commentaires Disciplinary power lies partly with the bodies also empowered to initiate disciplinary proceedings (including reprimand, fines, reduction in salary [only by the Ministry of Justice], in some cases – after the disciplinary action has been lodged by the Ministry of Justice – in the judicial service courts (including demotion, removal from the civil service)

The highest disciplinary authority – as a part of the executive – is the Ministry of Justice.

5.4.2 Nombre de procédures disciplinaires et de sanctions

144. Nombre de procédures disciplinaires intentées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Faute déontologique	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Insuffisance professionnelle	15 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Délit pénal	11 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	9 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : Violation of the duty to provide truthfull information toward the employer

These figures were provided by the Länder of Baden-Württemberg, Bayern, Brandenburg, Hamburg, Mecklenburg-Vorpommern, Nordrhein-Westfahlen, Rheinland-Pfalz, Sachsen, Sachsen-Anhalt and Schleswig-Holstein. Other Länder could not provide any relevant data.

145. Nombre de sanctions prononcées durant l'année de référence à l'encontre des juges et des procureurs :

Juges	Procureurs

Nombre total (total 1 à 10)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	13 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Diminution de salaire temporaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
6. Rétrogradation de poste	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
7. Mutation géographique dans un autre tribunal	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
8. Démission	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
9. Autre	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
10. Révocation	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires intentées et le nombre de sanctions prononcées, veuillez en préciser les raisons. - discontinuation of the disciplinary proceeding
These figures were provided by the Länder of Baden-Württemberg, Mecklenburg-Vorpommern, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz, Sachsen, and Schleswig-Holstein. Other Länder could not provide any relevant data. This means that some of the Länder who had data on the number of disciplinary proceedings available, could not provide data on the number of sanctions.

E3. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : Information acquired by the Länder through analysis of the respective case files, inquiries to the respective courts/court presidents/ directors of public prosecution

6. Avocats

6.1. Profession d'avocat

6.1.1 Statuts de la profession d'avocat

146. Nombre d'avocats exerçant dans votre pays :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'avocats	165 680 [] NA	106 214 [] NA	59 466 [] NA

Commentaires

147. Ce nombre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter de clients en justice ?

Oui ()

Non (X)

Commentaires See the general comments

148. Nombre de conseillers juridiques qui ne peuvent pas représenter de clients en justice :

[]

[X] NA

[] NAP

Commentaires

=

149. La représentation légale devant les tribunaux est-elle exclusivement exercée par les avocats pour les : (réponses multiples possibles)

	Première instance	Deuxième instance	Cour suprême
Affaires civiles	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	() Oui, toujours (X) Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP	(X) Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires () Non [] NAP
Affaires de licenciement	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP

Affaires pénales - Défendeur	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires pénales - Victime	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP
Affaires administratives	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP	() Oui, toujours () Oui, pour certaines affaires (X) Non [] NAP

Commentaire - Veuillez apporter toutes précisions utiles concernant le contenu des droits exclusifs des avocats : Civil cases:
According to the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung – ZPO) parties must be repre-sented by an attorney in disputes before the Regional Courts, Higher Regional Courts and the Federal Court of Justice. Attorneys may represent themselves (section 78 ZPO).

Family Matters

According to the Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-contentious Jurisdiction (FamFG) parties must be represented by an attorney in marital matters and in ancillary proceedings as well as in independent family dispute matters. In disputes before the Federal Court of justice, participants must always be represented by an attorney. Dismissal cases:

In disputes before the Higher Labour Courts and the Federal Labour Court, the parties must be represented by a counsel (an attorney, a trade union representative or an employers` ac-ossiation representative).

Criminal cases:

According to the Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung – StPO) a defense counsel has to be appointed ex officio in cases of mandatory defense. The law names the cases of mendatory defence (e.g. the main hearing at first instance is held at the higher re-gional court or at the regional court, the accused is charged with a serious criminal offence, proceedings for preventive detention are conducted, a visually, a hearing or speech impaired defendant requests the appointment, very serious legal consequence are expected; section 140 StPO) However, the defendant`s right to defend himself remains unaffected. Administrative cases:

According to the Code of Administrative Court Procedure (Verwaltungsgerichtsordnung – VwGO), the parties must be represented by an attorney before the Federal Administrative Court and the Higher Administrative Court except in legal aid proceedings (section 67 VwGO).

Regarding Social and Fiscal Jurisdiction, representation by an attorney is mandatory in pro-ceedings before the Federal Social Court and Federal Fiscal Court.

149-0. Si d'autres que les avocats peuvent représenter un client devant les tribunaux, veuillez préciser qui :

	Première instance	Seconde instance	Cour suprême
Organisme de la société civile	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Membre de la famille	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Personne concernée elle-même	(X) Oui () Non	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non
Syndicat	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non

Autres	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
---------------	----------------------	----------------------	----------------------

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser. De plus, pour les catégories sélectionnées, veuillez préciser quels sont les types d'affaires concernés par cette/ces représentation(s) : Civil cases

According to the Code of Civil Procedure (Zivilprozessordnung – ZPO) the parties may pur-sue the legal dispute themselves to the extent representation by attorneys is not mandated (see Q149). They may have themselves represented by counsel as attorneys-in-fact. Those could be lawyers, family members, consumer associations and employees among others (section 79 ZPO)

Family Matters

The Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-contentious Jurisdiction (FamFG) law explicitly lists the cases in which representation by an attorney is not required (e.g proceedings on interlocutory orders, agreement to a divorce, withdrawal of an application for divorce, proceedings on legal aid; section 114 FamFG).

Dismissal Cases

According to the Labour Court Act (Arbeitsgerichtsgesetz - ArbGG), parties may conduct the legal dispute themselves in proceedings before first instance Labour Courts. They may have themselves represented by counsel as attorneys-in-fact. Those could be lawyers, family members, trade union representatives and representatives of employers' and employees` associations among others (section 11 ArbGG). Regarding higher instances see Q149.

Criminal Cases

According to the Code of Criminal Procedure (Strafprozessordnung – StPO) lawyers and professors of law at German institutions of higher education may be appointed as defence counsel. Other persons may be engaged only with the approval of the court (section 138 StPO).

Administrative cases:

According to the Code of Administrative Court Procedure (Verwaltungsgerichtsordnung – VwGO), the parties may represent themselves before the courts of first instance. They may have themselves represented by counsel as attorneys-in-fact. Those could be lawyers, family members, tax consultants, trade unions, associations or employees among others (section 67 VwGO)

Regarding Social and Fiscal Jurisdiction, the parties may represent themselves before the Social Courts, Higher Social Courts (section 73 of the Social Courts Act) and Fiscal Courts (section 62 of the Fiscal Court Procedure).

149-1. Outre les fonctions de représentation en justice et de conseil juridique, un avocat peut-il exercer d'autres activités ?

[X] Activité notariale

[X] Arbitrage/médiation

[X] Mandataire

[] Syndic de copropriété

[] Agent immobilier

[X] Autres (veuillez préciser) :The lawyer is adviser and representative in all legal matters (section 3 (1) of the Federal Regulations for Practising Lawyers (Bundesrechtsanwaltsordnung, BRAO). Inasmuch as particular prerequisites exist pursuant to other legislation that govern the provision of legal services, these must also be observed by lawyers. In particular, lawyers may pursue notarial activities only if they have been appointed as a notary in accordance with the stipulations of the Federal Regulations for Notaries (Bundesnotarordnung, BNotO) (so-called lawyers commissioned as notaries (Anwaltsnotar) and must do so in the premises of the combined law firm / notarial office (Anwaltsnotariat)).

Commentaires

149-2. Quelles sont les statuts de la profession d'avocat ?

[X] Avocat indépendant

[X] Avocat salarié

[X] Avocat d'entreprise

150. La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national
- un barreau régional
- un barreau local

Commentaires

151. Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

Commentaire - Veuillez indiquer s'il existe d'autres exigences spécifiques en matière de diplôme ou de niveau universitaire: To qualify as a lawyer the First and the Second State Exam have to be passed.

152. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- Oui
- Non

Commentaires

153. La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations, à un certain niveau de compétence, à un certain diplôme ou à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Lawyers with special expertise and experience in certain areas of the law can obtain the title specialised lawyer (Fachanwalt). The requirements are set out in §section 43c of the Bundesrechtsanwaltsordnung and the Fachanwaltsordnung

F1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data are based on information of the Bund
https://www.brak.de/w/files/04_fuer_journalisten/statistiken/2021/2021_brak-mg_statistik.pdf

6.1.2Exercice de la profession

154. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats (c'est à dire une information préalable sur le montant prévisible des honoraires demandés) ?

- Oui
- Non

Commentaires

155. Les honoraires des avocats sont-ils librement négociés ?

- Oui
 Non

Commentaires

156. La loi ou les règlements du Barreau contiennent-ils des règles sur les honoraires des avocats (même s'ils sont librement négociés) ?

- Oui, la loi contient des règles
 Oui, les règlements du Barreau contiennent des règles
 Non, ni la loi ni les dispositions du Barreau ne contiennent de règles

Commentaires

6.1.3 Standards de qualité et procédures disciplinaires

157. Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

- Oui
 Non

Commentaires - Si oui, quels sont les critères de qualité utilisés? Bundesrechtsanwaltsordnung:

A lawyer has to be independent, has a duty to observe professional secrecy, must not behave with lack of objectivity, may not represent conflicting interests, must exercise the requisite care in handling any assets entrusted to him/her and has a duty to engage in continuing professional development, section 43a Bundesrechtsanwaltsordnung.

Rules of Professional Practice (Berufsordnung für Rechtsanwälte)

A lawyer has the duty to work on a case in a timely manner and shall inform his client promptly about any events and measures taken which are relevant to the progress of the matter; client inquiries shall be answered promptly (section 11 Rules of Professional Practice)

158. Si oui, qui a la responsabilité d'établir ces normes de qualité :

- le Barreau
 le législateur
 autre (veuillez préciser) :

Commentaires

159. Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat
 le montant des honoraires

Commentaires - Veuillez préciser : The Council of the Bar can, on application, mediate between members of the Bar and their clients in cases of dispute; this includes the power to make conciliation proposals (section 73 (2) noNr. 3 Bundesrechtsanwaltsordnung)

The German Federal Bar has established an independent body for conciliation in disputes between members of the Bars and their clients (section 191f Bundesrechtsanwaltsordnung).

160. Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires?

- Le juge
 Le ministère de la Justice
 Une instance professionnelle

[] Autre (veuillez préciser) :

Commentaire

161. Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des avocats. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP
1. Faute déontologique	[X] NA [] NAP
2. Insuffisance professionnelle	[X] NA [] NAP
3. Délit pénal	[X] NA [] NAP
4. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser :

162. Sanctions prononcées à l'encontre des avocats.

	Nombre de sanctions
Nombre total de sanctions (1 + 2 + 3 + 4 + 5)	[X] NA [] NAP
1. Réprimande	[X] NA [] NAP
2. Suspension	[X] NA [] NAP
3. Retrait d'une affaire	[X] NA [] NAP
4. Amende	[X] NA [] NAP
5. Autre	[X] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité importante entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez indiquer les raisons :

7. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal et autres mesures alternatives au règlement des litiges

7.1. Médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

7.1.1 Précisions sur la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

163. Existe-t-il des processus de médiations conduite ou renvoyée par le tribunal dans le système judiciaire ?

Oui

Non

Commentaires

163-1. Dans certains domaines, le système judiciaire prévoit-il la médiation obligatoire avec un médiateur ?

Avant/à la place de la procédure devant le tribunal

Ordonnée par le tribunal, le juge, le procureur ou une autorité publique dans le cadre d'une procédure contentieuse en cours

Pas de médiation obligatoire

Commentaires - Si la médiation obligatoire existe, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

163-2. Dans certains domaines, le système juridique prévoit-il des séances d'information obligatoires avec un médiateur ?

Oui

Non

Commentaires - Si les séances d'information obligatoires existent, veuillez préciser quels sont les domaines concernés :

164. Veuillez préciser, par type d'affaires, qui fournit des services de médiation conduite ou renvoyée par le tribunal ?

	Médiateur privé	Autorité publique (autre que le juge)	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires familiales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP
Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Affaires liées aux consommateurs	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui () Non [X] NAP
---	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------	---------------------------------

Commentaires

165. Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des médiations conduites ou renvoyées par le tribunal ou de bénéficier gratuitement de ces services?

- () Oui
(X) Non
[] NAP

Commentaires - Si oui, veuillez préciser :

=

166. Nombre de médiateurs accrédités ou enregistrés pour exercer la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal:

	Total	Hommes	Femmes
Nombre de médiateurs	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaires

167. Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal:

	Nombre d'affaires pour lesquelles les parties s'accordent pour débiter une médiation	Nombre de médiations conduites ou renvoyées par le tribunal terminées	Nombre d'affaires conclues par un accord de règlement
Total (1 + 2 + 3 + 4 + 5 + 6)	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
1. Affaires civiles et commerciales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
2. Affaires familiales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
3. Affaires administratives	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
4. Affaires liées au droit du travail, y compris les licenciements	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
5. Affaires pénales	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP
6. Affaires liées aux consommateurs	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP	[X] NA [] NAP

=

168. Est-ce que les formes suivantes de mesures alternatives de règlement des litiges existent dans votre pays ?

la médiation autre que la médiation conduite ou renvoyée par le tribunal

l'arbitrage

la conciliation (si différente de la médiation)

d'autres mesures alternatives au règlement des litiges (veuillez spécifier) : All forms of out-of court conflict resolution are possible as a matter of principle.

Commentaires See the general comments

G1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Federal Ministry of Justice and Consumer Protection

8. Exécution des décisions de justice

8.1. Exécution des décisions en matière civile

8.1.1 Nombre d'agents d'exécution, statut et mandat

169. Nombre et type d'agents d'exécution dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
Total (1+2+3+4)	4 998 <input type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA	<input checked="" type="checkbox"/> NA
1. Profession libérale réglementée par les autorités publiques	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
2. Agents d'exécution attachés à une institution publique (fonctionnaires payés par l'Etat)	4 998 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Juges	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP
4. Autres	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « Autres », veuillez préciser le statut et les compétences de ces agents d'exécution : The number of enforcement agents includes the number of court bailiffs, prison officers and the number of senior judicial officers working in coercive execution at the local Courts

Judicial officers enjoy professional independence in performing their tasks and in their rulings in the same way as judges, also see General Comment

170. Quelles sont les conditions d'accès à la profession d'agent d'exécution (réponses multiples possibles) ?

- diplôme
- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser :

171. Le mandat des agents d'exécution est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- Oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire : the retirement age varies among the Länder
- Non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - Si oui, existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire) ? Veuillez préciser : The exceptions are regulated in the law

8.1.2 Activités/ domaines de compétences

171-1. A quelles informations du débiteur l'agent d'exécution a-t-il accès au début de la procédure d'exécution ?

	Accès à l'information	Accès numérique direct à l'information
Adresse	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Date de naissance	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Etat civil	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Cohabitant	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Employeur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Véhicule automobile	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens meubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Biens immeubles	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Compte bancaire	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Procédures d'exécution déjà en cours contre le débiteur	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Procédures d'insolvabilité (faillites, réorganisations judiciaires, règlement collectif de dettes, ...)	(X) Oui () Non	(X) Oui () Non
Autre	() Oui (X) Non	() Oui (X) Non

Commentaires - Si "Autre", veuillez préciser :

171-2. L'agent d'exécution peut-il réaliser les procédures civiles d'exécution suivantes :

	Option
Saisie des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies conservatoires des biens meubles corporels	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie conservatoire des immeubles	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP
Saisies des rémunérations	(X) Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution () Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution () Non [] NAP

Saisies des véhicules terrestres à moteur	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Mesures d'expulsion	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisies des bateaux et des navires	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des aéronefs	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Saisie des avoirs dématérialisés (par ex. cryptomonnaie)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente forcée par adjudication publique des biens saisis	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Vente des parts sociales	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres	<input checked="" type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les agents d'exécution <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires "Other": e. g. the surrender of specific movable objects, elimination of the debtor's resistance in enforcement proceedings, enforcement of family court decisions

171-3. Outre l'exécution des décisions de justice, quelles sont les autres activités pouvant être exercées par les agents d'exécution ?

- Signification ou notification d'actes judiciaires ou extrajudiciaires
- Recouvrement de créances
- Ventes aux enchères mobilières et immobilières publiques ou volontaires
- Séquestres
- Constats
- Service des audiences près les juridictions
- Conseils juridiques
- Procédures de faillites
- Missions confiées par le juge
- Représentation des parties devant les juridictions
- Rédaction des actes sous-seings privés
- Administrateur d'immeubles
- Autres

Commentaires The enforcement proceedings and tasks of the enforcement agent are regulated by law. Judges are not allowed to delegate performing tasks to the enforcement agents. Therefore, the option "Performing tasks assigned by judges" was not checked.

Other: see Q171-2

8.1.3 Formation et TIC

172-1. Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Commentaires

172-2. Disposez-vous d'un système de formation « e-learning » mis en place pour les agents d'exécutions ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-3. Le système de formation continue comprend-il dans son contenu également les TIC (liées aux procédures d'exécution) ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser :

172-4. Votre pays a-t-il instauré la signification et/ou notification électronique ?

Oui

Non

Commentaires

172-5. Le développement de nouvelles technologies a-t-il un effet sur les différentes étapes de la procédure d'exécution ?

Oui

Non

Comentaire - Veuillez expliquer : Investigations and the procedures are accelerated. But there is more information to process. And the types of measures are changing.

8.1.4 Frais

174. Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

175-1. Les honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution sont-ils librement négociés ?

Oui

Non

Commentaires

175-2. Qui doit procéder au paiement de ces honoraires réclamés en cas de succès de la procédure d'exécution ?

Le débiteur

Le créancier

Autre – veuillez préciser

Commentaires

176. Est-ce que la loi énonce des règles sur les frais d'exécution (même s'ils sont librement négociés) ?

Oui

Non

Commentaires

H0. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Information provided by the Federal Ministry of Justice

Q 169: Federal Office of Justice, staffing overviews of ordinary courts and the public prosecution offices, 2020



177. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?

Oui

Non

Commentaires

178. Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution ?

une instance professionnelle

le juge

le ministère de la Justice

le procureur

autre (veuillez préciser) :

Commentaires The enforcement agents are civil servants of the states. The states are responsible for supervising and monitoring.

181. Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution ?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Compulsory enforcement against the Federation or the States for a monetary claim must be announced to the authority and, in certain cases, to the Minister of Finance 4 weeks before enforcement begins (section 882a of the Code of Civil Procedure.

182. Disposez-vous d'un système pour contrôler la manière dont la procédure d'exécution est conduite par l'agent d'exécution?

Oui

Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser : Enforcement agents are subject to the supervision of the authority to which they belong. The review of an enforcement measure takes place in the appeal procedure.

183. Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum.

absence de toute exécution

non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques

manque d'information

durée excessive

pratiques illégales

supervision insuffisante

coût excessif

défaut de comportement éthique de l'agent d'exécution

[X] autre (veuillez préciser) : All the complaints listed are likely to arise in practice. However, there is no current statistical material on the number of complaints in each case.

Commentaires

185. Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

	Existence du système
pour les affaires civiles	(X) Oui () Non
pour les affaires administratives	(X) Oui () Non

Commentaires

186. Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de signification et/ou notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction ? (Une seule option possible)

- (X) entre 1 et 5 jours
 () entre 6 et 10 jours
 () entre 11 et 30 jours
 () plus (veuillez préciser) :
 [] NA

Commentaires While the majority of the Länder estimated the timeframe to be between 1 and 5 days, 2 Länder answered "between 6 and 10 days". A small number of Länder could not give an estimate.

187. Nombre de procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution. (Si la procédure disciplinaire est intentée sur la base de plusieurs manquements, veuillez ne compter ces procédures qu'une seule fois, pour le manquement principal.)

	Nombre de procédures disciplinaires initiées
Nombre total de procédures disciplinaires initiées (1 + 2 + 3 + 4)	[X] NA [] NAP
1. Pour faute déontologique	4 [] NA [] NAP
2. Pour insuffisance professionnelle	3 [] NA [] NAP
3. Pour délit pénal	3 [] NA [] NAP
4. Autre	1 [] NA [] NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser : - unauthorised data retrieval from the resident register

These figures were provided by the Länder Bayern, Berlin, Nordrhein-Westfalen, Rheinland-Pfalz and Sachsen. Other Länder could not provide any relevant data.

188. Nombre de sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

	Nombre de sanctions prononcées
Nombre total de sanctions (1+2+3+4+5)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Réprimande	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Suspension	1 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Retrait d'une affaire	0 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Amende	3 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
5. Autre	2 <input type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires - Si « autre », veuillez préciser. S'il existe une disparité entre le nombre de procédures disciplinaires initiées et le nombre de sanctions, veuillez en indiquer les raisons : - reduction of salaries

These figures were provided by the Länder Baden-Württemberg, Bayern, Niedersachsen and Nordrhein-Westfalen. Other Länder could not provide any relevant data.

H1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Source : Information acquired by the Länder through inquiries to courts and other authorities

8.2. Exécution des décisions pénales

8.2.1 Fonctionnement de l'exécution des décisions pénales

189. Qui est chargé de l'exécution des décisions pénales ? (réponses multiples possibles)

- Juge
- Procureur
- Services pénitentiaire et de probation
- Agent d'exécution
- Autre autorité (veuillez préciser) :

Commentaires - Veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle). In criminal proceedings against adults, the public prosecution office is responsible for the execution of judgments (Section 451 of the Criminal Procedure Code). In

juvenile proceedings, the youth court judge is the head of enforcement (Section 82 of the Youth Courts Act; for the relevant age limits see at question 105).

190. En matière d’amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d’évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Commentaires

191. Si oui, quel est le taux de recouvrement ?

80-100%

50-79%

Moins de 50%

Commentaires - Veuillez indiquer la source ayant permis de répondre à cette question :

9. Notaires

9.1. Profession de notaire

9.1.1 Nombre, statut et mandat des notaires

192. Nombre et statut des notaires dans votre pays.

	Total	Hommes	Femmes
TOTAL (1+2+3+4)	6 912 [] NA [] NAP	5 478 [] NA [] NAP	1 434 [] NA [] NAP
1. Statut privé (sans contrôle d’une autorité publique)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
2. Officiers publics nommés par l’Etat	6 912 [] NA [] NAP	5 478 [] NA [] NAP	1 434 [] NA [] NAP
3. Fonctionnaires (rémunérés par l’Etat)	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP
4. Autre	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP	[] NA [X] NAP

Commentaire - Si « autre » veuillez préciser le statut ou si « Officiers publics nommés par l’Etat » veuillez indiquer quel ministère est principalement engagé dans la procédure de nomination. Notaries hold a public office. They are appointed by the Ministry of Justice of the respective state (“Land”), cf. sec. 12 Federal Code for Notaries

192-1. Quelles sont les conditions d’accès à la profession de notaire (réponses multiples possibles)

?

[X] diplôme

- expérience professionnelle
- examen spécifique
- procédure de nomination par l'Etat
- formation initiale
- autre (veuillez préciser):

Commentaires

192-2. Le mandat des notaires est-il à durée indéterminée (à savoir "à vie" = jusqu'à l'âge officiel de la retraite) ?

- oui, veuillez indiquer l'âge de la mise en retraite obligatoire :70
- non, veuillez indiquer la durée du mandat :

Commentaires - existe-t-il des exceptions (par exemple la révocation à titre de sanction disciplinaire). Veuillez préciser : dismissal as a disciplinary sanction

9.1.2 Activités/ domaines de compétences

194. Quel type de fonctions exercent les notaires (plusieurs réponses possibles) :

	Veuillez sélectionner une option
Authentification	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Certification des signatures	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Légalisation des signatures/ Apostille	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Contrôle de légalité des documents	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Médiation	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Prestation de serments	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Procédures judiciaires non contentieuses (par exemple, agir en tant que commissaire du tribunal dans un dossier de succession, divorce, partage de succession, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Agir en tant que fonctionnaire d'Etat (par exemple, célébrer un mariage, veuillez préciser)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres fonctions judiciaires (par exemple ordre de paiement)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Enchères publiques	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Autres (par exemple collecter des impôts, gérer des registres)	<input type="checkbox"/> Oui, exclusivement exercée par les notaires <input type="checkbox"/> Oui, mais non-exclusivement exercée par les notaires <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Commentaire - Si « autre », veuillez préciser. Veuillez indiquer toute précision utile concernant le contenu des droits exclusifs des notaires ou au contraire les autres organes ayant également des compétences pour les activités énumérées. Non-contentious judicial procedures performed by notaries are proceedings in property distribution matters in cases where there is more than one heir, applications for inheritance certificates and applications for child adoptions

194-2. Dans quels domaines du droit les notaires ont-ils des compétences (plusieurs réponses possibles) ?

Transaction immobilière

- Droit de la famille
- Droit des successions
- Droit des sociétés
- Contrôle de la régularité des jeux de hasard
- Protection des personnes vulnérables
- Autres

Commentaires

9.1.3 TIC, organisation de la profession et formation

194-3. Les notariats utilisent-ils des systèmes TIC spécialisés dans leur activité ?

- Dans leurs relations avec l'État (par exemple, tribunaux, registres, chambres de commerce, autorités fiscales)
- Dans leurs relations avec leurs clients
- Dans leurs relations avec d'autres notaires (par exemple, visioconférence, système d'échange de documents)

Commentaires

194-4. Quels sont les registres informatisés que les notaires peuvent consulter ?

- Registre foncier
- Registre du commerce
- Registre de l'état civil/ de la population
- Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale
- Tout autre registre (veuillez préciser) Transparency Register, Central Register of Lasting Powers, Central Register of Wills
- Aucun

Commentaires

194-5. Existe-t-il des registres/infrastructures de registres gérés par les notaires ?

- Oui
- Non

Commentaire - Dans l'affirmative, veuillez préciser : The German Federal Chamber of Notaries runs the Central Register of Lasting Powers and the Central Register of Wills.

194-6. Dans quels registres informatisés les notaires peuvent-ils modifier les données (directement ou indirectement via une demande en ligne) ?

	Modification directe	Modification indirecte via une demande en ligne
Registre foncier	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP
Registre du commerce	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP	<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> NAP

Registre de l'état civil/ de la population	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Registre en matière de droit des successions/ en matière familiale	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Tout autre registre (veuillez préciser)	() Oui (X) Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Aucun	(X) Oui () Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaires

194-7. Quels sont les outils TIC utilisés par les notaires dans leurs relations avec leurs clients ?

- Visioconférence (par exemple, conseils numériques)
- Acte électronique
- Identification numérique
- Archivage numérique
- Autre, veuillez préciser
- Aucun

Commentaires

194-8. Qui est responsable pour gérer les archives numériques ?

- Notariat/ organisme professionnel
- Autres autorités publiques
- Autre entité (veuillez préciser)

Commentaires Digital archiving is not used (see question 194-7)

195. Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- (X) Oui
- () Non

Commentaires

196. Si oui, quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les notaires (plusieurs options possibles)?

- une instance professionnelle
- le tribunal
- le ministère de la Justice
- le procureur
- autre (veuillez préciser) :

Commentaires This year for the first time the option "professional body" has been validated. This is for the sake of completeness. Section 92 of the Federal Code for Notaries (Bundesnotarordnung - BNotO) names the supervisory authorities with regard to notaries. Even

though the professional bodies (notary chambers) are not mentioned in this provision, they exercise supervisory functions. According to section 67 BNotO they have to ensure that notaries practice their profession lawfully and diligently. According to section 75 BNotO they can issue warnings in cases of light breaches of official duties.

196-1. Existe-t-il un système de formation continue générale pour les notaires ?

Oui

Non

Commentaires

196-2. Les notaires bénéficient-ils d'une formation en matière de :

	Oui	Non
Droit européen	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Droit d'un autre Etat membre (programmes de formation transfrontaliers)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Commentaire - Si oui, veuillez indiquer les types (par exemple, cours traditionnels, e-learning, webinaire) et les grands thèmes des activités de formation : The Federal and the Regional Chambers of Notaries as well as the Deutsche Notarverein (German Association on Notaries) and the Deutsche Anwaltsinstitut (German Institute of Attorneys) offer a variety of traditional courses, e-learning-courses and webinars covering the following fields of European law relating to notaries: Anti-money-laundering law, private international law, company law.

Courses and webinars centering the law of another member state covered mainly the field of succession law and family law

II. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : <https://www.notar.de/der-notar/statistik>; written statement of the Federal Chamber of Notaries

10. Interprètes judiciaires

10.1. Précisions sur la profession d'interprète judiciaire

10.1.1 Statuts des interprètes judiciaires

197. Le titre d'interprète judiciaire est-il protégé ?

Oui

Non

Commentaires

198. La fonction d'interprète judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

Oui

Non

Commentaires

199. Nombre d'interprètes judiciaires enregistrés :

[25 264]

[] NA

[] NAP

Commentaires Data retrieved 22. November 2021

Data for 2020 is not available since there are no statistics on the number of court interpreters. Only their current number can be retrieved from the website <http://www.justiz-dolmetscher.de>

200. Existe-t-il des critères relatifs à la qualité de l'interprétation dans les tribunaux ?

(X) Oui

() Non

Commentaires - Si oui, veuillez préciser (par exemple avoir passé avec succès un examen particulier) :

201. Les tribunaux sont-ils responsables de la sélection des interprètes judiciaires ?

[X] Oui, pour les recruter et/ou les nommer pour un mandat d'une certaine durée

[X] Oui, pour les recruter sur une base ad hoc en fonction des besoins d'une procédure spécifique

[] Non, veuillez préciser quelle autorité est responsable de la sélection

Commentaires For the first time the option "Yes, for recruitment and/or appointment for a specific term of office" has been validated. This is not because of a change of law but for the sake of completeness. The answer to question 201 was given in the past with respect to the possibility that the court may entrust the interpretation to a suitable person on an ad hoc basis even if he or she is not generally sworn-in as an interpreter. This person must then be sworn-in beforehand by the court for the specific assignment. But according to the fact that in Germany the general swearing-in of interpreters is currently governed by state law, as stated in the box to question 200, there is also a possibility for regional or higher regional courts of swearing-in interpreters for a limited period of time. For example, the state interpreter laws sometimes provide for a time limit on the swearing-in for the period in which the interpreter has a branch office or residence in the respective state. The sworn interpreters are also registered in the nationwide interpreter and translator database, which is open to public inspection. Judges can therefore select an interpreter on the basis of the interpreter and translator database and assign him or her in specific proceedings. So both options are correct.

J1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : <http://www.justiz-dolmetscher.de>

11. Experts judiciaires

11.1. Profession d'expert judiciaire

11.1.1 Statuts des experts judiciaires

202. Dans votre système, quels types d'experts judiciaires peuvent être impliqués dans des procédures judiciaires (réponses multiples possibles) :

[X] Experts désignés par les parties au soutien de leur argumentation mais tenus envers un tribunal par une obligation d'indépendance et d'impartialité

Experts nommés par le tribunal ou une autre autorité indépendante des parties

Autres systèmes d'expertise judiciaire, veuillez préciser

Commentaire - Veuillez préciser qui propose et qui nomme un expert dans une affaire déterminée. Civil Cases: The court decides on the selection of experts for the taking of evidence “according to due discretion”, Section 404 (1) sentence 1 of the Code of Civil Procedure (ZPO). It must commission a person who, in its opinion, has the necessary expertise to answer the disputed factual questions. If there is a publicly appointed expert for this, this is to be appointed with priority (Section 404 (2) ZPO). A publicly appointed expert has certified expertise and has proven regular training in his field. If the parties or those involved in the proceedings agree on a specific person as an expert, the court must also comply with this agreement (cf. Section 404 (5) ZPO).

Administrative proceedings and finance proceedings: These regulations apply accordingly to administrative proceedings and finance proceedings (section 98 of the Code of Administrative Court Procedure and section 82 of the Code of Finance Court Procedure) In Proceedings under the Act on Proceedings in Family Matters and in Matters of Non-contentious Jurisdiction (FamFG) the above provisions shall also apply (section 30 (1) FamFG).

Criminal Cases: The above mentioned rules basically apply in criminal proceedings as well. Pursuant to Section 73 of the Criminal Procedure Code the judge (or in the investigation stage the public prosecutor) selects the experts to be consulted and determines their number. The expert chosen has to be a person who is personally and professionally suitable. If experts are publicly appointed for certain kinds of opinions, other persons are to be selected only if this is required by special circumstances. In order to find a suitable expert, the judge (or public prosecutor) may also request proposals from the professional organization or the authority in whose field of activity the question to be examined falls (cf. Number 70 (2) of the Guidelines for Criminal Proceedings and Administrative Fine Proceedings).

202-1. Existe-t-il des listes ou toute autre forme d'enregistrement officiel, pour les experts ?

Oui

Non

Commentaires Civil Cases: Different entities (such as chambers of craftsmen, doctors or architects publish lists of publicly appointed experts – there is not “one official list” coordinated by the federation – and courts and parties may rely on these lists as supporting tools.

Criminal Cases: Judges and public prosecutors may also consult the mentioned lists of publicly appointed experts as supporting tools. In addition, Number 70 (3) of the Guidelines for Criminal Proceedings and Administrative Fine Proceedings recommends that the courts and public prosecution offices maintain lists of proven experts for the most important areas so that the procedure is not delayed by the selection of experts.

202-1-1. Si oui, la liste est-elle établie au plan (réponses multiples possibles) :

national

par circonscription administrative ou état fédéré

par circonscription judiciaire

autre

Commentaire - Veuillez fournir tout autre commentaire concernant ces listes ou bases de données d'experts si elles existent (par exemple : l'expert prête-t-il serment ? comment sont évaluées ses compétences ? par qui ?) :

202-1-2. Ces listes sont elles accessibles au public :

Oui sur Internet

Oui

Non

Commentaires

202-2. Quelle autorité est compétente pour l'enregistrement des experts judiciaires ?

Le Ministère de la Justice

- Les tribunaux
- Un organe administratif
- Un organisme indépendant (association d'experts judiciaires)
- Autre

Commentaire - Veuillez préciser également les critères d'enregistrement : There is no official registration for judicial experts (see Q 202-1 General Comment)

The designation "expert" is not legally protected in Germany. The public appointment certifies that an expert is particularly qualified in a specific field following an examination procedure. In addition, publicly appointed experts are sworn to act independently and impartially. They are also examined to determine whether they are trustworthy and have personal integrity. Publicly appointed experts are under the supervision of the appointing body commissioned by the state (e.g. the chambers of architects, chambers of crafts, chambers of industry and commerce, chambers of engineers, chambers of agriculture).

202-3. L'enregistrement des experts judiciaires est-il limité dans le temps ?

- Oui, pour combien de temps
- Non

Commentaires There are no lists or databases of registered judicial experts.

202-4. Dans une affaire, peut-on désigner un expert non inscrit sur la liste ou non enregistré ?

- Oui
- Non

Commentaire - Si oui, dans quels cas ? see comment Q 202

203. Le titre d'expert judiciaire est-il protégé ?

- Oui
- Non

Commentaires - Le cas échéant, veuillez indiquer en quoi consiste cette protection :

203-1. L'expert judiciaire a-t-il une obligation de formation ?

	Obligation de formation
Formation initiale	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Formation continue	<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non

Commentaires

203-2. Si oui, cette formation concerne-t-elle :

- la procédure judiciaire
- le métier de l'expert
- autre

Commentaires There is no obligatory training (see 203-1)

204. La fonction d'expert judiciaire est-elle réglementée par des normes juridiques?

(X) Oui

() Non

Commentaires The remuneration of experts has been provided for by law (Act on the Remuneration of Experts, Interpreters and Translators as well as the Compensation of Honorary Judges, Witnesses and Third Parties, Justizvergütungs- und -entschädigungsgesetz, JVEG).

204-1. A l'occasion d'une mission qui lui est confiée, l'expert judiciaire est-il dans l'obligation de signaler ses éventuels conflits d'intérêt ?

(X) Oui

() Non

Commentaire - Si oui, veuillez préciser : The Act Amending the Law on Judicial Experts (Gesetz zur Änderung des Sachverständigenrechts) entered into force in the autumn of 2016. It introduced new legal rules for judicial experts. In particular, under the new rules the expert is obligated to examine without undue delay whether there are reasons that seem apt to justify a lack of confidence in his impartiality. The expert has to inform the court of such reasons without undue delay (section 407a paragraph 2 of the Code of Civil Procedure).

205. Nombre d'experts judiciaires accrédités ou enregistrés :

	Total	Hommes	Femmes
Nombre d'experts	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP	<input type="checkbox"/> NA <input checked="" type="checkbox"/> NAP

Commentaires

206-1. Nombre d'affaires pour lesquelles une expertise a été ordonnée par un juge ou requise par les parties

	Nombre d'affaires
Total (1+2+3+4)	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
1. Affaires civiles et commerciales litigieuses	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
2. Affaires administratives	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
3. Affaires pénales	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP
4. Autre affaires	<input checked="" type="checkbox"/> NA <input type="checkbox"/> NAP

Commentaires

205-1. Qui détermine le montant de la rémunération de l'expert ?

	En matière civile/administrative	En matière pénale
Défini par la loi/ règlement ou réglementation spéciale	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Défini par le tribunal/juge	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Defini par le ministère de la Justice ou un autre ministère (fixant un tarrif par exemple)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Salaire de fonctionnaire public (dans le cas d'un médecin légiste ou un autre spécialiste qui est un fonctionnaire public)	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP
Librement négocié entre l'expert et les parties	(X) Oui () Non [] NAP	(X) Oui () Non [] NAP
Autre	() Oui (X) Non [] NAP	() Oui (X) Non [] NAP

Commentaire - Si « Autre », veuillez préciser : The remuneration of experts has been provided for by law (Act on the Remuneration of Experts, Interpreters and Translators as well as the Compensation of Honorary Judges, Witnesses and Third Parties, Justizvergütungs- und -entschädigungsgesetz, JVEG). It is permissible to conclude fee agreements with experts who are involved on a recurrent basis. The amount of the remuneration agreed may not exceed the amount of the remuneration provided for by said Act. These agreements are made with the authorities of the federal states (e.g. a state ministry of justice) with the relevant experts.

206. Existe-t-il des dispositions impératives pour les experts judiciaires concernant :

	Oui	Non
Délais pour présenter le rapport d'expertise	()	(X)
Qualité de l'expertise	(X)	()
Autre	(X)	()

[] NAP

Commentaire - Si oui, veuillez préciser et fournir des détails dans l'hypothèse où de possibles sanctions existent : Deadlines are set by the court: If it is ordered that the report be submitted in writing, the court shall set a period for the expert within which he is to transmit his signed report (§ 411 (1) Code of Civil Procedure). , Section 73 (1) Sentence 2 Criminal Procedure Code). If the experts fail to observe the time limit, an administrative fine may – after a warning and the setting of an extension to the time limit has been issued - be imposed on him or her (Section 77 (2) Criminal Procedure Code). In case of the non-appearance or refusal of an expert obliged to render expert opinion, he or she shall be charged with the costs caused by his non-appearance or refusal and an administrative fine shall be imposed on him or her at the same time (Section 77 (1) Criminal Procedure Code).

Quality: see comment 202

207-1. Le juge ou un autre organe contrôle-t-il le déroulement des opérations d'expertises ?

(X) Oui

() Non

Si oui, veuillez préciser : Should an expert obligated to submit the report fail to meet the deadline imposed on him, a coercive fine may be levied against him. A warning that a coercive fine may be levied must have been previously issued, with a period of grace being set in the warning. Should the deadline be missed in repeated instances, the coercive fine may be levied once again in the same manner (§ 411 (2) Code of Civil Procedure), . Section 77 (2) Criminal Procedure Code).

207-2. Les associations d'experts sont-elles impliquées dans :

- Le processus de sélection
- La formation initiale ou continue
- Les procédures disciplinaires
- NAP

Commentaires

K1. Veuillez indiquer les sources des réponses aux questions de cette partie

Sources : The data are based on information of the Bund and the Länder

12. Les réformes dans le système judiciaire

12.1. Réformes envisagées

12.1.1 Réformes

208. Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles en cours ou envisagées ?

208-1. Programmes de réforme généraux

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-2. Budget

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-3. Tribunaux et ministère public (par exemple pouvoir et organisation, modifications structurelles -par exemple la réduction du nombre des tribunaux- (implantations géographiques), compétences des tribunaux, gestion et méthodes de travail, technologies de l'information, arriéré judiciaire et efficacité, frais de justice, rénovation et construction de nouveaux bâtiments)

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : In a separate amendment to the FamFG and the German Real Estate Registry Act (Grundbuchordnung – GBO) German legislators have further strengthened the role of notaries in the process of updating entries into court-based public registries, such as the Land and Commercial Registries, with the objective of maintaining the public faith in said registries. Henceforth, notaries are explicitly obligated to submit to legal review any declaration of the participants in proceedings, thus supporting further eligibility of the proposed entry.

The Act on the Further Development of the Code of Criminal Procedure and the Amendment of Other Provisions of 25 June 2021, which came into force on 1 July 2021, included certain simplifications for the use of electronic case files in criminal matters. Further simplifications are planned for the next legislation period starting this fall. A group of experts appointed by the Federal Ministry of Justice and Consumer Protection on the documentation of the main criminal trial has examined the possibilities of a reform allowing the documentation of the content of the main trial to improve the establishment of the truth in criminal proceedings and submitted its report on 1 July 2021. At present, the content of the main trial is only recorded before local courts. Before regional and higher regional courts only essential formalities are recorded.

However, as the current legislative period will end this fall, reforms for the next legislative period may not be predicted with certainty.

208-4. Accès à la justice et aide judiciaire

Oui (programmé)

Oui (adopté)

Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)

Non

NA

Si oui, veuillez préciser : On 2 June 2017, the "Act to Adjust the Environmental Appeals Act and other Provisions to Requirements under European and International Law" entered into force. This new legislation significantly extends the possibilities for recognised environmental associations to bring court actions concerning environmental law.

The Act on the Further Development of the Code of Criminal Procedure and the Amendment of Other Provisions expanded the defendant's right to be informed about his right to counsel. The obligations of the police, the public prosecutor and the judge to inform the defendant about his right to counsel previously existed only at the beginning of the first interrogation prior to the main hearing and now applies to all subsequent interrogations. This amendment is also in line with the concept of Article 9 of Directive 2013/48/EU on the right of access to a lawyer in criminal proceedings and in European arrest warrant proceedings, and on the right to have a third party informed upon deprivation of liberty and to communicate with third persons and with consular authorities while deprived of liberty. Moreover, the time limit for stating grounds for appeal on law (Revisionsbegründungsfrist) in criminal proceedings which was previously one month has been extended for particularly complex proceedings and now depends on the time it takes for the courts to issue their judgments and may last up to three months. The possibility to grant access to electronic case files was extended so that documents and files may also be transmitted via a secure method of transmission (in addition to making the file available for retrieval on a platform).

It is planned to review the existing form requirements in criminal proceedings (e.g. for requests to prosecute) with a view to possible simplifications and electronic communication methods in the next legislation period. However, as the current legislative period will end this fall, reforms for the next legislative period may not be predicted with certainty.

208-5. Conseil supérieur de la magistrature

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-6. Professionnels de la justice (juges, procureurs, avocats, notaires, agents d'exécution, etc.) : organisation, formation, etc.

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : Requirements for family judges and guardian ad litem for minors were regulated by law and thus made more concrete and binding.

208-7. Parité hommes/ femmes

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser :

208-8. Réformes en matière civile, pénale et administrative, de conventions internationales et d'actes de coopération

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-9. Exécution des décisions de justice et en particulier décisions contre les autorités publiques

- Oui (programmé)
 Oui (adopté)
 Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
 Non
 NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-10. Médiation et autres mesures alternatives au règlement des litiges

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-11. Lutte contre la criminalité

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : It Is planned to review the law on criminal procedure with a view to possible simplifications during the main trial, amongst others to reduce the duration of criminal proceedings, in particular with regard to major proceedings in complex cases, and to modernise the conduct of criminal proceedings in certain respects. Furthermore, in the examination of a federal-state working group on this issue, plans are emerging to focus the measure of placement in addiction treatment facility of addicted offenders (compare Section 64 following of the German Criminal Code) – which is often imposed alongside a prison sentence – more strongly on those actually in need of treatment. However, as the current legislative period will end this fall, reforms for the next legislative period may not be predicted with certainty.

208-12. Système pénitentiaire

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms

208-13. La justice adaptée aux enfants

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : At the federal level, standards for a child-friendly justice system are currently being developed in a specially established committee. Child-friendly justice means a justice system that guarantees compliance with and effective implementation of all children's rights in accordance with the UN Convention on the Rights of the Child at the highest possible level, such as the right to life and personal development, the primacy of the best interests of the child, the right to participation and protection against discrimination. Further development and expansion of the "Minimum requirements for the quality of expert reports in the law of parent and child" as a

basis for action for courts and experts, as a guideline for a scientifically sound expert report and as a reliable basis for decision-making for the family court.

Implement during year of reference +1: The duties of the family court to hear the child in person and the duties of a guardian ad litem for minors were expanded (sections 158b (1), 159 FamFG). In family court proceedings that are particularly sensitive to fundamental rights, a guardian ad litem for minors must now always be appointed and special procedural rules apply in appeal proceedings (sections 158 (2), 68 (5) FamFG)

208-14. La violence domestique

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : In section 1 of the Protection against Violence Act (GewSchG), "sexual self-determination" was included in the circle of protected objects in 2021. This gives the victim access to protective measures under this law in the event of a violation, such as a prohibition on approaching the victim. In addition, in the same year the range of punishment for violations of violence protection orders was increased from up to one to up to 2 years (section 4 GewschG).

208-15. Nouvelles technologies de l'information et de la communication

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non
- NA

Si oui, veuillez préciser : As of 1 January 2018, almost all federal and state courts have to provide for the possibility to receive documents electronically if the sender complies with certain requirements set out by the law, e.g. security standards. At the same time lawyers, notaries, bailiffs and public authorities are obliged to open a channel of electronic communication set out by the law so that they can receive electronic documents sent by the courts. More professional participants of court proceedings will have the same obligation from 1 January 2023 and 1 January 2024. The technical framework conditions are set out in the Electronic Legal Relations Regulation (ERVV) of 24 November 2017. Furthermore, the rules for serving court decisions and other documents through bailiffs have been adjusted for those cases in which documents are only send electronically. From 1 January 2022 lawyers and authorities and from 1 January 2026 more professional participants of court proceedings will be required to send documents to the court only electronically .

Digitalization: It is provided by law in all main codes of procedure that courts for all new cases will have to keep files electronically as of 1 January 2026. Prior to this, files may be kept electronically. Regulations governing the technical and organisational framework for the exchange of electronic files and documents, as well as access to files, have already been set into force and further regulations will be prepared as necessary.

The Act on the Further Development of the Code of Criminal Procedure and the Amendment of Other Provisions of 25 June 2021, which came into force on 1 July 2021, included certain simplifications for the use of electronic case files in criminal matters. Further simplifications are planned for the next legislation period starting this fall. However, as the current legislative period will end this fall, reforms for the next legislative period may not be predicted with certainty

208-16. Autres

- Oui (programmé)
- Oui (adopté)
- Oui (mis en oeuvre durant l'année de référence +1)
- Non

[] NA

Si oui, veuillez préciser : no forseen reforms